



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 25 OCTOBRE 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après-midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 3793

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du seizième jour d'octobre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. Zenon Charland, contre-maître, et Hilaire Duval, cultivateur, de Saint-Zotique, comté de Soulanges. M. Samuel Kenyon, briquetier (brick-archman), de la cité de Montréal. 4201

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du septième jour d'octobre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Québec.—M. Joseph Lepage, de Saint-François, Ile d'Orléans, comté de Montmorency.

District de Terrebonne.—M. Dosithé Forget, maître de pension, de Saint-Adolphe de Howard, comté d'Argenteuil.

District de Montréal.—M. J. Elzéar Bernard, employé civique, de Notre-Dame-de-Grâces. 4205

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 25th OCTOBER, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received afternoon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 3794

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the sixteenth day of October, 1913 to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Messrs. Zenon Charland, foreman, and Hilaire Duval, farmer, of Saint Zotique, county of Soulanges. Mr. Samuel Kenyon, brick-archman, of the city of Montreal. 4202

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventh day of October, 1913 to associate to the commission of the peace for the :

District of Québec.—Mr. Joseph Lepage, of Saint-François, Island of Orleans, county of Montmorency.

District of Terrebonne.—Mr. Dosithé Forget, boarding housekeeper, of Saint Adolphe de Howard, county of Argenteuil.

District of Montreal.—Mr. J. Elzéar Bernard, civic employee, of Notre-Dame-de-Grâces. 4206

No 1551 Elec.
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 16 octobre 1913, de nommer M. Oliva Vézina, commissaires d'écoles pour la municipalité de Somerset-Nord, dans le comté de Mégantic.

No 1828 Elec.
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE

Nomination de trois commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 18 octobre 1913, de nommer MM. l'abbé F.-X. Cruveiller, Lucien Marion et François P. Clark, syndics d'écoles pour la municipalité de Stanstead (Canton), dans le comté de Stanstead.

No 261 Elec.
DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION
PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 18 octobre 1913, de nommer M. le docteur W. J. Castello à la charge de commissaire d'écoles pour la municipalité de Buckingham (Ville), dans le comté de Labelle. 4151

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil en date du septième jour d'octobre 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Gaspé, M. John W. Keays, cultivateur, de Newport, comté de Gaspé. 4153

Proclamations

Canada, }
Province de } F. LANGELIER
Québec. }

L. S.
GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

A TENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le quatorze octobre n'importe quel neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au onze novembre prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le quatorze octobre courant ; vous convoquons par les présentes pour le ONZE NOVEMBRE prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPEDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

No 1551 Elect.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the 16th October, 1913, to appoint Mr. Oliva Vézina, a school commissioner for the municipality of Somerset Nord, in the county of Mégantic.

No 1828 Elect.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of 2 school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the 18th October, 1913, to appoint Rev. F.-X. Cruveiller, Lucien Marion and François P. Clark, school trustees for the municipality of Stanstead (Township), in the county of Stanstead.

No 261 Elect.
DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one school commissioners.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, dated the 18th October, 1913, to appoint Mr. W. J. Costello, a school commissioner for the municipality of Buckingham (Town), in the county of Labelle. 4152

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventeenth day of October, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Gaspé, Mr. John W. Keays, farmer, of Newport, county of Gaspé. 4154.

Proclamations

Canada, }
Province of } F. LANGELIER
Quebec. }

[L. S.]
GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec,
GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Québec stands prorogued to the fourteenth of October, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the eleventh November next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Québec on the fourteenth October instant, and hereby convene you for the ELEVENTH of NOVEMBER next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Québec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine discuss and decide the questions to be submitted to you.

EN VOI DE QUOI. Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce septième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le quatrième.

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,

3953

L. P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

No 2741-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 20 octobre 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François, comté de Beauce, les lots Nos 2038, 2037, 2064 et 2063, du cadastre officiel de la paroisse de Saint François et de les annexer à celle de Saint Victor, même comté.

4161

No 2875-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 20 octobre 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire d'Aubert Gallion, comté de Beauce, une partie du lot No 110 (50 x 100 pieds appartenant à M. Alfred Loubier), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges, comté de Beauce, et de l'annexer à celle de Saint-Georges, même comté.

4159

No 34-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 20 octobre 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité de Saint-Narcisse, comté de Champlain, les lots Nos 480, 481, 482 et 483, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Narcisse, et de les annexer à celle de Saint-Maurice, même comté.

4157

2732-13.

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 20 octobre 1913.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Denis, comté de Kamouraska, la partie du lot No. 247 (30 arpents appartenant à M. Jean Thibault), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Denis, et de l'annexer à celle de Saint-Philippe de Néri, même comté.

4155

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this seventh day of October, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery
Quebec.

3954

Government Notices

No. 2741-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 20th October, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint François, county of Beauce, the lots Nos. 2038, 2037, 2064, and 2063, of the official cadastre of the parish of Saint François, and to annex same to that of Saint Victor, same county

4162

No. 2875-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 20th October, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Aubert Gallion, county of Beauce, a part of lot No. 110 (50 x 100 feet belonging to Mr. Alfred Loubier), of the official cadastre of the parish of Saint Georges, county of Beauce, and to annex same to that of Saint Georges, same county.

4160

No. 34-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 20th October, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Narcisse, county of Champlain, the lots Nos. 480, 481, 482 and 483 of the official cadastre of the parish of Saint Narcisse and to annex same to that of Saint Maurice, same county.

4158

No. 2732-13.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 20th October, 1913.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint-Denis, county of Kamouraska, the part of lot No 247 (30 arpents the property of Mr. Jean Thibault), of the official cadastre of the parish of Saint Denis, and to annex same to that of Saint Philippe de Néri, same county.

4156

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. Arthur Vincent, étudiant, Joseph Rodolphe Giroux, agent, J. B. Arthur Pelletier, marchand, Morris Colle, Lyon Colle, agents, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Posséder sous tous rapports, en ce qui concerne le prêt et le placement de ces capitaux, ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir ;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers de personnes ou corporations qui désirent les prêter sur hypothèque et effectuer de tels prêts et placements ;

Émettre des actions acquittées de la compagnie en paiement de tous biens meubles ou immeubles, services rendus ou à rendre que la compagnie peut ou pourra avoir ;

Procurer des soins médicaux à l'aide des médecins payés par elle à des membres souscripteurs à cette fin ;

Procurer également les services de dentistes, de nurses, d'opticiens, de pharmaciens ou d'autres professionnels, et fournir à ses membres souscripteurs tous les services requis par eux ;

Établir des laboratoires de chimie et des dispensaires ;

Pourvu que rien dans les pouvoirs ainsi accordés à la présente compagnie en ce qui concerne les professions ne soit contraire aux privilèges reconnus par la loi aux médecins, opticiens, nurses, pharmaciens ou autres corps professionnels de cette province ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des fins pour atteindre des objets ci-dessus énumérés ou qui pourraient paraître profitables à la corporation, à quelque époque que ce soit, et en général, exercer toute autre industrie que la corporation croirait pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus ou pouvant augmenter la valeur ou rendre profitables les biens ou droits de la compagnie ;

Conclure des conventions avec toute personne ou corporation pour services à rendre par telle personne ou compagnie, et payer pour tel contrat ou services en deniers comptants ou en actions acquittées de la présente compagnie, ou partie en deniers comptants et partie en actions acquittées de la présente compagnie ;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des parts dans toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou engagée dans une industrie capable d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, nonobstant les dispositions de l'article 44 de la loi des compagnies ;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, arrenter, céder, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie de la propriété et des droits de la compagnie ;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépens de l'incorporation et organisation de la compagnie, sous le nom de "Professional Service Association", avec un capital social de cent vingt-cinq mille piastres (\$125,000.00), divisé en vingt-cinq mille (25,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1913, incorporating Messrs. Arthur Vincent, student, Joseph Rodolphe Giroux, agent, J. B. Arthur Pelletier, merchant, Morris Colle, M. Lyon Colle, agents, all of Montreal, for the following purposes :

To generally have respecting the loan and investment of its funds, its business, the same powers and privileges any individual may enjoy ;

To have the power to receive monies or any sums of money from persons or corporations wishing to loan same on hypothec and to make such loans and investments ;

To issue paid up shares of the company in payment for any moveable or immoveable property, services rendered or to be rendered, which the company may or can have ;

To procure medical aid from physicians paid by the company to members subscribing for such purpose ;

To procure also the services of dentists, nurses, opticians, druggists, or other professional services and provide its subscribing members with all the services required by them ;

To establish chemical laboratories and dispensaries ;

Provided that nothing in the powers thus granted to the present company touching professions be in contravention with the privileges granted by law to physicians, opticians, nurses, druggists and other professional bodies of this province ;

To do all things necessary convenient or suitable for the accomplishment of the purposes and the attainment of the objects herebefore enumerated or which may appear capable to be of benefit to the corporation at and time whatsoever, and generally to carry on any other business which the company may think capable to be conveniently carried in connection with the aforesaid objects or of enhancing the value or rendering more profitable the property or rights of the company ;

To enter into any agreements with any person or corporation for services to be rendered by any person or company and to pay for any contract or services in cash or in paid up shares of the present company, or partly in cash and partly in paid up shares of the present company ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the present company, or engaged in any other business capable to be conducted so as directly or indirectly to benefit the present company, notwithstanding with the provisions of article 44 of the "Companies' Act".

To sell, improve, manage, develop, exchange, rent, convey, turn to account or otherwise dispose of the whole or a part of the property and rights of the company ;

To amalgamate with any other company whose objects are in whole or in part similar to those of the present company ;

To pay out of the funds of the company for all the costs and expenses of the incorporation and organization of the company, under the name of "Professional Service Association", with a capital stock of one hundred and twenty-five thousand dollars (\$125,000.00), divided into twenty five thousand (25,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. Jos. Emile Amable Decelles, courtier, de la cité de Montréal, Alfred Cyr, industriel, Arthur P. Beaulieu, agent, Antonio Vinette, hôtelier, et Walter Ferrier, commerçant, de Napierreville, dans les buts suivants :

Manufacturer et acheter des portes et châssis, manufacturer le bois sous toutes ses formes ; acheter limites à bois, faire le commerce général d'immeubles soit en qualité de principaux ou agents et agir en qualité de courtiers et agents de recouvrements en disposant d'immeubles ;

Manufacturer ou acheter meubles de toutes sortes, chaises, voitures et tous autres produits en bois manufacturés ou non manufacturés, fer, acier, briques, ciment, granit, pierre et autres matériaux et d'en faire le commerce de gros et de détail ;

Conduire et faire les affaires de commerçants et entrepreneurs pour les fins de constructions, érection, changements, réparation ou faire tout autre travail en rapport avec aucune et toutes les classes de bâtisses et améliorations de toutes sortes et descriptions, y compris la situation, disposition des chemins, murs, et en général de toutes classes de bâtisses, érections et travaux ou parties intégrales d'iceux, en général faire exécuter aucun et tous travaux comme constructeurs et entrepreneurs ;

Acquérir, établir, posséder et exploiter des moyens mécaniques et naturels pour produire de la force, du gaz, de l'électricité et autres systèmes d'éclairage et les utiliser, vendre, arrenter, et céder d'une manière quelconque et construire des tunnels pour être employés à la transmission de la force, de la chaleur et de la lumière et de la chaleur d'un édifice à un autre, pourvu toutefois que la vente ou distribution de force, de gaz et d'électricité au-delà des terrains de la compagnie sera subordonnée aux règlements locaux et municipaux à ce sujet, l'électricité sera exploitée dans le district Napierreville ;

Acquérir et faire toute ou aucune partie des affaires ou propriété de toute compagnie engagée dans des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à conduire ;

Aider financièrement ou autrement les constructeurs, locataires et autres qui peuvent être disposés à construire sur ou améliorer tous terrains ou bâtisses dans lesquels la compagnie est intéressée ;

Acheter ou posséder autrement et faire le commerce de stock, obligations, hypothèques, garanties et engagements de toute nature ;

Emprunter pour l'usage de ses affaires incorporées toutes sommes d'argent requises par elle et les garantir par obligations, hypothèques, engagements de toute nature ;

La compagnie exercera son industrie dans Napierreville, sous le nom de "Napierreville Lumber Manufacturing Company, Limited", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera Napierreville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

4183

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. L. Alexandre Cadorette, de Saint-Aimé, banquier, Louis Langelier, de Montréal, agent d'immeubles, Oscar Pothier, bijoutier, Arthur Champagne, employé civil, Albert Jodoin, notaire, Elzéar St. Onge,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1913, incorporating Messrs. Jos. Emile Amable Decelles, broker, of the city of Montreal, Alfred Cyr, manufacturer, Arthur P. Beaulieu, agent, Antonio Vinette, hotelkeeper, and Walter Ferrier, trader, of Napierreville, for the following purposes :

To manufacture and purchase doors and sashes, manufacture wood under all forms. To purchase timber limits and carry on a general real estate business as principals or agents and act as collection brokers and agents for the sale of real estate ;

To manufacture or purchase furniture of every sort, chairs, vehicles and any other manufactured or unmanufactured wood products, iron, steel, brick, cement, granite, stone and other materials and deal therewith wholesale and retail ;

To conduct and carry on the business of traders and contractors for the purposes of building, erecting, changing, repairing, or to carry on any other work in connection with all and any of the classes of buildings and improvements of every kind and description including and situation, disposition of the roads, walls, and generally of all classes of building, structures and works or integral parts thereof, and in general to carry on and execute any works as builders or contractors ;

To acquire, establish, hold and exploit mechanical and natural processes for the generating of gas, electricity and other means of lighting and to utilize, sell, rent, and convey same in any manner whatsoever and to construct tunnels for the transmission of power, heat and light from one building to another provided that the sale or distribution of power, gas, electricity beyond the lands of the company be subject to local and municipal by-laws on that behalf, the company will exploit electricity within the district of Napierreville.

To acquire and carry on the whole or any part of the business or property of any company engaged in any business similar to that which this company is authorized to carry on ;

To financially or otherwise and such builders, lessees and others as may be disposed to build on or improve any land or buildings in which the company is interested ;

To purchase or otherwise hold and deal in stocks, bonds, hypothecs, securities and engagements of every nature ;

To borrow any sums of money the company may require for the use of its incorporated business and to guarantee such loans by bonds, hypothecs and engagements of every nature ;

The company will carry on its business in Napierreville, under the name of "Napierreville Lumber Manufacturing Company Limited", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Napierreville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1913

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

4184

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1913, incorporating Messrs. L. Alexandre Cadorette, of Saint Aimé, banquier, Louis Langelier, of Montreal, real estate agent, Oscar Pothier, jeweler, Arthur Champagne, civil service clerk, Albert Jodoin, notary, Elzéar St. Onge, clerk, Gabriel Be-

commis, Gabriel Benoit, menuisier, Eugène Benoit, agent, J. Ephrem Brodeur, pharmacien, Paul Caron, bijoutier, de Saint-Hyacinthe, Hector Jodoin, cultivateur, de Saint-Simon, Dame Hermine Bonin, veuve Ludger Bergeron, et J. Adélar Gaudreau, comptable, de Saint-Hyacinthe, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, détenir, louer, vendre des terres, lots à bâtir, propriétés et bâtisses de toute nature et sorte quelconques, et en disposer ;

Acheter, vendre, acquérir, et détenir autrement des hypothèques, obligations, droits et baux de locataires sur ou garantie sur immeubles, propriétés ou bâtisses, et agir comme agents pour la vente, achat, acquisition ou disposition d'aucun des susdits objets ;

Acquérir toutes affaires de nature ou description que la compagnie est autorisée à faire et la clientèle d'icelle, aux termes qui peuvent être jugés à propos par l'émission d'actions ou d'obligations de la compagnie ou autrement ;

Vendre l'entreprise en tout ou en partie et s'amalgamer avec toute autre compagnie, sous le nom de " Le Crédit National Limitée ", avec un capital de quinze mille piastres (\$15 000.00), divisé en trois cents (300) actions, de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'octobre 1913.

4181

J. C. SIMARD,
Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatrième jour d'octobre 1913, constituant en corporation M. J. E. A. Decelles, courtier, Mme J. E. Decelles, (Thérèse Carroll), M. Georges Wilson, St. Arnaud, comptable, Mlle Irène Demers, sténographe, M. J. A. Hamelin, notaire tous de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, chaises, meubles de toutes sortes, vendre, trafiquer et faire le commerce de bois, portes, châssis et de tous autres produits en bois, manufacturés ou non manufacturés, fer, acier, briques, ciment, granit, pierre et autres matériaux et d'en faire le commerce de gros et de détail ;

Conduire et faire les affaires de commerçants et entrepreneurs pour les fins de constructions, érections, changements, réparations ou faire tout autre travail en rapport avec aucune et toutes les classes de bâtisses et améliorations de toute sorte et description, y compris la situation, disposition des chemins, murs et en général de toutes classes de bâtisses, érections et travaux en parties intégrales d'iceux, en général faire exécuter aucun et tous travaux comme constructeurs et entrepreneurs ;

Acheter, tenir, posséder, maintenir, travailler, développer, vendre, transporter, louer, hypothéquer, échanger, améliorer des immeubles, faire le commerce et en disposer autrement, et propriété immobilière ou aucun autre intérêt ou droits en iceux ;

Prêter de l'argent sur obligations garanties par hypothèques et propriétés immobilières et faire les avances de temps en temps sur obligations garanties par hypothèques pour avances futures sur immeubles, de plus acquérir tous meubles et immeubles, droits et privilèges propres ou convenables pour aucune des fins de ses affaires, et acheter, acquérir, ériger, construire faire des améliorations sur bâtisses ou ateliers mécaniques ou travaux en autant qu'ils peuvent être en rapport ou utile pour

noit, joiner, Eugène Benoit, agent, J. Ephrem Brodeur, druggist, Paul Caron, jeweler, of Saint Hyacinthe, Hector Jodoin, farmer, of Saint Simon, Dame Hermine Bonin, widow Ludger Bergeron, and J. Adélar Gaudreau, accountant, of Saint Hyacinthe, for the following purposes :

To acquire, own, hold, lease, sell lands, building lots, immoveables and buildings of every nature and sort whatsoever, and dispose of same ;

To purchase, sell, acquire, and otherwise hold, hypothecs, bonds, tenant's rights and leases or securities on immoveables, properties and buildings and to act as agents for the sale, purchase, acquisition or conveyance of any of the aforesaid objects ;

To acquire any business of such a nature or description as the company is authorized to carry on and the good-will thereof, on the terms which may be deemed convenient by an issue of shares and bonds of the company or otherwise ;

To sell the undertaking of the company in whole or in part and to amalgamate with any other company, under the name of " Le Crédit National Limitée ", with a capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three hundred (300) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the secretary of the province, this sixteenth day of October, 1913.

4182

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of October, 1913, incorporating Mr. J. E. A. Decelles, broker, Mrs. J. E. Decelles, (Thérèse Carroll), Mr. Georges Wilson St. Arnaud, accountant, Miss Irène Demers, stenographer, Mr. J. A. Hamelin, notary, all of Montreal, for the following purposes :

To manufacture chairs, furniture of every sort, sell, deal with and in lumber, doors, sashes and any other products in manufactured or unmanufactured wood, iron, brick, cement, granite, stone and any other materials and to deal wholesale and retail therein ;

To conduct and carry on the business of traders and contractors for the purposes of building, erecting, changing, repairing, or carry on any other work in connection with all and any of the classes of buildings and improvements of every kind and description, including the situation, disposition of the roads, walls, and generally of all classes of building, structures and works or integral parts thereof, and in general to carry on and execute any works as builders or contractors ;

To purchase, hold, own, maintain, work, develop, sell, convey, lease, hypothecate, exchange, improve immoveables and immoveable property or any interests or rights in same, deal in and otherwise dispose of the same ;

To loan money on obligations secured by hypothecs and real property and from time to time on obligations guaranteed by hypothecs for advances on immoveables, and to acquire any moveable and immoveable property, rights and privileges suitable and convenient for any of its business purposes, and to purchase, acquire, erect construct improvements on buildings shops or works which may be incidental to or suitable for the management of the business hereabove mentioned ;

la conduite des affaires telles que ci-dessus spécifiées dans le district d'Ottawa ;

Acquérir, établir, posséder et exploiter des moyens mécaniques et naturels pour produire de la force, du gaz, de l'électricité dans le district d'Ottawa, et autres systèmes d'éclairage et les utiliser, vendre, arrenter et céder d'une manière quelconque et construire des tunnels pour être employés à la transmission de la force, de la lumière et de la chaleur d'un édifice à un autre pourvu toutefois que la vente ou distribution de la force, de gaz et d'électricité au delà des terrains de la compagnie sera subordonnée aux règlements locaux et municipaux à ce sujet ;

Acquérir, et faire toute ou aucune partie des affaires ou propriété de toute compagnie engagée dans des affaires semblables à celles que cette compagnie est autorisée à conduire ;

Administrer les terrains, bâtisses et autres propriétés appartenant à la compagnie et percevoir les ventes et revenus ;

Acquérir et prendre toutes affaires ou entreprises faites sur ou en rapport avec tous terrains ou bâtisses que la compagnie peut désirer d'acquérir comme susdit ou intérêts en icelles, et tous ou aucun des biens et obligations de telles affaires ou entreprises et en faire le commerce ou en disposer, les enlever ou y mettre fin ;

Aider financièrement ou autrement les constructeurs, locataires et autres qui peuvent être disposés à construire sur ou améliorer tout terrain ou bâtisses dans lesquels la compagnie est intéressée ;

Acheter, vendre, faire le commerce, louer, posséder ou améliorer les immeubles ;

Acquérir, par achat, bail, louer, autrement des terrains, terres et héritages ou tout intérêt en icelles, et en général posséder, conduire, faire le commerce et améliorer la propriété de la compagnie, et vendre, louer, hypothéquer, engager ou disposer, autrement des terrains, terres et héritages ou autres propriétés de la compagnie ;

Faire toutes les choses nécessaires convenables ou propres à l'accomplissement d'aucune des fins ou d'acquisition d'aucun des objets ou l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-dessus mentionnés ;

Faire et construire toutes affaires, entreprises, transactions ou opérations ordinairement faites ou entreprises par des capitalistes, promoteurs, financiers, entrepreneurs, marchands, personnes et agents à commission, et dans le cours des affaires de la compagnie, tirer, accepter, endosser ;

Acquérir et vendre tous ou aucun des instruments et garanties négociables, transférables y compris les débetures, obligations, billets et lettres de change.

Acheter ou posséder autrement et faire le commerce de stock, obligations, hypothèques, garanties et engagements de toute nature ;

Faire aucun et tous les actes et choses propres à augmenter la valeur de la propriété possédée par la corporation ;

Emprunter pour l'usage de ses affaires incorporées toutes sommes d'argent requises par elle et les garantir par obligations, hypothèques, engagements, ou autrement ;

Emettre des obligations et débetures et les garantir par garanties ou hypothèques de ou sur toutes ou aucune parties de la propriété possédée par la corporation et vendre les dites obligations et débetures pour telles fins que le bureau des directeurs pourra déterminer ;

Examiner et garantir le titre des terrains, prendre, acheter ou acquérir par souscriptions originales ou autrement et détenir, vendre ou autrement céder les actions, obligations et autres valeurs de toutes autres valeurs de

gement of the businesses hereabove mentioned in the district of Ottawa ;

To acquire, establish, hold, exploit mechanical and natural processes for the generating of gas, electricity in the district of Ottawa, and other means of lighting and to utilize, sell, rent, and convey same in any manner whatsoever and to construct tunnels for the transmission of power, light and heat from one building to another provided that the sale or distribution of power, gas, electricity beyond the lands of the company be subject to local and municipal laws on that behalf ;

To acquire and carry on the whole or any part of the business or property of any company engaged in any business similar to that which this company is authorized to carry on ;

To manage lands, buildings and other property belonging to the company and collect the rents and revenues ;

To acquire and take over any businesses or undertakings established on or in connection with any lands or buildings that the company may desire to purchase as aforesaid or any interests in same, and all or any of the property and obligations of such business or undertakings, deal in, remove, put an end to or otherwise dispose of same ;

To financially or otherwise aid such builders, lessees and others as may be disposed to build on or improve any land or buildings in which the company is interested ;

To purchase, sell, deal in, lease, hold or improve immoveables ; ;

To acquire by purchase, lease, rental or otherwise lots, lands and hereditaments or any interest in such, and generally hold, manage, deal in and improve the property of the company, and sell, lease, hypothecate, pledge or otherwise dispose of the lots, lands and hereditaments or other property of the company ;

To do all things necessary, convenient or suitable for the accomplishment of any of the purposes or the acquisition of any of the objects or promotion of any of the powers hereabove mentioned ; ;

To carry on and undertake any business, undertakings, transactions or operations ordinarily carried on or undertaken by capitalists, promoters, financiers, contractors, merchants, persons and commission agents and in the course of business of the company, to draw, accept, indorse.

To acquire and sell all or any of negotiable and transferable instruments including debentures, bonds, notes and bills of exchange ;

To purchase or otherwise hold and deal in stocks, bonds, hypothecs, securities and engagements of every nature ;

To do all and any of the acts and things suitable for the enhancing of the value of the property held by the corporation ;

To borrow any sums of money required by the company for the carrying of its incorporated businesses and to guarantee same by bonds, hypothecs, liens or otherwise ;

To issue bonds and debentures and to guarantee same by liens or hypothecs or the whole or any part of the property held by the corporation and to sell the said bonds and debentures for such purposes as the Board of Directors may determine ;

To examine and guarantee the title to lots of lands, take, purchase or acquire by original subscription or otherwise and hold, sell or otherwise transfer the shares, bonds and other securities of any other companies

toutes autres compagnies dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie et en garantir le principal et les valeurs et agir à leur sujet par l'entremise de l'agent ou des agents que la compagnie nommera ;

Le droit d'acheter limités à bois de toutes sortes, ainsi que pouvoir d'eau, que la compagnie jugera convenables, sous le nom de "The Thurso Manufacturing Limited," avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Thurso, Que., district d'Ottawa.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

4033

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dixième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. John Augustine Mann, avocat et Conseil en Loi du Roi, Cécile Gordon MacKinnon, Henry Robert Mulvena, avocats, Thomas Barnard Gould, solliciteur, et Thomas Joseph Coonan, étudiant, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir, posséder, détenir, faire le commerce, échanger, hypothéquer, transporter des propriétés, terrains et bâtisses et en disposer, et les développer et améliorer en cultivant, défrichant, drainant, arrosant, y construisant, cultivant, ou en aucun autre moyen les améliorant ;

Tracer, entretenir, conduire et mettre en opération sur les terrains de la compagnie, des rues, parcs, terrains d'agrément et terrains de jeux et les consacrer, si il est jugé à propos, à l'usage public et construire avec toute personne, société ou corporation, pour le loyer, bail, administration ou occupation d'iceux, et aider, engager et promouvoir l'arrangement sur et occupation de la propriété de la compagnie et avancer, prêter, octroyer ou donner des argents ou terrains, propriétés ou bâtisses pour les fins pour lesquelles l'incorporation est demandée et aider les colons par avance d'argent, garantie d'endossement ou l'achat et fourniture de bois ou autres nécessités pour les fins de construction aux termes qui peuvent être jugés à propos ;

Aider par primes, don de terrains ou autrement, la construction d'une ligne ou lignes de chemins de fer, et construire, entretenir et réparer des chemins et pontceaux ou autres choses semblables qui peuvent être en aucune manière utiles à la compagnie ou aux fins d'avancer les objets et buts de ses pouvoirs ;

Construire, posséder, mettre en opération, louer, affermer ou en disposer pour la compagnie ou pour autres ou pour l'usage de d'autres, des écluses, pouvoirs d'eau, égouts, ouvrages hydrauliques, ascenseurs, viaducs, aqueducs, travaux et bâtisses, publics ou privés, maisons de ferme, granges et entrepôts ;

Acquérir des pouvoirs d'eau, franchises et privilèges par achat, bail ou autrement, les développer, et manufacturer, transmettre, fournir la vapeur, pouvoir hydraulique, air comprimé, pouvoir pneumatique et éclairage et pouvoir électrique, dans le district judiciaire de Montréal ;

Entrer en aucun arrangement quant au partage des profits, union d'intérêts, co-opération, consolidation, risqué conjoint ou amalgamation, et acheter, acquérir, posséder, détenir toutes affaires de même nature que celles pour lesquelles l'incorporation est maintenant demandée ou qui peuvent être utiles ou y ayant rapport, et en disposer ; et acquérir, détenir, posséder,

whose objects are similar, to those of the present company and to guarantee the principal and the securities thereof and to act in their behalf through an agent or agents appointed by the company ;

The right to purchase timber limits of all kinds, and any water powers which the company may deem suitable, under the name of "The Thurso Manufacturing Limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Thurso, Que., district of Ottawa.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of October, 1913

C. J. SIMARD,

4034

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1913, incorporating Messrs. John Augustine Mann, advocate and King's Counsel, Cecile Gordon MacKinnon, Henry Robert Mulvena, advocates, Thomas Barnard Gould, solicitor, and Thomas Joseph Coonan, student, all of Montreal, for the following purposes :

To acquire, own, hold, deal in, exchange, mortgage, transfer and dispose of property, land and buildings, and to develop and improve the same by cultivating, clearing, draining, irrigating, building thereon, farming, or in any other way ameliorating the same ;

To lay out, maintain, manage and operate upon the company's lands, streets, parks, pleasure-grounds, and play-grounds and dedicate the same, if so desired, to public use and to construct with any person, firm or corporation for the lease, hire, management or occupation thereof and to aid, engage, and promote settlement on and occupation of the property of the company and to advance, lend, grant or give any money or land, properties or buildings for the purposes for which incorporation is sought and to aid settlers by advance of money, guarantee of endorsement or the purchase and supply of timber or other necessities for building purposes upon such terms as may be deemed expedient ;

To aid by bonus, gift of lands or otherwise, the construction of a line or lines of railway and to construct, maintain and repair roads and culverts or other things of a like nature which may be in any way beneficial to the company or for the purpose of advancing the scope and intent of its powers ;

To construct, own, operate, let, lease, or dispose of for the company or for others, or the use of others, dams, water-powers, sewers, water works, elevators, viaducts, aqueducts, works and buildings, public or private, farm houses, barns and warehouses ;

To acquire water powers, franchises and privileges by purchase, lease or otherwise, to develop the same, and to manufacture, transmit, supply, steam hydraulic, compressed air, pneumatic power and electric light and power, within the judicial district of Montreal ;

To enter into any agreement as to the sharing of profits, union of interests, co-operation, consolidation, joint adventure, or amalgamation, with and to purchase, acquire, own, hold, and dispose of any business of a similar nature to that for which incorporation is now sought or which may be beneficial or incidental thereto ; and to acquire, hold, own, sell and

vendre des actions, garanties, obligations ou débetures dans toutes telles affaires, ou corporation autorisée de faire toutes affaires que cete compagnie est autorisée à faire ou qui peuvent être déduites comme étant en rapport aux pouvoirs octroyés à toutes telles affaires ou corporation, et en disposer; et aider en aucune manière toutes telles affaires ou corporation dont toutes actions du capital-actions, obligations ou autres obligations sont en aucune manière possédées ou garanties par cette compagnie; et faire tous les actes ou choses nécessaires pour la préservation, protection, amélioration ou augmentation de la valeur d'icelles, soit que tel aide soit dans la forme de garantie de contrat, endossement ou autrement;

Vendre tous ou aucune partie des biens, entreprises et actifs de la compagnie, ou en disposer, pour telle considération que la compagnie pourra juger à propos et accepter en paiement d'iceux des actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux pour lesquels l'incorporation est maintenant demandée; et faire toutes les affaires et choses dans le but d'agrandir et d'augmenter la valeur des biens de la compagnie ou autres entreprises, y ayant rapport en aucune manière ou nécessaires, sous le nom de "The Florenceville Land Company", avec un capital total de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

4077

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19ième jour de septembre, 1913, constituant en corporation MM. Geo. Mayrand, notaire, M. P. P., J. John Johnson, agent d'immeubles, J. Arthur Chagnon, agent d'assurances, Clovis Dagenais, agent d'immeubles, P. Gédéon Majeau, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles et d'assurances dans toutes ses branches et agir comme négociants d'immeubles et d'assurances, courtiers et agents, et acquérir par achat, location, échange ou autrement, et posséder, utiliser, détenir, vendre, louer, donner en échange ou en disposer autrement, et négocier des terrains, maisons, immeubles et propriétés immobilières de toute description et tous intérêts et droits attachés ou ayant rapport avec les mêmes;

Vendre, louer, transporter, échanger telles propriétés immobilières ou aucune partie d'icelles et développer, améliorer telles propriétés et les tracer en lots à bâtir, rues, ruelles, carres ou autrement, en disposer ou en faire le commerce autrement;

Construire des maisons, résidences et autres bâties sur telles propriétés immobilières ou sur aucune partie d'icelles;

Faire des avances avec prêts aux acheteurs ou locataires de toute partie des immeubles de la dite compagnie, pour des fins de construction ou autres améliorations;

Aider, avec l'approbation des actionnaires au moyen d'avances ou autrement, à la construction et au maintien des chemins, rues, aqueducs, canaux d'égoûts et autres travaux d'améliorations destinés à rendre les propriétés de la compagnie plus accessibles et à en augmenter la valeur;

Prendre et recevoir des hypothèques, obligations ou charges pour assurer le paiement du prix d'achat d'aucune des propriétés vendues par la compagnie, ou tous argents dus à la com-

pany to dispose of shares, securities, bonds or debentures in any such business or corporation authorized to do any business which this company is authorized to carry on or which may be inferred as being incidental to the powers granted to any such business or corporation; and to aid in any manner any such business or corporation any of whose shares of capital stock, bonds or other obligations are in any manner owned or guaranteed by this company; and to do any acts or things necessary for the preservation, protection, improvement or enhancement of the value of the same, whether such aid be in the form of guarantee of contract, endorsement or otherwise;

To sell, or dispose of, all or any part of the property, undertakings and assets of the company for such consideration as the company may think fit and to accept in payment thereof shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those for which incorporation is now sought; and to do all matters and things for the purpose of increasing and augmenting the value of the company's properties or other undertakings, in any way incidental thereto or necessary therefor, under the name of "The Florenceville Land Company", with a capital stock of twenty five thousand dollars (\$25,000.00), divided into two hundred and fifty (250) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

4078

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the nineteenth day of September, 1913, incorporating Messrs. Geo. Mayrand, notary, M. P. P., J. John Johnson, real estate agent, J. Arthur Chagnon, insurance agent, Clovis Dagenais, real estate agent, P. Gédéon Majeau, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate and insurance business and act as dealers in real estate and insurance, brokers and agents, and acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and own, make use of, hold, sell, let, give in exchange and otherwise dispose of and deal in lands, houses, real estate and immoveable property of every description and any interests and rights attached thereto or connected therewith;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in buildings lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements;

With the approval of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible, and to enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company

pagne par les acheteurs ou avancés par la compagnie aux acheteurs et autres pour des fins de construction ou autres améliorations ;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et disposer d'actions, stocks, débetures ou garanties dans aucune autre compagnie ayant le même but, en tout ou en partie, que celui de cette compagnie et faisant affaires de manière à apporter directement ou indirectement des bénéfices à cette compagnie ;

Vendre ou disposer autrement d'aucune partie d'immeuble ou toute propriété possédée par la compagnie pour telle considération, termes et conditions que la compagnie jugera à propos et accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures, stock ou garanties d'aucune autre compagnie, en paiement d'icelles ;

Acquérir et posséder toute affaire, franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, actions, actifs ou autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des privilèges ci-dessus, à une valeur jugée raisonnable par la compagnie ;

Emettre et assigner du stock acquitté de la compagnie en paiement ou partie de paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence, contrats, brevets d'invention, marques de commerce, immeubles, stock, obligations, débetures et autres propriétés et droits que la compagnie peut légalement acquérir ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant affaires, en tout ou en partie, semblables à celle de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la susdite considération, accepter de l'argent ou au lieu de l'argent des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre corporation, et en distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, de temps à autre, toutes espèces, actions, obligations, débetures, garanties ou autres biens appartenant à la compagnie ;

De promouvoir, aider à promouvoir, administrer et développer des compagnies, syndicats, associations ou sociétés mutuelles ou coopératives, ayant les mêmes objets en tout ou en partie et susceptibles d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Faire des avances de fonds, garantir les contrats ou autrement aider toute personne, maison ou compagnie avec laquelle la présente compagnie aura des relations d'affaires ;

Faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toutes sortes ;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers de personnes ou corporations qui désirent les prêter sur hypothèque et effectuer de tels prêts et placements ;

A faire fonction d'agence ou compagnie pour agir au nom d'autres qui pourront lui confier de l'argent pour des fins de prêts ou de placements ; à assumer aussi le remboursement du capital et le paiement de l'intérêt ou les deux, de toutes sommes confiées à la compagnie pour être placées et pour protéger le compagnie contre toute perte sur toute garantie, obligation ou avance faite par la compagnie ; à recevoir toutes sortes de dettes actives ou valeurs qui sont transportées ou cédées à la dite compagnie ou engagées ou hypothéquées en sa faveur ;

Acheter ou posséder autrement et faire le commerce de stocks, obligations, hypothèques, débetures, garanties et engagements de toute nature ;

Faire aucun et tous les actes et choses propres à augmenter la valeur de la propriété possédées par la compagnie ;

from purchasers or advanced by the company to purchasers or others, for building purposes or other improvements ;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of shares, stocks, debentures or securities, in any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate or other property owned by the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company may deem fit and to accept the cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other company in payment thereof ;

To acquire and own any business, franchises, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets and other rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof at a fair value thereof ;

To issue and allot fully paid up stock of the company in part or full payment for any business, franchises, undertakings, rights, powers, privileges, leases, licenses, contracts, patents of invention, trade marks, inmovables, stock, bonds, debentures and other property and rights that the company may lawfully acquire ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper or to amalgamate with any individual firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefore, to accept cash, or, in lieu of cash fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures, or other securities of any corporation, and to distribute among the shareholders of the company from time to time, any specie, shares, bonds, debentures, securities or other property belonging to the company ;

To promote, assist, in the promoting manage and develop companies syndicates, mutual or cooperative associations or societies, having the same objects in whole or in part and capable to be conducted directly or indirectly for the benefit of the company ;

To make advances of money, guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company with which the present company may have business dealings ;

To carry on in its corporate name loan and investment operations of all kinds ;

To have the power to receive monies or any sums of money from persons or corporations who desire to loan same on hypothecs and to make such loans and investments

To operate as an agency or company to act in the name of others who may place money with it for the purposes of loan and investment ; to assume also the repayment of the capital or the payment of the interest, or both, of any sums of money placed with the company for investment and to protect the company against all loss on every guarantee, obligation or advance made by the company to receive all manner of assets or securities transferred or conveyed to the said company or pledged, or hypothecated in its favor ;

To purchase or otherwise hold and deal in stocks, bonds, hypothecs, securities and engagements of every nature ;

To do any and all of the acts and things capable to enhance the value of the property held by the company ;

Emprunter pour l'usage de ses affaires incorporées toutes sommes d'argent requises par elle et les garantir par obligations, hypothèques, engagements ou autrement ;

Émettre des obligations et débetures et les garantir par garanties, actes et fidéj-commiss ou hypothèques de ou sur toutes ou aucune partie de la propriété possédée par la compagnie et vendre les dites obligations et débetures pour telles fins que le bureau de directeur des directeurs pourra déterminer ;

Faire tout ce qui précède en qualité de principaux agents, entrepreneurs, syndics, ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres ;

Faire tous autres actes et choses se rattachant aux objets susdits ou propres à les atteindre ;

Les susdits objets, pouvoirs ou fins de la compagnie seront censés être distincts et ne pas dépendre l'un de l'autre, et la compagnie peut poursuivre, jouir et exercer l'un quelconque ou plusieurs de ces objets, pouvoirs ou fins indépendamment l'un de l'autre et nulle clause ne sera limitée dans sa généralité ni autrement interprétée relativement à toute autre clause de ces dits objets, pouvoirs ou fins ; ;

Les pouvoirs accordés par chaque paragraphe ne peuvent d'aucune façon être limités ou amoindris par référence ou inférence des termes de tout autre paragraphe ;

Rémunérer par paiement en deniers comptant, stock, actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou de toute autre manière avec l'approbation des actionnaires de la compagnie, toute personne ou personnes, corporation ou corporations pour services rendus ou à rendre, en vendant, plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement des parts de stock de la compagnie ou de toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie, ou de toute autre compagnie possédées ou contrôlées en tout ou en partie par la présente compagnie, ou sujet de la formation ou promotion des dites compagnies ou la conduite de ses affaires, sous le nom de "La Compagnie Ouvrière de Garanties et Placements, Limitée", avec un capital de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en deux mille cinq cents (2,500) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de septembre 1913.

4053

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 10^{ème} jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. Geo. A. Coderre, Lac Mégantic, J. Narcisse Boivin, Saint-Martin, Roméo Beaulchesne, Saint-Ephrem de Beauce, Jos. Michaud, Saint-Georges de Beauce, tous médecins, Alphonse Brunelle, industriel, de Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Acheter, louer, acquérir ou acquérir autrement, posséder, vendre des terrains, bâtisses ou autres propriétés, meubles ou immeubles ou tout intérêt en ceux et en disposer, et en général faire le commerce de telle propriété de quelque manière quelconque.

Développer, améliorer, exploiter et disposer des dites propriétés en rues, carrés, ruelles, lots de subdivision ou autrement, ériger des maisons, bâtisses ou autres constructions sur les dites propriétés acquises par la Compagnie ou toute partie d'icelles et en général développer, mettre à profit toutes terres ou autres propriétés acquise par icelle ou dans lesquelles la compagnie est intéressée ;

Disposer des rues, carrés ou terrains en fa-

To borrow for the use of its incorporated business any sums of money required by the company and to guarantee same by bonds, hypothecs, engagements or otherwise ;

To issue bonds and debentures and guarantee same by deeds of trust of securities or hypothecs on the whole or part of the property held by the company and to sell the said bonds and debentures for such purposes as the board of directors may determine ;

To do all the foregoing as principal agents, contractors, trustees, or otherwise and either alone or in conjunction with others ;

To do any other acts and things in connection with the aforesaid objects or suitable for their attainment ;

The aforesaid objects, powers or purposes of the company to be distinct from and not related to one another and the company may engage in, enjoy and carry on any one whatsoever or several of such objects, powers or purposes independently from one another and no clause shall be limited in its generality or otherwise interpreted respecting any other clause of the said objects, powers or purposes ;

The powers granted in each paragraph not to be limited, or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph ;

To remunerate by cash payments, stock, paid up and non assessable shares, bonds or in any other manner with the approval of the shareholders of the company, any person or persons, corporation or corporations for services rendered or to be rendered in selling, placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of the shares of the stock of the company or of any debentures or other securities of the company or of any other company owned or controlled in whole or in part by the present company or subject to the formation or promotion of the said companies or the conduct of its business, under the name of "La Compagnie Ouvrière de Garanties et Placements Limitée", with a capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into two thousand five hundred (\$2,500) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of September, 1913.

4054

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1913, incorporating Messrs. Geo. A. Coderre, Lake Megantic, J. Narcisse Boivin, Saint Martin, Roméo Beaulchesne, Saint Ephrem de Beauce, Jos. Michaud, Saint-Georges de Beauce, all physicians, Alphonse Brunelle, manufacturer, of Three Rivers, for the following purposes :

To purchase, lease, or otherwise acquire, hold, sell and dispose of lands, buildings or other property, real or personal, or any interest therein and generally deal in any such property in any manner whatsoever ;

To develop, improve, exploit and lay out the said properties into streets, squares, lanes, subdivision lots or otherwise, erect houses, buildings or other structures upon the said property or any part of the said property acquired by the company, and generally to develop, turn to account any lands or other property acquired by the company or in which it is interested ; ;

To dispose of streets, squares or lots of land

veur de personnes ou municipalités aux termes et conditions que la compagnie pourra juger à propos, et faire et entrer en aucun arrangement ou contrat pour pavage, macadamisage, nivellement, réparation, nettoyage et arrosage des rues et chemins publics, et pour la construction, ouverture et réparation des conduits, citernes, drainages ou égouts ;

Acquérir par achat, bail ou autrement, ou entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, propriétés ou obligations de toute personne, société ou compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autre garanties de toute compagnie faisant toutes affaires, en tout ou en partie, semblables à celles faites par cette compagnie, ou possédant une propriété convenable pour les fins de cette compagnie ;

Etablir en la paroisse du Cap de la Magdeleine, et ailleurs, des manufactures et des industries dans le but de manufacturer des produits chimiques et pharmaceutiques ;

Importer et exporter toutes les matières premières et tous produits qui serviront à manufacturer des produits chimiques et pharmaceutiques, faire le commerce en général d'épicerie, des produits de la ferme, remèdes patentés, instruments chirurgicaux, importer et exporter dans ce but tous les articles compris dans ces commerces ;

Eriger, bâtir, construire, louer, sous-louer toutes bâtisses devant servir à l'établissement de sanatoriums, d'hôpitaux, maisons de santé, en la paroisse du Cap de la Magdeleine ou ailleurs, et emprunter tous capitaux nécessaires à cette fin ;

Transiger et négocier avec toutes autres compagnies faisant le même genre d'affaires et généralement faire toutes les opérations nécessaires au commerce d'immeubles et pour les fins mentionnées ci-dessus ;

S'associer ou s'amalgamer avec toutes autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débentures ou autres garanties convenables ;

Faire, exécuter aucune des affaires, transactions et choses susdites soit comme patron, agent ou fidé-commiss ou par l'entremise de fidé-commiss, agents ou autrement et soit seul, ou conjointement avec autre ou autres ;

Acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ; ;

Vendre des actions à d'autres compagnies et les racheter ;

Vendre, aliéner totalité ou partie de ses propriétés ;

Augmenter le montant du capital social, sous le nom de "Cap de la Magdeleine Manufacturing Company, Limited," avec un capital de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au Cap de la Magdeleine, district des Trois-Rivières, et à Lac Mégantic, district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 10ième jour d'octobre 1913.

4049 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1913, constituant en corporation M. Charles Gaudet, Conseil en Loi du Roi, Edward Wilgress Parker, courtier, James St. George Dillon, gentilhomme, Edward Levi Baugh, courtier, Lawrence Schwann, gérant, tous de Montréal, dans les buts suivants :

n favor of any persons or municipalities on the terms and conditions which the company may think fit and to make and enter into any agreement or contract for paving, macadamising, grading, repairing, cleaning and watering streets and highways, or for the constructing and repairing, conduits, cisterns, drains or sewers.

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person, firm or company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any company carrying on any business, in whole or in part, similar to that carried on by this company or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

To established in the parish of Cap de la Magdeleine and elsewhere manufactories and industries for the purpose of manufacturing chemical and pharmaceutical products ;

To import and export all raw products and any products used in the manufacture of chemical and pharmaceutical products, carry on a general business in groceries, farm produce, patented medicines, chirurgical instruments and for that purpose import and export all articles included in such businesses ;

To erect, build, construct, lease, sub-let any buildings to be used as sanatoriums, hospitals, health resorts in the parish of Cap de la Magdeleine or elsewhere and to borrow all the funds necessary for such purposes ;

To transact and negotiate with any other companies carrying on the same kind of business and generally carry on any operations necessary for the real estate business and the aforesaid purposes ;

To enter into partnership or amalgamation with any other companies whose objects are in whole or in part similar to those of this company ;

To borrow funds on notes, bonds, hypothecs, debentures or other suitable securities ;

To make and execute any of the business, transactions and things aforesaid, either as principal, agent, or trustee or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with any other person or persons ;

To purchase stock in other companies and sell the same ;

To sell stock to other companies and redeem same ;

To sell, alienate the whole or part of its property ;

To increase its capital stock, under the name of "Cap de la Magdeleine Manufacturing Company, Limited", with a capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Cap de la Magdeleine, district of Three Rivers, and at Lake Megantic, district of Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 10th day of October, 1913.

4050 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1913 incorporating Messrs. Charles Gaudet, King's Counsel Edward Wilgress Parker, broker, James Saint Geroges Dillon, gentleman, Edward Levi Baugh, broker, Laurence Schwann, manager, all of Montreal, for the following purposes :

Acheter, louer ou acquérir autrement, vendre, administrer, détenir ou hypothéquer ou autrement et en général faire le commerce de terrains, maisons et immeubles de toute description et tenure quelconque ou tous intérêts en iceux, et en disposer; ériger et construire des maisons, bâtisses ou travaux de toute description sur tout terrain de la compagnie ou sur tous autres terrains et rebâtir, réparer, changer ou améliorer les maisons existantes, bâtisses ou travaux sur iceux; convertir et approprier tout tel terrain en et pour chemins, rues et autres commodités et en général en faire le commerce et améliorer la propriété de la compagnie; faire les affaires sur commission d'agent d'immeubles;

Faire des avances aux moyens de prêts aux acquéreurs ou locataires de toute partie de la propriété pour les fins de construction sur les terrains de la compagnie ou y faire des améliorations ou en aucune manière en avoir le bénéfice;

Ouvrir et faire le commerce et développer tout dépôt de mine, ou de minéraux, carrières et puits situés sur iceux et les exploiter;

Acquérir par achat, bail ou autrement et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires et propriété de toute personne, personnes, société, syndicat ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire, et de les payer avec des obligations, débiteures, actions acquittées ou autres garanties de la compagnie;

Emettre et répartir des actions acquittées de la compagnie en paiement ou partie de paiement des affaires, franchise, entreprise, propriété, droit, pouvoir, privilège, bail, licence ou contrat que la compagnie est autorisée à acquérir;

Placer et faire le commerce avec les argents de la compagnie, non immédiatement requis sur telles garanties qui peuvent être déterminées de temps en temps;

Distribuer aucun des biens de la compagnie, en espèces parmi ses actionnaires;

Faire toutes telles autres choses qui peuvent être en rapport et utiles à l'acquisition d'aucun des susdits objets, sous le nom de "City and District Land and Investment Company", avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000 00), divisé en mille (1000) actions de cinquante piastres (\$50 00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province

4127

AVIS DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 8 octobre 1913.

Avis est donné que, conformément à l'article 49 du règlement permanent de l'Assemblée législative, aucune pétition introductive de bill privé ne sera reçue après la vingt-quatre novembre prochain.

Le greffier de l'Assemblée législative,
3945.2 L. P. GEOFFRION.

Québec, 19 septembre 1913.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par H. Hector Charles Parent, notaire public, pratiquant et demeurant en les cité et district de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Eugène Girard, en son vivant notaire public, pratiquant et demeurant dans les cité et district susdits.

3711.4

To purchase, lease or otherwise acquire, to sell, dispose of, manage, hold or mortgage or otherwise and generally to deal in lands, houses and real estate of whatsoever description and tenure or any interests therein; to erect and construct houses, buildings or works of every description on any land of the company or upon any other lands and rebuild, repair, alter or improve existing houses, buildings or works thereon; to convert and appropriate any such land into and for roads, streets and other conveniences and generally to deal with and improve the property of the company; to transact on commission the business of a real estate agent.

To make advances by means of loans to purchasers or tenants of any part of the property for the purposes of building on the lands of the company or to make improvements thereto or to in any way benefit the same.

To open and deal in and develop any mine or mineral deposit, quarries and wells, to be found therein and exploit the same.

To acquire by purchase, lease or otherwise and to undertake the whole or any part of the business and property of any person, persons, partnership, syndicate or company carrying on any business which this company is authorized to carry on and to pay for some with the bonds, debentures, paid-up-shares or other securities of the company.

To issued and allot fully paid shares of the company in payment or part payment of any business franchise, undertaking, property, right, power, privilege, lease, license or contract which the company is authorized to acquire.

To invest and deal with the monies of the company not immediately required upon such securities as may from time to time be determined.

To distribute any of the property of the company in specie among its shareholders.

To do all such and other things as are incidental and conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "City and District Land & Investment Company", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00) divided into one thousand (1000) shares of fifty dollars (50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

4128

LEGISLATIVE ASSEMBLY NOTICE.

Québec, 8th October, 1913.

Notice is hereby given that, in conformity with Standing Rule 49 of the Legislative Assembly, no petition for the introduction of any private bill shall be received after the twenty fourth day of November next.

3946 L. P. GEOFFRION,
Clerk, Legislative Assembly.

Québec, 19th September, 1913.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the notarial code, a petition has been transmitted to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Mr. Hector Charles Parent, notary public, practising and residing in the city and district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. Eugène Girard, in his lifetime notary public, practising and residing in the aforesaid city and district.

3712

La compagnie "Sutherland Construction Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. J. W. Blair, de Montréal.

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 15 octobre 1913. 4199

No 3320.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 22 octobre 1913.

Le surintendant donne avis qu'une requête lui a été transmise demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Joseph, comté de Beauce, le lot No 340, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph de Beauce, et de l'annexer à celle de Saint-Frédéric, même comté.

4207

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

The "Sutherland Construction Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. J. W. Blair, of Montreal

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.
Quebec, 15th October, 1913. 4200

No. 3320.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Quebec, 22nd October, 1913.

The superintendent hereby gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Saint Joseph, county of Beauce, the lot No. 340, of the official cadastre of the parish of Saint Joseph de Beauce, and to annex same to that of Saint Frédéric, same county.

4208

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of works for supplying profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessments the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. — avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2. — L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

54. — Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall give notice of the rates prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. — The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2. — The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

3789

R. CAMPBELL,
G. C. I.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive

3790

R. CAMPBELL,
C. L. O.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide or other like work; or the granting of a right of Ferry; or the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Com-

à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter des droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantanées, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, à un intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrite par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quod il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention — ces lettres patentes doit y être annexés.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance, mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges particuliers à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront

pany; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment: the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the applica-

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but they specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such

être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder devant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituées aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession avec laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de ce bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres; s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités.

L. P. GEOFFRION,

3791

Greffier de l'Assemblée Législative.

Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with the Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment or by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, at the rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.

L. P. GEOFFRION,

3792

Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }

Avis est par les présentes donné qu'un bill sera présenté à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire déclarer bons et valables deux actes de vente consentis par Dame Arabella Bergevin, épouse de Horace Cormier, comptable, de la cité et du district de Montréal, à Olier Mathieu, meublier, de la ville de Beauharnois, et un acte de vente consenti par ce dernier à Delvinie Gendron, maître plombier, de la dite ville, des lots Nos 15 et 59, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, et pour autoriser la dite Dame Horace Cormier à hypothéquer, vendre, etc., un autre lot portant le numéro 14, aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Beauharnois, nonobstant toute substitution qui peut exister aux termes du contrat de mariage de Dame Arabella Bergevin et Horace Cormier, reçu par A. Jolicœur, notaire, le 14 septembre 1904.

3703.4 H. A. BEIQUÉ,
Procureur de la requérante.

Les exécuteurs testamentaires de feu Dame Frances Mary Jane Lloyd, en son vivant de Québec, veuve de feu Lawrence James Guilmartin, aussi de Québec, donnent avis qu'à la prochaine session de la législature de cette province, ils demanderont la passation d'un bill aux fins de ratifier les arrangements effectués par eux avec la corporation du Séminaire de Saint-Joseph de Baltimore, et madame M. J. G. Talbot, de Québec.

ST. LAURENT & LAFERTE,
Procureurs des requérants.
Québec, 17 septembre 1913. 3701.4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer "The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company".

GEO. H. BOIVIN,
Solliciteur des requérants.
Granby, 24 septembre 1913. 3723.4

Avis est par le présent donné que "Beauharnois Electric Company, Limited", corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la ville de Beauharnois, dans le district de Beauharnois, demandera une loi à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes :

Confirmer sa charte et ses lettres patentes ; lui permettre de faire les affaires et opérations d'une compagnie de gaz, lumière, chaleur et force électrique ; posséder, détenir, louer et autrement acquérir des pouvoirs d'eau et les développer ; produire, transmettre, distribuer, fournir et vendre le gaz et l'électricité pour les fins de chauffage, lumière, traction et force électrique et des fins industrielles et autres ; construire des lignes de transmission, émettre des obligations et débetures et hypothéquer et donner en gage les propriétés de la compagnie, en garantie du paiement des dites débetures ; faire les opérations d'une compagnie de gaz, lumière, chaleur et force électrique dans les comtés de Laval, Huntingdon, Laprairie, Châteauguay, Beauharnois, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges Vaudreuil, Terrebonne, L'Assomption, Chambly, Napierville, Saint-Jean, Iberville, Labelle, Ottawa, et dans l'île et dans la cité de Montréal ; exproprier les propriétés immobilières ou autres ou aucune partie d'icelles et le droit de passage requis pour l'installation de ses lignes de transmission et les propriétés immobilières ou autres, ou aucune partie d'icelle et les droits riverains requis pour l'établissement de ses usines et

Applications to the Legislature

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. }

Notice is hereby given that a bill will be presented at the next session of the Legislature of the province of Quebec, in order to have declared good and valid two deeds of sale made over by Dame Arabella Bergevin, wife of Horace Cormier, accountant, of the city and district of Montreal, to Olier Mathieu, cabinetmaker, of the town of Beauharnois, and one deed of sale made over by the latter to Delvinie Gendron, master-plumber, of the said city, of the lots Nos 15 and 59, of the plan and book of reference of the city of Beauharnois, and to authorize the said Dame Horace Cormier to hypothecate, sell, &c., another lot bearing No 14, of the official plan and book of reference of the town of Beauharnois, notwithstanding all substitution that may be existing in virtue of the marriage contract of Dame Arabella Bergevin and Horace Cormier, received by A. Jolicœur, notary, the 14th September, 1904.

3704 H. A. BEIQUÉ,
Attorney for petitioner.

The testamentary executors of the late Dame Frances Mary Jane Lloyd, in her lifetime of Quebec, widow of the late Lawrence James Guilmartin, also of Quebec, hereby give notice that they will apply to the Legislature of this province, at the next session thereof for the passing of an act for the ratification of the agreements made by them with the corporation of Saint Joseph Seminary of Baltimore, and Dame M. J. G. Talbot, of Quebec.

ST. LAURENT & LAFERTE,
Attorneys for the petitioners.
Quebec, 17th September, 1913. 3702

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate "The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway Company".

GEO. H. BOIVIN,
Solicitor for applicants.
Granby, 24th September, 1913. 3724

Notice is hereby given that "Beauharnois Electric Company, Limited", a body politic and incorporate, having its principal place of business in the town of Beauharnois, in the district of Beauharnois, will pray for the passing of an act by the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the following purposes :

To confirm its charter and letters patent to permit it to carry on the affairs and operations of a gas, light, heat and electric power company ; to possess, hold, lease and otherwise acquire water powers and development ; to produce, transmit, distribute furnish and sell gas and electricity for the purposes of heating, lighting, traction and power and for industrial purposes and others ; to construct transmission lines ; to issue obligations, bonds and debentures and to hypothecate and pledge the property of the company as security for the payment of the said debentures ; to carry on the operations of a gas, electric heating and electric power company in the counties of Laval, Huntingdon, Laprairie, Châteauguay, Beauharnois, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Terrebonne, L'Assomption, Chambly, Napierville, St-Jean, Iberville, Labelle, Ottawa and on the Island and in the city of Montreal ; to expropriate immovable and other property or any portion thereof and rights of way required for the installation of its transmission lines and immovable or other property or any portion thereof, and riverain rights necessary for the establishment of its plant and factories ; for the construction and maintenance of flumes, canals,

dépendances et pour la construction et maintien de tranchées, canaux, écluses, ponts, tuyaux, barrages, digues, canaux de roues hydrauliques et autres travaux se rattachant à l'entreprise de la compagnie ; obtenir la confirmation de l'émission du stock de la compagnie, de l'acquisition de certaines propriétés par la compagnie, en vertu d'un contrat en date du 9 novembre 1912, entre certaines personnes et la compagnie ; pour la ratification de la vente de certaines débetures de la compagnie ; la ratification des règlements 18, 22 et 28, de la compagnie permettant à icelle d'emprunter de l'argent, d'émettre des débetures, de garantir le paiement de tel emprunt, d'émettre un stock préférentiel rachetable, de créer des hypothèques et des gages en garantie de l'émission de ses débetures et pour ratifier l'acte de fidéi-commis entre la compagnie et la compagnie "Imperial Trust Company", et généralement pour ratifier l'organisation de la compagnie jusqu'à ce jour, ses diverses émissions de stock et de débetures et pour toutes autres fins quelconques se rapportant aux présentes.

"Beauharnois Electric Company, Limited",
Par D. K. GOODFELLOW,

Secrétaire.
3759.4

Beauharnois, 24 septembre 1913.

AVIS

La succession Pierre Edmond Paquette donne avis qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender l'acte 3, George V, chapitre 121, pour corriger une erreur cléricale, pour rendre la dite loi plus claire, et pour autres fins.

LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE,
Procureurs de la requérante.

Montréal, 16 octobre 1913. 4145

Avis est donné qu'à la prochaine session de la législature de Québec, la corporation de Victoriaville s'adressera à la dite législature aux fins suivantes :

1° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier sud de la dite municipalité, les terrains suivants, savoir : les lots numéros 470, 493 et 495 et aussi les lots numéros 496 et 497 ; les dits lots étant ceux du cadastre officiel pour la partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska ;

2° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier nord de la dite municipalité, les terrains suivants : les lots numéros 459, 460, 461, 462 et 463, pour la partie des dits lots située à l'est des chemins publics se rendant à Saint-Albert et à Saint-Rosaire, tout le lot numéro 464, un emplacement de cent pieds carrés à prendre sur le lot 465, emplacement situé au nord du chemin des pointes Beaudet, présentement la propriété de la corporation de Victoriaville et occupé par la station des pompes, le puits et citerne de l'aqueduc, tous les dits lots ou partie d'iceux étant les lots cadastraux de la partie du canton d'Arthabaska formant la paroisse de Sainte-Victoire.

3° Pour annexer, à toutes fins municipales, à la municipalité de Victoriaville et former partie du quartier ouest de la dite municipalité, les terrains suivants : les lots numéros 459, 460, 461, 462 et 463 du cadastre officiel pour la partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Sainte-Victoire, pour la partie des dits lots situés à l'ouest des chemins publics se rendant à Saint-Albert et à Saint-Rosaire.

La corporation de Victoriaville, en cas d'annexion, s'engage payer à la corporation de Sainte-Victoire d'Arthabaska, dans un an à compter du premier jour de janvier 1914, une partie de sa dette actuelle proportionnelle à l'évaluation des immeubles annexés par rapport à l'évaluation de tous les immeubles de la dite paroisse, les dites évaluations devant être celles existantes lors de la mise en force de la loi décrétant l'annexion.

locks, bridges, tunnels, dams, dykes, race-ways and tail races and other works connected with the operations of the company to obtain the ratification of the issue of stock of the company, of the acquisition of certain properties by the company in virtue of the contract dated the 9th of November, 1912, between certain persons and the company for the ratification of the sale of certain debentures of the company ; the ratification of by laws 18, 22 and 28 of the company, which authorizes the company to borrow money, to issue debentures, to guarantee the payment of such loans ; to issue redeemable preference stock ; to create, hypothecs and pledges in guarantee of the issue of its debentures, and to ratify the deed of trust between the company and the Imperial Trust Company, and in general to ratify the organization of the company up to this date, its various issues of stock and debentures and for all other purposes connected with these presents.

"Beauharnois Electric Company, Limited"
per D. K. GOODFELLOW.

Secretary.
3760

Beauharnois, 24th September, 1913.

NOTICE

The estate of Pierre Edmond Paquette hereby gives notice that it will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to amend the Act 3, George V, chapter 121, to correct a typographical error, to more clearly define the said act, and for other purposes.

LAMOTHE, ST-JACQUES & LAMOTHE,
Attorneys for the petitioner.

Montreal, 16th October, 1913. 4146

Notice is hereby given that the corporation of Victoriaville will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the following purposes :

1. To annex, for all municipal purposes, to the municipality of Victoriaville, to form part of the south ward of the said municipality, the following lots of land, to wit : the lots numbers 470, 493 and 495 and also the lots numbers 496 and 497 ; the said lots being those of the official cadastre for that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte Victoire d'Arthabaska.

2. To annex, for all municipal purposes, to the municipality of Victoriaville, to form part of the north ward of the said municipality, the following lots of land : the portions of the lots numbers 459, 460, 461, 462 and 463, situate to the east of the public highways leading to Saint Albert and Saint Rosaire, the whole of the lot No. 464, an emplacement of one hundred square feet to be taken from lot No. 465, an emplacement situate to the north of the road "Des pointes Beaudet", actually the property of the corporation of Victoriaville and occupied by the pump station, well and cistern for the waterworks, the whole of the said lots or portions of lots being to cadastral lots of that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Sainte Victoire.

3. To annex for all municipality purposes, to the municipality of Victoriaville to form part of the west ward of the said municipality the portions situate to west of the public highway leading to Saint Albert and Saint Rosaire, of the lots numbers 459, 460, 461, 462 and 463, of the official cadastre for that part of the township of Arthabaska forming the parish of Sainte Victoire.

The corporation of Victoriaville, in the event of annexation, pledges itself to pay to the corporation of Sainte Victoire d'Arthabaska, within a year from the first of January, 1914, a part of its present debt in proportion with the valuation of the immovables annexed to the valuation of all the immovables of the said parish, the said valuations to be those existing at the time of the coming into force of the act enacting the annexation.

4° Pour obtenir de la dite législature de plus amples pouvoirs que ceux qui leur sont conférés par ses lettres patentes, spécialement touchant ses pouvoirs de taxation et ceux d'octroyer des franchises et exemption de taxes

WILFRID LALIBERTE,

Procureur de la corporation de Victoriaville.
Daté ce 3 septembre 1913. 3829.3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale afin d'incorporer un hôpital sous le nom de "The Montreal Foundling and Baby Hospital", devant être mis en opération dans la cité de Montréal, pour prendre soin des enfants malades et dresser des jeunes femmes pour le soin et allaitement des enfants malades et en santé, et pour donner le pouvoir au dit hôpital d'acheter, acquérir par donation ou autrement, et posséder des immeubles pour l'emploi actuel, et pour les fins de son revenu, vendre, aliéner, échanger et hypothéquer les dits immeubles, faire des contrats, lois, règles et règlements pour son administration interne et pour autres fins.

**FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,**

Procureurs des requérants.
Montréal, 28 septembre 1913. 3815-3

Avis est par les présentes donné que Alpheus Kimpton, bourgeois, et Harold A. G. Kimpton, commis, tous deux de Sainte-Thérèse-de-Blainville, comté de Terrebonne, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant un acte de vente devant J. Damien Filiatrault, notaire, en date du 12e jour de septembre 1913, à Anthime Filion, cultivateur, de Sainte-Thérèse-de-Blainville susdit, des Nos 11, 409 et la moitié indivise du No 923 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

CHARLES EDOUARD MARCHAND,

Avocat du requérant.
Saint-Jérôme, 25 septembre 1913. 3801-3

{ Province de Québec. }
{ District de Joliette. }

Avis est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Saint-Lin, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à la loi 46 Victoria, chapitre 81, aux fins suivantes: Etre déchargée de l'entretien et de la reconstruction et des grosses réparations du pont existant sur la rivière l'Achigan, lequel sera à l'avenir la propriété de la ville des Laurentides et exclusivement à sa charge.

ERNEST HEBERT,

Avocat et procureur de la corporation
de la paroisse de Saint-Lin.
Saint-Lin, 2 septembre 1913. 3827-3

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Octave Villeneuve, (2 Ed. VII, chap. 115) et ses amendements pour augmenter jusqu'à \$4500.00 la rente viagère annuelle payée à chacun des enfants du testateur et pour faire payer par la succession les frais et déboursés encourus par l'adoption de la dite loi.

JACQUES VILLENEUVE,

Requérant.
Montréal, 7 octobre, 1913. 3975.2

Avis est par les présentes donné que, Alfred Tremblay, cultivateur, Poméla Tremblay, fille majeure, tous deux de la paroisse de Saint Hubert, district de Montréal, Arthur Roy, marchand, de Longueuil, en sa qualité de tuteur à Dalila Angéline Roy, fille mineure, issue de son mariage avec feu Angéline Tremblay, Maria Tremblay, épouse de Raoul Jodoin, cultivateur, de Boucherville, le

4° To obtain from the said legislature greater powers than those granted by the letters-patent specially respecting its powers of taxation, the granting of franchises and exemptions from taxes.

WILFRID LALIBERTE,

Attorney for the corporation of Victoriaville.
Dated, this 3rd September, 1913. 3830

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for a special act to incorporate a hospital to be called "The Montreal Foundling and Baby Hospital", to be carried on at the city of Montreal, to care for sick babies and to train young women in the care and nursing of children both sick and well, and to give power to the said hospital to purchase, acquire by donation or otherwise, and possess immoveable property for the actual use, and for the purpose of its revenue, to sell alienate, exchange and hypothecate such immoveable property, to enter into contracts and to make by-laws, rules and regulations for its internal government and for other purposes.

**FOSTER, MARTIN, MANN,
MACKINNON & HACKETT,**

Attorneys for applicants.
Montreal, 28th September, 1913. 3816

Notice is hereby given that Alpheus Kimpton, gentleman, and Harold H. G. Kimpton, clerk, both of Sainte Thérèse of Blainville, county of Terrebonne, will apply to the Legislature, at its next session, in order to obtain an act confirming a deed of sale before J. Damien Filiatrault, notary, dated 12th day of September, 1913, to Anthime Filion, farmer, of Sainte Thérèse de Blainville aforesaid, of lots Nos 11, 409 and the undivided half of lot No. 923 of the official cadaster of the parish Sainte Thérèse de Blainville.

CHARLES EDOUARD MARCHAND,

Attorney for applicant.
Saint Jérôme, 25th September, 1913. 3802

{ Province of Quebec. }
{ District of Joliette. }

Notice is hereby given that the corporation of the parish of Saint Lin will be apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session thereof, to obtain certain amendments to the act 46 Victoria, chapter 81, for the following purposes: To be relieved from the maintenance, rebuilding and main repairs of the bridge existing on L'Achigan river, which shall thenceforth be the property of the town of Laurentides and exclusively under its charge.

ERNEST HEBERT,

Advocate and attorney for the corporation
of the parish of Saint Lin.
Saint Lin, 2nd September, 1913. 3828

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act respecting the estate of the late Joseph Octave Villeneuve (2 Ed. VII, chap. 115) and its amendments, for the purpose of increasing up to the amount of \$4500.00 the annual life-rent paid to each of the children of the testator and make the estate pay the expenses and disbursements for the passing of the said act.

JACQUES VILLENEUVE,

Petitioner
Montreal, October 7th, 1913. 3976.

Notice is hereby given that, Alfred Tremblay, farmer, Poméla Tremblay, spinster, both of the parish of Saint Hubert, in the district of Montreal, Arthur Roy, of Longueuil, merchant, in his quality of tutor of Dalila Angéline Roy, minor daughter issue of his marriage with the late Angelina Tremblay, Maria Tremblay, wife of Raoul Jodoin, of Boucherville, farmer, and the said Raoul Jodoin

dit Raoul Judoin agissant personnellement et en sa qualité de subrogé-tuteur à la dite mineure Dalila Angelina Roy, tous comme appelés à la substitution créée par le testament de feu Alexis Tremblay, en son vivant, cultivateur, de Saint-Hubert susdit, par qui les immeubles ci-dessous décrits ont été légués, désirant instituer des procédures pour radier l'enregistrement de :

(A). Une hypothèque consentie pour la somme de cinquante louis payable dans deux ans avec intérêt au taux de six pour cent par an, sur un immeuble portant le No 226, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville, par François Xavier Céré, cultivateur, de Boucherville susdit, en faveur de Dame Josephite Lerendac, de la paroisse de Lachenaie, veuve de Henry Munro, médecin, en vertu d'un acte d'obligation passé devant Boucher de la Broquerie et L. Normandin, notaires, le 14 septembre 1857 ;

(B). Une hypothèque consentie pour la somme de \$300, payable à demande avec intérêt au taux de 6% par an sur l'immeuble ci-dessus décrit, par le dit François Xavier Céré en faveur de Hélène Munro, fille majeure, de Lachenaie, en vertu d'un acte d'obligation passé devant les notaires susnommés, le 25 octobre 1864 ;

(C). Un privilège de vendeur consenti pour la somme de 2000 livres, ancien cours, en faveur de François Ste Marie, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert susdit, et Anastasie Vinet dit Soulligny, son épouse, et pour une autre somme de 12,000 livres, ancien cours, payable à l'acquit des dits François Ste Marie et Anastasie Vinet dit Soulligny, en faveur de Joseph Goguet, notaire, de Longueuil, étant le montant d'une obligation à lui dû par Moïse Vincent, père, avec intérêt au taux de 6% l'an, sur un immeuble portant le No 7, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, en vertu d'un acte de vente passé devant H. Mignault, notaire, le 22 mai 1871 ;

(D) Un privilège de vendeur consenti en vertu d'un acte de vente passé devant N. Mignault, notaire, le 28 août 1871, sur un immeuble portant le No 6, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Hubert, pour la somme de 12000 livres, ancien cours, en faveur de Agnès Marcille, épouse de Camille Prévost, menuisier, de Longueuil, Marie Archange Daigneault, épouse de Antoine Bisson, cultivateur, de la paroisse de Saint-Isidore, Henri Marcille, Richard Marcille, tous deux cultivateurs de Saint-Hubert, Henri Daigneault, cultivateur, de Longueuil, Apolline Daigneault, épouse de Charles Dubuc, cultivateur, de Saint-Urbain Premier, Angélique Daigneault, épouse d'Alexis Dubuc, forgeron, de Longueuil, Emilie Daigneault, épouse de Pierre Benoit, cultivateur, de Longueuil, Joseph Daigneault, cultivateur, de Longueuil, Hortense Daigneault, épouse de Narcisse Brien dit Durocher, cultivateur, de Boucherville, Philomène Daigneault, épouse de Azarie Robert, cultivateur, de Boucherville, Catherine Daigneault, veuve de Louis Cicot, de Boucherville, Toussaint Daigneault, fils, cultivateur, de Boucherville, Vital Mercille, cultivateur, de Longueuil, Appoline Mercille, épouse de Benjamin Brassard, cultivateur, de Saint-Hubert, Antoine Mercille, menuisier, de Longueuil, Edesse Daigneault, épouse de François Gravelle, cultivateur, de Laprairie, Jacques Mercille, cultivateur, de Saint-Hubert, Sophie Vandal, épouse de Benjamin Parent, charretier, de Montréal, Solomé Vandal, épouse de Antoine Savignac, de Saint-Louis, état de Missouri, l'un des états-unis d'Amérique, Pierre Célestin Ste Marie, Toussaint Ste Marie, Chrysologue Ste Marie, commerçants, de Montréal, Sophie Ste Marie, épouse de Joseph Lucas, de Watertown, dans l'état de Massachusetts, l'un des états-unis d'Amérique, et Céline Eliza Mongeau, épouse de Joseph L. Lafontaine, de Roxton Falls, notaire, dans la proportion de un vingt-cinquième de la dite somme pour chacun d'eux, payable le premier novembre 1871, avec intérêt légal sur le dit prix de vente et aussi en faveur de Napoléon Mignault,

acting personally and in his quality of subrogate tutor to the said minor Dalila Angelina Roy, all of them as substitutes under a substitution created by the last will and testament of the late Alexis Tremblay, in his lifetime of Saint-Hubert aforesaid, farmer, by whom the immovable hereinafter described were bequeathed, desiring to institute legal proceedings for the cancelling of the registration of :

(A) A hypothec created for the sum of fifty pounds *louis*, payable at the expiration of two years with interest at six per cent per annum, upon an immovable bearing No. 226, of the official plan and book of reference of the parish of Boucherville, by François Xavier Céré, of Boucherville aforesaid, farmer, in favor of Mrs. Josephite Lerendac, of the parish of Lachenaie, widow of Henry Munro, physician, in virtue of a deed of obligation passed before Boucher de la Broquerie and L. Normandin, notaries, on the fourteenth day of September, 1857 ;

(B) A hypothec created for the sum of \$300.00 payable on demand with interest at 6 per cent per annum upon the immovable above described by the said François Xavier Céré, in favor of Helene Munro, of Lachenaie, spinster, in virtue of a deed of obligation passed before the above named notaries, on the twenty fifth day of October 1864 ;

(C) A privilege of vendor created for the sum of two thousand *livres*, old currency, in favor of François Ste Marie, of the parish of Saint-Hubert aforesaid, farmer, and Anastasie Vinet dit Soulligny, his wife, and for another sum of twelve thousand *livres*, old currency, to the exoneration of the said François Ste Marie and Anastasie Vinet dit Soulligny, in favor of Joseph Goguet, of Longueuil, notary, being the amount of an obligation due to him by Moïse Vincent, senior, with interest at 6 per cent per annum, upon an immovable bearing No. 7, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hubert, in virtue of a deed of sale passed before H. Mignault, notary, on the twenty second day of May, 1871 ;

(D) A vendor's privilege created in virtue of a deed of sale passed before N. Mignault, notary, on the 28th of August, 1871, upon an immovable bearing No. 6, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Hubert, for the sum of twelve thousand and six hundred *livres*, old currency, in favor of Agnès Marcille, wife of Camille Prévost, of Longueuil, joiner, Marie Archange Daigneault, wife of Antoine Bisson, of the parish of Saint-Isidore, farmer, Henri Marcille, Richard Marcille, both farmers, of Saint-Hubert, Henri Daigneault, of Longueuil, farmer, Apolline Daigneault, wife of Charles Dubuc, of Saint-Urbain Premier, farmer, Angélique Daigneault, wife of Alexis Dubuc, of Longueuil, blacksmith, Emilie Daigneault, wife of Pierre Benoit, of Longueuil, farmer, Joseph Daigneault, of Longueuil, farmer, Hortense Daigneault, wife of Narcisse Brien dit Durocher, of Boucherville, farmer, Philomène Daigneault, wife of Azarie Robert, of Boucherville, farmer, Catherine Daigneault, widow of Louis Cicot, of Boucherville, Toussaint Daigneault, junior, of Boucherville, farmer, Vital Mercille, of Longueuil, farmer, Appoline Mercille, wife of Benjamin Brassard, of Saint-Hubert, farmer, Antoine Mercille, of Longueuil, joiner, Edesse Daigneault, wife of Francis Gravelle, of Laprairie, farmer, Jacques Mercille, of Saint-Hubert, farmer, Sophie Vandal, wife of Benjamin Parent, of Montreal, carter, Solomé Vandal, wife of Antoine Savignac, of Saint-Louis, in the state of Missouri, one of the united states of America, Pierre Célestin Ste Marie, Toussaint Ste Marie, Chrysologue Ste Marie, of Montreal, traders, Sophie Ste Marie, wife of Joseph Lucas, of Watertown, in the state of Massachusetts, one of the united states of America, and Celina Eliza Mongeau, wife of Joseph L. Lafontaine, of Roxton Falls, notary, in the proportion of one twenty fifth of the said sum for each of them, payable on the first day of November, 1871, with legal interest on the said purchase price, and also in favor of Napoléon

notaire, de Longueuil, pour ses frais, s'élevant à 375 livres, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à assigner les dits créanciers privilégiés et hypothécaires, ou leurs héritiers collectivement, dans toute action pouvant être prise devant le tribunal compétent pour la radiation de l'enregistrement des hypothèques et privilèges de vendeur ci-dessus mentionnés sur les immeubles sus décrits, suivant l'article 136 du code de procédure civile, "mutatis mutandis", ou par toute autre mode que le juge pourra prescrire.

ALFRED TREMBLAY,
POMELA TREMBLAY,
ARTHUR ROY, es-qualité.
MARIA TREMBLAY,
RAOUL JODOIN,

Requérants.

Montréal, 1er octobre 1913.

3845-3

Avis public est par le présent donné que la cité de Lachine s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte aux fins : de supprimer les quartiers municipaux ; de changer le mode d'élection des échevins et d'en réduire le nombre ; de changer le mode de nomination des estimateurs et leurs qualifications ; de réglementer et limiter le commerce d'embouteilleur dans la cité, de réglementer et définir les pouvoirs de l'ingénieur de la cité ; d'obtenir les pouvoirs de consulter les contribuables par referendum ; d'approprier des fonds pour publicité et réceptions civiques ; d'accorder des exemptions de taxe et des escomptes sur leur paiement dans un certain délai ; de modifier les dispositions concernant les finances, les emprunts, le placement du fonds d'amortissement et pourvoir à l'émission d'actions inscrites ; d'augmenter les pouvoirs d'expropriation ; de réglementer l'installation de services publics dans les rues ; de réglementer l'ouverture de rues et la subdivision de terrains en lots à bâtir ; de faire des règlements pour divers objets d'intérêt public, et pour autres fins municipales.

A. S. PELLETIER,

Procureur de la cité de Lachine.

Lachine, 23 septembre 1913.

3831-3

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de fer Quebec Central s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte et autoriser le bureau des directeurs à fixer par règlement l'heure et l'endroit auxquels l'assemblée générale annuelle et toutes autres assemblées de la compagnie pourront être tenues et pour autres fins.

W. & A. H. COOK,

Solliciteurs de la Compagnie de Chemin
de fer Quebec Central.

Québec, 24 septembre 1913.

3931-2

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la charte de la cité de Montréal, tel que décrété par la section 37 de la loi 2 George V., chap. 56, et tel qu'amendé par la section 39 de la loi 3 George V., chap. 54, et de pourvoir que les frais de l'expropriation du terrain nécessaire pour ouvrir et prolonger la rue de la Montagne à partir de la rue Sherbrooke, seront payés la moitié par la cité de Montréal et la moitié par les propriétaires d'immeubles situés des deux côtés de ce prolongement projeté ; la proportion de l'indemnité devant être imposée aux ayants-droit de "The Terrace Land Company", sera à la charge de la dite compagnie.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 7 octobre 1913.

3933-2

Mignault, of Longueuil, notary, for his fees, amounting to 375 livres will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have an act passed to authorize them to summon the said hypothecary and privileged creditors or their heirs collectively, in any action that may be taken before the proper court for the cancelling of the registration of the hypothecs and vendor's privileges above mentioned on the said immovables, according to article 136 of code of civil procedure, "mutatis mutandis", or by any other mode that the judge may prescribe.

ALFRED TREMBLAY,
POMELA TREMBLAY,
ARTHUR ROY, es-qualité,
MARIA TREMBLAY,
RAOUL JODOIN,

Applicants,

Montreal, 1st October, 1914.

3845

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, to amend its charter as follows : to abolish the municipal wards, to change the mode of election of the aldermen and reduce their number ; to change the mode of appointment of the assessors and their qualifications ; to regulate and limit the business of bottlers within the city ; to regulate and define the powers of the city engineer ; to obtain the power to consult the tax payers by referendum ; to appropriate funds for advertising and civic receptions ; to grant exemptions from taxes and discounts on tax payments within a certain delay ; to amend the provisions respecting finances, loans, investment of sinking fund and to provide for the issue of inscribed stock ; to augment the power of expropriation ; to regulate the installation of public services in the streets ; to regulate the opening of streets and the subdivision of land into building lots ; to enact by-laws for various objects of public interest, and for other municipal purposes.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the city of Lachine.

Lachine, 23rd september, 1913.

3832

Public notice is hereby given by the Quebec Central Railway Company, that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, it will apply for the passing of an act amending its charter and to authorize the board of directors to fix by-law the time and place at which the general annual meeting and all other meetings of the company may be held and for other purposes.

W. & A. H. COOK,

Solicitors for Quebec Central
Railway Company.

Quebec, 24th September, 1913.

3932

Public notice is hereby given that application will be made, at the next session, of the Quebec Legislature, for an act to amend the charter of the city of Montreal, as enacted by section 37, of the act 2 George V., chap. 56, and as amended by section 39 of the act 3 George V., chap. 54, and to provide that the cost of the expropriation of the land necessary to open and extend Mountain street from Sherbrooke street, shall be paid one half by the city of Montreal and one-half by the proprietors of immovables situated on each side of such proposed extension ; the proportion of the indemnity to be imposed on the assigns of the " Terrace Land Company " to be borne by the said company.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solliciteurs for the applicants.

Montreal, 7th October, 1913.

3934

Avis est par le présent donné que les Syndics du Cimetière Catholique de Saint-Michel de Sherbrooke s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi leur permettant de transporter le cimetière, les dettes actives et passives et droits qui leur appartiennent et les obligations auxquelles ils sont tenus, en leur dite qualité de syndics, à la corporation épiscopale catholique romaine de Sherbrooke.

J. A. LEBLANC,
Procureur des requérants
Sherbrooke, 3 octobre 1913. 3901.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi constituant Hyman Goldman, marchand, Louis Birke, marchand, Dora Bloomberg, épouse de Hosias Bloomberg, marchand, Dora Merson, épouse de Joseph Merson, marchand, Esther Katz, épouse de Paul Katz, marchand, Bessie Slabosky, épouse de Moe Slabosky, marchand, et Tillie Lonn, épouse de Harry Lonn, marchand, et les dits époux personnellement et afin d'autoriser leurs dites épouses à l'effet des présentes, Samuel Slatkoff, marchand, Benj. Steinhau, marchand, Anna Rost, veuve de feu Maurice Rost, en son vivant marchand, Annie L. Press, veuve de feu Simon Press, en son vivant marchand, de Montréal, Fannie Adler, épouse de M. J. Adler, marchand, Netty Litner, épouse de H. Litner, marchand, Rosie Ruttenberg, épouse de Dave Ruttenberg, marchand, Lena Brucker, épouse de Israel Brucker, marchand, Leah Usher, épouse de Max Usher, marchand, Fanny Fohrman, épouse de Elie Fohrman, marchand, Eva Wagner, épouse de Samuel Wagner, marchand, Rebecca Sharp, épouse de A. N. Sharp, marchand, Rachel Firestone, épouse de M. Firestone, marchand, et les dits époux, afin d'autoriser leur dites épouses à l'effet des présentes, tous des cité et district de Montréal, et autres, qui pourront devenir membres subséquemment, en une corporation dans le but d'établir un hôpital et un dispensaire à Montréal, sous le nom de "Herzl Hospital and Dispensary", et aussi des hôpitaux pour les convalescents comme succursales d'icelui ailleurs dans la province de Québec, pour la réception et le traitement des personnes malades et blessées de toutes races et croyances sans distinction, et dans ce but posséder des immeubles et autres pouvoirs.

PETER BERCOVITCH,
ISIDORE BALLON,
Procureurs des requérants.
Montréal, 1er octobre 1913. 3913.2

Avis est par les présentes donné que les Dames Marie Justine Perras, en religion Sœur Perras, Georgianna Morin, en religion Sœur Marie de la Nativité, Marie Albertine Beauchemin, en religion Sœur Beauchemin, Marie Massé, en religion Sœur Massé, Marie-Louise Dussault, en religion Sœur Dussault, toutes de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte les incorporant, elles et toutes autres personnes qu'elles pourront s'adjoindre en corporation, sous le nom corp ratif de "Hôpital Général Saint-Vincent de Paul, de Sherbrooke".

Le but de la dite corporation sera de recevoir, soigner, élever, pensionner, et instruire, dans ses hôpitaux, hospices et maisons, les malades, infirmes, orphelins, enfants et autres personnes.

La dite corporation veut acquérir les droits généralement accordés aux corporations privées et les pouvoirs généralement accordés à semblables corporations, tels que droits de propriété, d'administration de propriété, ester en justice, etc.

J. A. LEBLANC,
Procureur des requérantes.
Sherbrooke, 6 octobre 1913. 3935.2

Notice is hereby given that "The Trustees of the Catholic Cemetery of Saint Michel de Sherbrooke" will apply to the Legislature, at the next session thereof, for the passing of an act authorizing them to transfer the cemetery, assets, liabilities and rights, belonging to them and the obligations to which they are liable in their capacity of trustees to the Roman Catholic Episcopal Corporation of Sherbrooke.

J. A. LEBLANC,
Attorney for applicants.
Sherbrooke, 3rd October, 1913. 3902

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to constitute Hyman Goldman, merchant, Louis Birke, merchant, Dora Bloomberg, wife of Hosias Bloomberg, merchant, Dora Merson, wife of Joseph Merson, merchant, Esther Katz, wife of Paul Katz, merchant, Bessie Slabosky, wife of Moe Slabosky, merchant, and Tillie Lonn, wife of Harry Lonn, merchant, and the said husbands both personally and to authorize their said wives, for the purposes hereof, Samuel Slatkoff, merchant, Benj. Steinhau, merchant, Anna Rost, widow of the late Maurice Rost, in his lifetime merchant, Annie L. Press, widow of the late Simon Press, in his lifetime merchant, of Montreal, Fannie Adler, wife of M. J. Adler, merchant, Netty Litner, wife of H. Litner, merchant, Rosie Ruttenberg, wife of Dave Ruttenberg, merchant, Lena Brucker, wife of Israel Brucker, merchant, Leah Usher, wife of Max Usher, merchant, Fanny Fohrman, wife of Elie Fohrman, merchant, Eva Wagner, wife of Samuel Wagner, merchant, Rebecca Sharp, wife of A. N. Sharp, merchant, Rachel Firestone, wife of M. Firestone, merchant, and said husbands, to authorize their said wives for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal, and others, who may subsequently become members thereof a corporation for the purpose of establishing a hospital and dispensary in Montreal, to be called the "Herzl Hospital and Dispensary," and also convalescent cottage hospitals as branches thereof elsewhere in the province of Quebec, for the reception and treatment of sick and injured persons of all races and creeds without distinction, and for such purpose to hold immoveable property and other powers.

PETER BERCOVITCH,
ISIDORE BALLON,
Attorneys for petitioners.
Montreal 1st October, 1913. 3914

Notice is hereby given that Dames Marie Justine Perras, in religion Mother Perras, Georgianna Morin, in religion Mother Marie de la Nativité, Marie Albertine Beauchemin, in religion Mother Beauchemin, Marie Masse, in religion Mother Masse, Marie Louise Dussault, in religion Mother Dussault, all of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, will apply to the Legislature of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act constituting them and such other persons as may become a member of the community, a corporation under the corporate name of "Hospital-General Saint Vincent de Paul, de Sherbrooke".

The purpose of the said corporation will be to receive, take care of, bring up, board and teach in its hospitals, homes and houses, sick persons, infirm, orphans, children and other persons.

The said corporation desires to obtain the rights generally granted to private corporations and the powers generally granted to similar corporations, such as rights of ownership, the right to administer property, ester en justice, etc.

J. A. LEBLANC,
Attorney for the petitioners.
Sherbrooke, 6th October, 1913. 3936

Avis public est par les présentes donné que Dame Annie Wheeler, de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier et confirmer une vente du lot No 1664-8 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, avec bâtisses dessus construites et autres pouvoirs.

DAME ANNIE WHEELER,
Requérante.
Montréal, 6 octobre 1913. 3937.2

Province de Québec.

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE LA PROVIDENCE.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part de la municipalité du village de La Providence, dans le comté de Saint-Hyacinthe, pour obtenir la passation d'une loi l'autorisant à acheter de M. Louis Paul Morin, menuisier, de la cité de Saint-Hyacinthe, de ses successeurs ou ayant-cause, l'aqueduc situé en la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, au village de La Providence et au village de Saint-Joseph, dans le dit comté de Saint-Hyacinthe, avec tout ce qui en dépend et tous les privilèges y attachés, notamment ce résultant des règlements actuellement en force dans chacune des dites municipalités où le dit aqueduc est situé et est exploité par le dit Louis Paul Morin, qui en est propriétaire, la dite loi devant l'autoriser également à exploiter le dit aqueduc dans la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, au village de Saint-Joseph et au village de la Providence, à en retirer les revenus, à le renouveler et à lui donner une plus grande extension, de même qu'à faire tous travaux nécessaires à toutes ces fins et pour le rendre plus efficace et plus payant, à solliciter et à obtenir des privilèges additionnels ou de nouveaux privilèges à son sujet des municipalités de la paroisse Notre-Dame de Saint-Hyacinthe et du village Saint-Joseph, et à faire tout contrat avec les dites municipalités ou autres parties, enfin, à vendre la dite propriété et tout ce qui en dépend en tout ou en partie, à l'exploiter seule ou en société avec d'autres personnes et à en disposer de quelque manière que cela puisse être; cette loi devant, en outre, renfermer tous les détails et dispositions nécessaires à sa mise à exécution pour atteindre le but proposé.

ALBERT JODOIN,
Secrétaire-trésorier de la municipalité
du village de La Providence.
Saint-Hyacinthe, 6 octobre 1913. 3939.2

Avis public est par les présentes donné que Dame Dorcina Desjardins, veuve de feu Joseph alias Eustache Desjardins, es-qualité de tutrice à sa fille mineure, Annette Desjardins, de Saint-Joseph du Lac, comté des Deux-Montagnes, et Arthur I. Vallières, de Montréal, es-qualité de subrogé-tuteur, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour être autorisés à consentir une aliénation définitive des biens mentionnés dans une donation par Polydore Desjardins à Joseph Desjardins, le 16 février 1903, et pour autres fins.

DORCINA DESJARDINS,
ARTHUR I. VALLIERES,
Requérants.
Montréal, 4 octobre 1913. 3911.2

Public notice is hereby given that Dame Annie Wheeler, of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the ratification and confirmation of a sale of the property bearing No. 1664-8 of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, in the city of Montreal, with buildings thereon erected and other powers.

Dame ANNIE WHEELER,
Petitioner.
Montreal, 6th October, 1913. 3937

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF LA PROVIDENCE.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, for the passing of a law authorizing said village to buy from Mr. Louis Paul Morin, carpenter, of the city of Saint Hyacinthe, or from his successors or his assigns, the aqueduct situated in the parish of Notre Dame of Saint Hyacinthe, in the village of La Providence and in the village of Saint Joseph, in the said county of Saint Hyacinthe, with all accessories and all privileges hereto attached, specially those resulting from by-laws actually in force in each of said municipalities, where the said aqueduct is situated and used by the said Louis Paul Morin, of which he is the proprietor, the said law being to, to authorize the said municipality to make the most of that aqueduct in the parish of Notre Dame of Saint Hyacinthe, in the village of Saint Joseph and in the village of La Providence, to receive incomes, to renew and to extend the said aqueduct, and for said purposes to make all necessaries works being able to give more efficiency and more productive, to induce and obtain additional or new privileges for that aqueduct from the municipalities of the parish of Notre Dame of Saint Hyacinthe and of village Saint Joseph, and to do any contract with those municipalities or other parties, at last, to sell the said property and all its accessories in block or by part, to make the most of that aqueduct alone or with one or more partnerships and to dispose of that aqueduct in any manner; over and above, this law will contain all necessaries details and dispositions in pursuance of the objects propounded.

ALBERT JODOIN,
Sec.-Treas. of the Municipality of
village of La Providence.
Saint Hyacinthe, 6th October, 1913. 3940

Public notice is hereby given that Mrs. Dorcina Desjardins, widow of the late of Joseph alias Eustache Desjardins, as tutrix for her minor child, Annette Desjardins, of Saint Joseph du Lac, county of Two-Mountains, and Arthur I. Vallières, of Montreal, as subrogate-tutor, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to be authorized to consent to the final alienation of the moveable and immoveable effects mentioned in a deed of gift by Polydore Desjardins to Joseph Desjardins, dated the 16th of February, 1903, and for other purposes.

DORCINA DESJARDINS,
ARTHUR I. VALLIERES,
Petitioners.
Montreal, 4th October, 1913. 3912

Province de Québec, }
District de Montréal. }

Avis est, par les présentes donné que Dame Emma Zaïde Beaudry, veuve de Louis Fréchette, en son vivant avocat et littérateur, grevée de substitution dans les successions de feu Jean-Baptiste Beaudry et Hercule J. B. Beaudry, ses pères et frères, ainsi que Dame Jeanne Fréchette, épouse de Honoré Mercier, avocat, Dame Louise Fréchette, épouse de Henri A. Béïque, avocat, et Dame Pauline Fréchette, épouse de J. A. Handfield, médecin, les appelées aux substitutions susdites, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session, pour obtenir une loi les autorisant à vendre, échanger, hypothéquer, ou autrement aliéner engager les immeubles tombés dans leur part des dites successions, en vertu d'un partage en justice homologué le 14 novembre 1890, et cela aux conditions qu'il plaira à la législature d'imposer, et pour autres fins se rapportant aux dites matières.

H. A. BEIQUE,

Procureur des requérantes.

Montréal, 7 octobre, 1913. 3977. 2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par J. E. Aldred, Thomas McDougall, Howard Murray, Julian C. Smith, W. S. Hart, de la cité de Montréal, et Denis Murphy, de la cité d'Ottawa, Canada, pour obtenir une loi afin d'incorporer "The Three Rivers Traction Company", dans le but de construire un chemin de fer électrique dans la cité des Trois Rivières et de la dite cité dans une direction ouest à travers les différentes paroisses, villages et villes jusqu'à la ville de Berthier, et à l'est à travers les différentes paroisses, villages et villes de Portneuf et en général à travers tout le district de Trois Rivières, au nord du fleuve Saint-Laurent.

Daté à Trois Rivières, P. Q., ce septième jour d'octobre 1913.

JACQUES BUREAU,

Solliciteur des requérants.

3991. 2

Avis est par le présent donné que "The Board of Co-operation of the Theological Colleges", affiliés à l'Université McGill, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer le dit bureau sous le nom ci-dessus ou nom semblable, tel qu'il peut être décidé, avec pouvoir de mettre en opération une institution d'instruction théologique, et les pouvoirs ordinaires y ayant rapport.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Procureurs des requérants.

Montréal, 8 octobre 1913. 3995. 2

Avis est par le présent donné que "The Montreal Water and Power Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la loi 55-56 Vic., chap L XX V, confirmant les lettres patentes incorporant la compagnie concernant les objets suivants et affaires, à savoir :

Ratifier et confirmer les différents actes passés par la compagnie avec les différentes personnes et corporations et aussi certaines conventions en rapport avec le prolongement et opération du système d'aqueducs de la compagnie, spécialement celles avec la cité de Westmount, la ville de Maisonneuve et la ville d'Outremont.

Ratifier la réduction dans la valeur au pair du capital actions.

Augmenter le capital-actions de la compagnie et octroyer des pouvoirs additionnels d'emprunt.

Révoquer la section 2 de la dite loi.

WHITE & BUCHANAN,

4017. 2 Procureurs de la requérante.

Province of Quebec, }
District of Montréal. }

Notice is hereby given that Dame Emma Zaïde Beaudry, widow of Louis Fréchette, in his life-time lawyer and litterator, institute to the substitutions in the Estates of late Jean-Baptiste Beaudry and Hercule J. B. Beaudry, her father and brother, and also Dame Jeanne Fréchette, wife of Honoré Mercier, lawyer, Dame Louise Fréchette, wife of Henri A. Béïque, lawyer, and Dame Pauline Fréchette, wife of J. A. Handfield, doctor, the substitutes to the substitutions herein setforth, will apply to the Legislature, at its first session, to obtain a law authorizing them to sell, exchange, hypothecate or otherwise dispose of or engage the immoveables forming their share of the said Estates. in virtue of a partition in justice homologated November the 14th., 1890, and this, at the conditions that will please to the Legislature to impose and for all other purposes relating to the said matters.

H. A. BEIQUE,

Attorney for petitioners.

Montreal, October 7th., 1913. 3978

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec by J. Aldred, Thomas McDougall, Howard Murray, Julian C. Smith, W. S. Hart, of the city of Montreal, and Denis Murphy, of the city of Ottawa, Canada, for the passing of an act to incorporate the "Three Rivers Traction Company", for the purpose of constructing an electric railway in the city of Three Rivers, and from said city in a westerly direction through the various parishes, vilages and towns to the town of Berthier and easterly through the various parishes, vilages and towns to Portneuf and generally through the whole district of Three Rivers, north of the Saint Lawrence river.

Dated at Three Rivers, P. Q., this seventh day of October, 1913.

JACQUES BUREAU,

Solicitor for applicants.

3992

Notice is hereby given by the "Board of Co-operation of the Theological Colleges", affiliated with McGill University that it will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to incorporate the said board under the above or such similar name as may be decided upon, with power to carry on an institution of theological instruction, and the usual powers incidental thereto.

LIGHTHALL & HARWOOD,

Attorneys for applicants.

Montreal, 8th October, 1913. 3996

Notice is hereby given that the Montreal Water and Power Company will apply to the legislature of the province of Quebec, at the next session thereof for an act to amend the act 55-56 Vic. chap, L XX V, confirming the letters patent incorporating the company respecting the following objects and matters to wit :

To ratify and confirm various deeds entered into by the company with various persons and corporations and also certain agreements in connection with the extension and operation of the company's waterworks system, especially those with the city of Westmount, town of Maisonneuve and the town of Outremont.

To ratify the reduction in the par value of its capital stock.

To increase the capital stock of the company and to grant additional borrowing powers.

To repeal section 2 of the said act.

WHITE & BUCHANAN,

4018 Attorneys for applicants.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes : L'administration des affaires de la cité de Sherbrooke, par un bureau de commissaires salariés ; rémunération du maire pour le passé et pour le futur ; réduction du nombre des échevins ; l'autorisation de faire des règlements sur les différents sujets suivants : finance ; administration ; taxes ; permis ; licences ; pavages ; annexions ; rôle d'évaluation, de contribution et de perception ; construction de trottoirs ; d'égoûts ; drains ; emprunt permanent ou temporaire par billets promissoires, obligations ou autres effets négociables ; imposer une taxe sur les voitures automobiles ; pouvoir au paiement en tout ou en partie des canaux d'égoût qui servent à l'égouttement d'immeubles ou de bâtisses par les propriétaires de ces immeubles ou bâtisses ; autoriser la corporation à se servir de ses fonds d'amortissement pour améliorations de la cité sur règlement voté par les contribuables conformément à la loi ; procédures concernant les séances du conseil ; séances du conseil ; travaux et améliorations publics ; paix et sûreté publique et nuisances ; décence et bonnes mœurs ; régler la construction des édifices ; définir les devoirs et droits de l'inspecteur des bâtisses et lui déléguer certains pouvoirs ; droit de niveler les rues ; perception de taxes municipales ; contestation du rôle d'évaluation ; pénalité pour contravention aux règlements municipaux ; procédures et pouvoirs pour empêcher telles infractions et recouvrer amendes imposées ; pouvoir d'annexer à la cité de Sherbrooke, le lot numéro quinze (15), du huitième rang du canton d'Ascot ; pouvoir de limiter à cent mille piastres (\$100,000.00) l'évaluation pour fins municipales, pendant 10 ans, des immeubles appartenant à la "Canadian Ingersoll Rand Company Limited".

J. A. LEBLANC,

Procureur de la requérante.

Sherbrooke, 7 octobre 1913.

4001.2

Avis est par le présent donné que Isaac Malkavitch, tonnelier, Harry Zeltzer, tailleur, Kiev Tabaznansky, commerçant, Hyman Tabatchnikoff, menuisier et charpentier, Harry Weiss, tailleur, Joseph Levinson, pressier, Joseph Leiferman, épicer, Herzl Greenahpan, laitier, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de les incorporer en une congrégation religieuse, sous le nom de "The Rossland Jewish Synagogue", avec pouvoir d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, garder des registres de l'état civil et exercer tous les droits ayant rapport à une corporation religieuse, et pour autres fins.

M. M. SPERBER,

Procureur des requérants.

Montréal, 8 octobre 1913.

3993.2

Avis est par le présent donné que la cité de Westmount s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, 8 Edouard VII, chapitre 89, tel qu'amendé par 2 George V, chapitre 60, dans le but d'octroyer à la cité de Westmount les pouvoirs et autorité, (a) imposer les frais d'égoûts, drainages, rues, trottoirs, parcs, terrains de jeux, places publiques et autres améliorations contre les propriétaires d'immeubles dans une superficie fixée ou limites spécifiées ; (b) acquérir par consentement mutuel ou expropriation pour aqueducs et un réservoir pour l'usage de la cité une partie du terrain sur la montagne Westmount possédé et occupé par des institutions d'éducation ou corporations ; (c) obliger les propriétaires et

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature, at the next session thereof, for the passing of an act amending its charter, on the following subjects :

The administration of the affairs of the city of Sherbrooke by a salaried board of commissioners remuneration of the mayor for the past and the future ; the reduction of the number of aldermen ; the authorization to pass by-laws on the following subjects : finances ; administration ; taxes ; permits ; licences ; paving ; annexations ; valuation ; contribution and collection roll ; building of sidewalks ; sewers ; drains ; permanent or temporary loans or promissory notes ; bonds or other negotiable instruments ; to levy a tax on automobile ; vehicles ; to provide for the payment in whole or in part of the sewers for the drainage of immoveables and buildings by the proprietors of such immovables or buildings ; to authorize the corporation to employ its sinking fund for improvements to the said city on a by-law adopted by the ratepayers according to law ; the procedures respecting the sessions of the council ; the sessions of the council ; public works and improvements ; peace and public safety and nuisances, decency and good morals ; to regulate the construction of buildings ; to define the duties and rights of the building inspector and to invest him with certain powers ; the right to level the streets ; the collection of municipal taxes ; the contestation of the valuation roll ; penalties for infraction of municipal by-laws ; procedures and powers to prevent such infractions and to recover the penalties imposed ; to provide for the annexation of lot number fifteen (15), of the eight range of the township of Ascot, to the city of Sherbrooke ; the power to limit to one hundred thousand dollars (\$100,000.00) the valuation for municipal purposes, for ten years, of the immoveable property of the Canadian Ingersoll Rand Company Limited.

J. A. LEBLANC,

Attorney for petitioner.

Sherbrooke, 7th October. 1913.

4002

Notice is hereby given that Isaac Malkavitch cooper-smith, Harry Zeltzer, cutter, Kiev Tabaznansky, trader, Kymon Tabatchnikoff, carpenter contractor, Harry Weiss, tailor, Joseph Levinson presser, Joseph Leiferman, grocer, Herzl Greenahpan, milkman, all the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an act to incorporate them as a religious congregation, under the name of the "Rossland Jewish Synagogue", with power to acquire and possess moveable and immoveable property, to keep registers of acts of civil status and to exercise all rights incidental to a religious corporation, and for other purposes.

M. M. SPERBER,

Attorney for petitioners.

Montreal, October 8th, 1913.

3994

Notice is hereby given that city of Westmount will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec for a bill to amend its charter 8 Edward VII, chapter 89, as amended by 2 George V, chapter 60, for the purpose of granting the city of Westmount power and authority, (a) to assess the cost of sewers, drains, streets, sidewalks parks, playgrounds, public places and other improvements against owners of real estate within a fixed area or specified limits ; (b) To acquire by mutual agreement or expropriation for water works and a reservoir for the use of the city a part of the land on the Westmount Mountain possessed and occupied by educational institutions or corporation ; (c) To compel owners and drivers or vehicles to provide them with suitable lights

conducteurs de véhicules à les pourvoir de lumières et freins convenables ; (d) obliger les propriétaires d'immeubles à soumettre pour approbation du Conseil tout les nouveaux plans de subdivision pour propriété dans les limites de la cité ; (e) obliger les propriétaires de terrain à pourvoir et entretenir des clôtures convenables et en régler la construction ; (f) obliger les propriétaires de terrain de couper et détruire les mauvaises herbes et plantes sur iceux ; (g) dans le but de donner plein effet à l'article 5636 des Statuts refondus de Québec, 1909, et le prolonger et compléter et éviter toute interprétation du dit article qui pourrait être considéré comme une restriction des pouvoirs à adopter, révoquer, amender ou mettre en opération les règlements nécessaires concernant la propre administration de ses affaires, paix, ordre, bonne administration, prospérité en général et amélioration ainsi que toutes affaires qui peuvent concerner ou affecter l'intérêt public et la propriété des citoyens.

Daté à Westmount, dans la province de Québec, ce neuvième jour d'octobre A. D. 1913.

F. S. MACLENNAN,
Solliciteur de la requérante.

3999.2

Avis public est par le présent donné que la corporation du village de Belœil, comté de Verchères, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'incorporer son territoire actuel en municipalité de ville, sous les dispositions de la loi des cités et villes, (S. R. Q. 1909, sections 5256 et suivantes), et de joindre à cette municipalité, les propriétés désignées comme suit :

1° Tout le territoire formé par les lots Nos 1 à 24 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Belœil ; borné en front par la rivière Richelieu, au sud-ouest par la paroisse de Saint-Basile, au nord-ouest par la ligne nord du chemin de fer, le Grand Tronc, et au nord-est par la municipalité actuelle du village de Belœil ;

2° Tout le territoire situé au nord-ouest du village actuel de Belœil jusqu'à la ligne sud-est du chemin des Trente ;

3° Les lots Nos 123 à 137, du cadastre officiel de la paroisse de Belœil, dans toute leur étendue.

En plus, dans le but d'obtenir les pouvoirs nécessaires pour exploiter un aqueduc et un système d'éclairage dans la municipalité, et un rayon de trente milles autour de la municipalité, et de faire confirmer et ratifier les règlements concernant l'approvisionnement de l'eau et de l'éclairage adoptés par le conseil de la municipalité jusqu'à la présente date ; de former une municipalité scolaire nouvelle avec le territoire ainsi érigé en ville et autres pouvoirs.

ERNEST BRUNELLE,
Maire.

J. B. M. BEDARD,
Secrétaire-trésorier

Corporation du village de Belœil.

Belœil, 9 octobre 1913.

4009.2

and brakes ; (d) To compel owners of real estate to submit for approval of the Council all new subdivisions plans for property within the limits of the city ; (e) To compel owners of land to provide and maintain suitable fences thereon and to regulate their construction ; (f) To compel owners of land to cut and destroy all noxious and objectionable weeds and plants thereon ; (g) In order to give full effect to article 5636 of the revised statutes of Quebec, 1909, and to extend and complete the same and to avoid any interpretation of said article which might be considered as a restriction of the city's powers to adopt, repeal, amend or carry out the necessary by-laws concerning the proper administration of its affairs, peace, order, good government, general welfare and improvement as well as all matters which may concern or affect the public interest and the welfare of the citizens.

Dated at Westmount, in the province of Quebec, this ninth day of October, A. D. 1913.

F. S. MACLENNAN,
Solicitor for applicant.

4000

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Belœil, county of Verchères, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, with the object of incorporating its present territory, into a town municipality, under the dispositions of the cities and towns' Act, (R. S. Q. 1909, sections 5256 and following), and to join to this municipality the properties described as follows :

1. All the territory formed by the lots Nos. 1 to 24 inclusively, of the official cadaster of the parish of Belœil ; bounded in front by the Richelieu river, at the south west by the parish of St. Basile, at the northwest by the northern line of the Grand Trunk Railway, and at the nord east by the present municipality of the village of Belœil ;

2. All the territory situated at the north-west of the present of the village of Belœil, to the south-east line of the "Chemin des Trente" ;

3. Lots Nos. 123 to 137, of the official cadaster of the parish of Belœil.

And furthermore, with the object of obtaining the necessary powers to operate an aqueduct and a lighting system in the municipality, and in a radius of thirty miles around the municipality and to have confirmed and ratified the by-laws concerning the aqueduct and lighting systems adopted by the municipal council up to the present date ; to form a new school municipality with the territory thus erected into a town, and other purposes.

ERNEST BRUNELLE,
Mayor.

J. P. M. BEDARD,
Secretary of the corporation
of the village of Belœil.

Belœil, 9th October, 1913.

4010

Avis est par les présentes donné que Dame Louisa Doherty, de la cité de Montréal, veuve de feu Walter Kavanagh, en son vivant du même lieu, agent d'assurance, Joseph Kavanagh, de la dite cité de Montréal, étudiant et Dame Mary Elizabeth Kavanagh, épouse de John Moore McAdam, de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, un des Etats-Unis d'Amérique, par son dit époux dûment autorisée à l'effet des présentes, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire déclarer final et définitif à l'égard de tous intéressés l'acte de vente par le shérif du district de Montréal, en date du 10 avril 1905, à feu Walter Kavanagh, l'auteur des pétitionnaires, des propriétés ci-dessous décrites, et de faire valider le titre des pétitionnaires aux dits immeubles, savoir :

a. Les lots treize cent deux et treize cent trois (1302 et 1303) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne de la dite cité de Montréal ;

b. L'immeuble composé : (1) du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro treize cent six (1306), et (2) d'une lisière de terre, de forme irrégulière, située sur la rue Notre-Dame, dans le dit quartier Sainte-Anne, s'étendant entre le pignon sud-ouest de la maison en brique érigée sur le lot numéro treize cent six (1306) des dits plan et livre de renvoi officiels et le pignon nord-est d'une bâtisse en bois, à deux étages ; la dite lisière de terre faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro treize cent cinq (1305) des dits plan et livre de renvoi officiels et mesurant, en front, la dite lisière de terre, un pied, plus ou moins, de là allant à un point jusqu'à une profondeur de trente-quatre pieds, tel que le tout apparaît maintenant comme faisant partie du front de la dite rue Notre-Dame ;

c. Cette partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro treize cent sept (P. du No 1307) des dits plan et livre de renvoi ; bornée en front par la rue Notre-Dame, en arrière par le dit lot numéro treize cent deux (1302) et par le résidu du dit lot numéro treize cent sept (1307), d'un côté par les lots numéros treize cent six, treize cent cinq, treize cent trois, et treize cent deux (Nos 1306, 1305, 1303 et 1302), et de l'autre côté par le lot numéro treize cent huit (1308) des dits plan et livre de renvoi officiels, le tout avec bâtisses dessus s'érigées, formant un seul et même établissement, savoir : un abattoir, un endroit où l'on fait la salaison et accessoires ayant front sur la dite rue Notre-Dame, en la dite cité de Montréal.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

4103 Procureurs des requérants.
Montréal, 14 octobre 1913.

La Compagnie Wedgewood Park Limitée, donne avis, qu'elle s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour demander la ratification d'une vente que lui a consentie Fitz James E. Browne, le 26 avril 1913, devant Ernest R. Decary, notaire, du lot No 4671 du cadastre de la paroisse de Montréal et aussi de la vente de la même propriété par Samuel Sheldon Stephens, et autres à Fitz James E. Browne, le même jour et devant le même notaire, et pour autres fins.

Montréal, 15 octobre 1913.

4101

Notice is hereby given that Dame Louisa Doherty, of the city of Montreal, widow of the late Walter Kavanagh, in his lifetime of the same place, insurance agent, Joseph Kavanagh, of the city of Montreal, student, and Dame Mary Elizabeth Kavanagh, wife of John Moore McAdam, of the city of New York, in the State of New York, one of the United States of America, by her said husband duly authorized for the purposes hereof, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to have it declared that the deed of sale of the 10th April 1905 by the sheriff of the district of Montreal to the late Walter Kavanagh, petitioners' "auteur", of the immoveable property hereinafter described, is final and definitive as against all interested parties, and to validate the petitioners' title thereto, to wit :

a. The lots of land known and designated on the official plan and book of reference of Saint Ann's ward, of the city of Montreal under the numbers thirteen hundred and two and two and thirteen hundred and three (1302 and 1303) ;

(b) The immoveable property consisting (a) of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference under the number thirteen hundred and six (1306) and (b) of a strip of land of irregular shape situate on Notre Dame street in the said Saint Ann's ward, lying immediately between the south west gable of the brick house erected on the said official number thirteen hundred and six (1306) and the north east gable of a two storey wooden building, the said strip of land forming part of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference of Saint Ann's ward under the number thirteen hundred and five (1305) and the said strip measuring one foot, more or less, in front, and then going to a point at a depth of thirty four feet, as the whole now appears enclosed on the front of the said Notre Dame Street ;

c. That part of the lot of land known and designated on the said official plan and book of reference under the number thirteen hundred and seven (1307) ; bounded in front by Notre Dame street, in rear by the said number thirteen hundred and two (1302) and by the remainder of the said official lot number thirteen hundred and seven (1307), on one side by the said official lots thirteen hundred and six, thirteen hundred and five, thirteen hundred and three and thirteen hundred and two, (1306, 1305, 1303 and 1302) and on the other side by the official lot number thirteen hundred and eight (1308) of the said official plan and book of reference, the whole with the buildings thereon erected, forming one and the same establishment, to wit : an abattoir, a salting house and accessories fronting and having an entrance on Notre Dame street, in the city of Montreal.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,

4104 Attorneys for petitioners.
Montreal, 14th October, 1913.

The Wedgewood Park Company Limited, gives notice, that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to ask for the ratification of a sale made to the company by Fitz James E. Browne, on the 26th day of the month of April, 1913, before Ernest R. Decary, notary, of the lot No 4671 of the cadastre of the parish of Montreal and also of the sale of the same property by Samuel Sheldon Stephens and others to Fitz James E. Brown, the same day and before the same notary, and for other purposes.

Montreal, 15th October, 1913.

4102

Avis est par le présent donné que The Calumet & Northern Railway Company s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte en prolongeant le délai durant lequel la bâtisse de son chemin de fer peut être commencée et pour autres fins.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Procureurs de The Calumet & Northern
Railway Company.
Montréal, 10 octobre 1913. 4027

Avis est par les présentes donné que la "Corporation agricole et industrielle des Missionnaires du Saint-Esprit", dont le siège social est à Saint-Alexandre de la Gatineau, dans les cantons de Hull, comté d'Ottawa, s'adressera à la législature, à la prochaine session, pour obtenir une loi lui permettant :

1. De changer son titre en celui de "Collège Apostolique de Saint-Alexandre de la Gatineau et

2. D'amender sa charte en conséquence.
Pour la corporation agricole et industrielle.
T. BURGSTALER,
4099 Supérieur.

Avis public est, par les présentes, donné que "La Corporation du Village du Sault-au-Récollet" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte, de façon à la constituer en corporation de ville sous le nom de "Ville du Sault-au-Récollet" et sous réserve des pouvoirs spéciaux déjà obtenus ; à lui appliquer avec certaines restrictions, les dispositions de la loi des cités et villes ; à lui permettre de continuer son système d'égout ; prolonger la canalisation de son aqueduc ; compléter le pavage de son chemin principal et le macadamisage de ses autres rues ; exproprier certaines propriétés pour l'élargissement et le redressement de ce chemin principal ; emprunter l'argent nécessaire pour faire et parachever ces travaux comme pour payer et acquitter certaines dettes et obligations de la corporation ; déterminer et établir la qualification foncière des échevins ; abroger, restreindre et modifier pour la corporation, certaines dispositions de la loi générale des cités et villes ; ratifier certains comptes, emprunts temporaires, ventes de débentures, marchés et contrats ; acquérir certains pouvoirs additionnels pour consolider sa dette flottante, confirmer, ratifier et homologuer le plan de la municipalité, fait et certifié par F. C. Laberge, ingénieur géomètre, et autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
4107 Procureurs de la requérante.
Montréal, 14 octobre 1913.

Avis public est, par les présentes, donné que "La Corporation du Village de Saint-Hilaire", dans le comté de Rouville, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale, aux fins d'être autorisée à pourvoir à l'éclairage par l'électricité de son propre territoire ainsi que du territoire des paroisses avoisnantes de Saint-Hilaire et de Saint-Jean-Baptiste, comme aussi à distribuer l'énergie électrique dans le dit territoire ; et à cette fin, faire avec la compagnie "The Montreal Light, Heat & Power Co.," toute convention nécessaire pour se procurer l'électricité requise et conduire cette électricité des usines de la dite compagnie, situées dans le village de Richelieu jusqu'à son propre territoire, avec pouvoir d'éclairer toutes les parties des municipalités se trouvant sur ce parcours et pour ratifier le règlement municipal passé à cet effet et autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
4105 Procureurs de la requérante.
Montréal, 10 octobre, 1913.

Public notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, The Calumet & Northern Railway Company, will apply to said Legislature for an act to amend its charter by extending the delay during which the building of its railway may be commenced, and for other purposes.

CAMPBELL, McMASTER & PAPINEAU,
Attorneys for Calumet & Northern
Railway Company.
Montreal, 10th October, 1913. 4028

Notice is hereby given that the "Agricultural and Industrial Corporation of the Holy Ghost Fathers", established at Saint-Alexander of Gatineau, canton Hull, Ottawa county, will apply to the Legislature, at its next session, in order to obtain an act allowing the said corporation :

1. to change its title into : Apostolic College Saint Alexander of Gatineau, and

2. to amend its charter accordingly.
For the agricultural and industrial corporation.

T. BURGSTALER,
4100 Superior.

Notice public is hereby given that "La Corporation du Village du Sault-au-Récollet", shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter so that it may become constituted as a town corporation, under the name of "Ville du Sault-au-Récollet" and that, under reserve of the special powers previously granted, the provisions of the "Cities and Towns Act", with certain restrictions may become applicable to it ; also that said corporation be empowered to continue its sewer system, to prolong its aqueduct canalization, to complete the paving of its main-road and the macadamization of its other street ; to expropriate certain properties for the purpose of widening and straightening the said main-road ; also to borrow the money required for the execution and completion of said works and for the payment of certain debts and obligations of said corporation ; to determine and establish the real-estate qualification of aldermen ; to abrogate, restrict and modify as far as said corporation is concerned, certain provisions of the general law respecting cities and towns ; to ratify certain account, temporary loans, sales of debentures, agreements and contracts ; to acquire certain additional powers for the consolidation of its floating debt ; to confirm, ratify and homologate the plan of the municipality made and certified by F. C. Laberge, civil engineer and surveyor, and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
4108 Attorneys for the petitioners.
Montreal, 14th October, 1913.

Notice public is hereby given that "La Corporation du Village de Saint-Hilaire" in the county of Rouville, shall apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law authorizing it, to provide to the lighting by electricity of its own territory as well as the territories of the adjoining parishes of Saint Hilaire and of Saint Jean-Baptiste, also to distribute electric energy in said territory and for said purpose to enter with the "Montreal Light, Heat & Power Co.," in any agreement, it may see fit, for the supply of electricity ; also to convey said electricity from the establishment of said company in the village of Richelieu, in the county of Rouville to the limits of its own territory, with power to light all the territories lying on its passage and to ratify the municipal by-law adopted to that effect and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
4106 Attorneys for petitioners.
Montreal, 14th October, 1913.

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session par "La Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes", suivant résolution dûment approuvée par le conseil pour l'autoriser : D'hypothéquer un certain lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Vincent de Paul, comté de Laval, donné par la fabrique de la dite paroisse, sous certaines conditions, ainsi que pour donner priorité d'hypothèque sur une certaine somme de cinq mille dollars mentionnée dans la dite donation.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats.

Montréal, 25 septembre 1913.

4115

Avis public est par le présent donné par la succession de feu Anna Kelly, veuve de Patrick John Durack, qu'ils s'adresseront pour obtenir une loi spéciale à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, autorisant la vente de la propriété de la dite succession ainsi que celle de sa sœur, feu Catherine Kelly, et son père, feu William Kelly, et dans le but d'enlever les doutes quant à l'effet de leurs testaments, et pour autres fins.

BLAIR, LAVERTY & HALE,
Procureurs des requérants.

Montréal, 15 octobre 1913.

4133

Avis que l'Association des Opticiens de la Province de Québec présentera à la prochaine session de la législature un bill pour l'autoriser à modifier sa loi quant au lieu de ses réunions ; quant au mot optometrie et quant à la pratique de l'optique, etc.

BESSETTE & DUTAUD.

Procureurs de la requérant.

Montréal, 13 octobre 1913.

4057

Avis est par le présent donné que Hooper Mallet, courtier, et Alexander Thomas Stewart, comptable, tous deux de la ville d'Outremont, dans le district de Montréal, Lt.-Col. Arthur Fitzroy Gault, courtier, Wilfrid William Wadleigh, agent, William Plenderleith Knowles, entrepreneur électricien, Charles Janson Beemer, gentilhomme, David Rees, marchand tailleur, et John Massey Walker, dessinateur, tous des cité et district de Montréal, et Frederick Golder Taylor, mécanicien, de la cité de Westmount, dit district, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de les incorporer et autres sous le nom de "The Canadian Mazdazan Association", et donner le pouvoir à la dite Association d'acquies par achat, donation ou autrement, et posséder et détenir des propriétés mobilières et immobilières soit pour l'usage actuel et prise de possession de l'Association ou pour les fins de son fonds de revenu, vendre, aliéner, échanger, hypothéquer et faire le commerce autrement avec sa propriété immobilière, passer des contrats, faire des règles et règlements pour son administration interne, tenir des registres des actes des statuts civils et exercer tous les autres droits ayant rapport aux corporations religieuses et corps et pour autres fins.

McLENNAN, HOWARD & AYLNER,
Procureurs des requérants.

Montréal, 10 octobre 1913.

4091

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour incorporer la municipalité de Sixteen Island Lake et pour y inclure le territoire dans les cantons de Montcalm et Wentworth, dans le comté d'Argenteuil, voisin du Lac connu comme Sixteen Island Lake, et octroyer à la dite municipalité tels pouvoirs d'emprunt et autres peuvent être à propos.

WHITE & BUCHANAN,
Procureurs des requérants.

Montréal, 14 octobre 1913.

4071

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, by "La Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes", according to a resolution duly approved by the council to be authorized: To mortgage a certain lot of land situated in Saint Vincent de Paul, county of Laval, donated by the fabrique of said parish upon certain conditions and to give a prior mortgage upon a certain sum of five thousand dollars mentioned in said gift.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys.

Montreal, 25th September, 1913.

4116

Public notice is hereby given by the estate late Anna Kelly, widow of Patrick John Durack, that they will apply for a special act at the forthcoming session of the Legislature of the Province of Quebec, for the purpose of authorizing the sale of the property of the said estate as well as that of her sister, the late Catherine Kelly, and her father, the late William Kelly, and for the purpose of clearing up doubts as to the effect of their wills, and for other purposes.

BLAIR, LAVERTY & HALE,
Attorneys for petitioners

Montreal, 15th October, 1913.

4134

Notice is hereby given that the Association of Opticians of the Province of Quebec will apply to the Legislature, at its next session, to modify its laws regarding its place of meetings; the word "Optometrist" and the practice of optics, etc.,

BESSETTE & DUTAUD,

Attorneys for petitioner.

Montreal, 13th October, 1913.

4058

Notice is hereby given that Hooper Mallet, broker, and Alexander Thomas Stewart, accountant, both of the town of Outremont, in the district of Montreal, Lt.-Col. Arthur Fitzroy Gault, broker, Wilfrid William Wadleigh, agent, William Plenderleith Knowles, electrical contractor, Charles Janson Beemer, gentleman, David Rees, merchant tailor, and John Massey Walker, draftsman, all of the city and district of Montreal, and Frederick Holder Taylor machinist, of the city of Westmount, said district, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for the passing of an Act to incorporate them and others under the name of "The Canadian Mazdazan Association", and to give power to the said association to acquire by purchase, donation or otherwise and to possess and hold moveable and immoveable property, whether for the actual use and occupancy of the association or for the purpose of its endowment and revenue, to sell, alienate, exchange, hypothecate and otherwise deal with its immoveable property, to enter into contracts, to make rules and regulations for its internal government, to keep registers of acts of civil status and to exercise all other rights incidental to religious corporations and bodies and for other purposes.

McLENNAN, HOWARD & AYLNER,

Attorneys for applicants.

Montreal, 10th October, 1913.

4092

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, to incorporate the municipality of Sixteen Island Lake and to include therein the territory in the townships of Montcalm and Wentworth, in the county of Argenteuil, bordering on, and adjacent to, the lake known as Sixteen Island Lake, and to grant to the said municipality such borrowing and other powers as may be expedient.

WHITE & BUCHANAN,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th October, 1913.

4072

Avis est par les présentes donné que la ville de Saint-Jérôme s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant le règlement No 107 des règlements de la ville et validant l'emprunt de cent mille dollars contracté, ainsi que les débetures émises sous l'autorité du dit règlement et pour autres fins.

CHARLES EDOUARD MARCHAND.

Procureurs de la requérante.

Saint-Jérôme, 10 octobre 1913. 4055

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir un acte annexant la cité de Verdun ou aucune partie d'icelle dans le comté de Jacques-Cartier à la cité de Montréal.

**JOSEPH BRAULT,
F. X. BRAULT,
M. E. PLANTE,
PHILIAS LEDUC,
EPHREM LAMY,
M. DILLON,
CLEOPHAS ROUSSIN,**

Requérants.

Verdun, 14 octobre 1913. 4061

Avis est par le présent donné que la corporation de la ville de Windsor Mills s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un loi afin de reviser et amender sa charte, 62 Victoria, chap. 68, et les lois par lesquelles elle est administrée, et entre autres, les suivants : changement de son nom corporatif ; la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes de 1903, à l'exception de certaines modifications quant à la composition du conseil, nombre de conseillers à être élus, chaque année ; tenue d'office ; indemnités aux membres du conseil ; quorum du conseil ; évaluation des terrains en culture ou pâturages ; imposition de taxes ou licences sur les fonds de commerce ; remises de taxes ou licences ; approbations des exemptions et commutations de taxes ; emprunts temporaires par billets ; prendre de l'eau de la rivière Windsor ou Wattopekah et la détourner pour des fins domestiques et hygiéniques ; l'année fiscale ; appropriations aux services municipaux ; responsabilité des membres des comités ; augmenter l'honoraire pour la confirmation des certificats pour licences et en créer pour le transport des licences et pour autres fins.

TURGEON ROY,

LANGLAIS & MORIN,

Procureurs de la requérante.

Québec, 13 octobre 1913. 4045

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale afin d'incorporer MM. David Hillel Bernstein, médecin, Hyman Schlefer, George Rabinovitch, Jacob Bessner, Samuel Bazar, Samuel Ortenberg, médecin, Charles Joseph Gross, médecin, Moses Zelicovitch, Michel Flanders, H. M. Levinoff, Sam. Rabinovitch, Max Rabinovitch, Hyman Wolofsky, Raben Brainin, Julius Nathan Newman, Isaac Cohen, Julius Gittleson et Abraham L. Gittleson, tous des cité et district de Montréal, en un corps connu sous le nom de "The Hebrew Children's Fresh Air Fund of Montreal," dans le but de maintenir un hôpital et maison pour les adultes convalescents et pour les enfants, et dans le but de pourvoir une maison d'été pour enfants, et donner le pouvoir au dit corps d'acheter, acquérir par donation ou autrement et posséder une propriété immobilière pour son usage actuel et vendre, aliéner, hypothéquer telle propriété immobilière, passer des contrats et faire des règ'es et règlements pour son administration interne et pour autres fins.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,

Procureurs des requérants.

Montréal, 14 octobre 1913. 4135

Notice is hereby given that the town of Saint-Jerome will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtaining an act confirming the by-law No. 107 of the by-laws of the said town and confirming a loan of one hundred thousand dollars contracted, and the debentures issued under the authority of the said by-laws and for other purposes

CHARLES EDOUARD MARCHAND

Attorney for the Applicant.

Saint-Jerome, 11th October, 1913. 4056

Public notice is hereby given that application will be made at the next session, of the Legislature of the province of Quebec, for an act to annex the city of Verdun or any part thereof in the county of Jacques-Cartier, to the city of Montreal.

**JOSEPH BRAULT,
F. X. BRAULT,
M. E. PLANTE,
PHILIAS LEDUC,
EPHREM LAMY,
M. DILLON,
CLEOPHAS ROUSSIN,**

Petitioners.

Verdun, 14th October, 1913. 4062

Notice is hereby given that the "Corporation of the Town of Windsor Mills" will apply to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for an act revising and amending its charter, 62 Vic-chap. 68, and the laws under which it is governed, and amongst others, the following : The changing of its corporate name ; to bring it under the provisions of the cities and towns act, 1903, with the exception of certain modifications as to the composition of the council, the number of councillors to be elected every year ; term of office ; indemnities to members of the council ; quorum of the council ; valuation of lands under cultivation or pasture ; the levying of taxes or licenses ; approbation of exemptions or commutation of taxes ; temporary loans on notes ; to take water from the river Windsor of Wattopekah and to divert same for domestic or hygienic purposes ; the fiscal year ; appropriations for municipal services ; responsibilities of the members of the committees ; to increase the fee for the ratification of certificates for licenses and to create same for the transfer of licenses, and for other purposes.

TURGEON ROY,

LANGLAIS & MORIN,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 13th October, 1913. 4046

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the Special Act to incorporate Messrs. David Hillel Bernstein, physician, Hyman Schlefer, George Rabinovitch, Jacob Bessner, Samuel Bazar, Samuel Ortenberg, physician, Charles Joseph Gross, physician, Moses Zelicovitch, Michel Flanders, H. M. Levinoff, Sam Rabinovitch, Max Rabinovitch, Hyman Wolofsky, Rauben Brainin, Julius Nathan Newman, Isaac Cohen, Gittleson and Abraham L. Gittleson, all of the city and District of Montreal, into a body known as the "Hebrew Children's Fresh Air Fund of Montreal", for the purpose of maintaining a hospital and convalescent home for adult convalescents and for children, and for the purpose of providing a summer home for children and to give power to the said body to purchase, acquire by donation or otherwise, and possess immovable property for its actual use and to sell, alienate, hypothecate such immovable property, enter into contracts and to make by-laws, rules and regulations for its internal government and for other purposes.

JACOB, HALL, COUTURE & FITCH.

Attorneys for applicants.

Montreal, 14th October, 1913. 4136

Avis public est par les présentes donné que le cité de Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

Pour autoriser le conseil à reconstruire un poste de police et de pompiers et le pouvoir d'appareils à éteindre les incendies. Définir la responsabilité de la cité quant aux aliénés, les tuberculeux et les enfants venant de municipalités étrangères ; autoriser le conseil à émettre dans certains cas, des bons temporaires ; définir ses pouvoirs quant à l'acquisition de propriétés pour fins d'utilité publique, la police, les finances, la voirie, l'hygiène, ainsi que sur toutes matières concernant l'administration générale. Pour amender la loi concernant l'ouverture du Boulevard Pie IX. Pour autoriser aussi le conseil à intervenir dans le bill à être présenté par la cité de Montréal, et demander un décret obligeant la dite cité à ouvrir et paver, dans un délai déterminé, une certaine partie des rues Sherbrooke, Boyce et du Boulevard Pie IX. Autoriser le conseil à disposer de certains lots de terre possédés par la cité. Pourvoir à ce que des arrangements soient faits avec les compagnies intéressées, pour l'enfouissement des fils dans certaines rues de la cité. Pour amender l'article 25 de la 61ème Victoria, chap. 57.

Pour permettre aux propriétaires de terrains sur la rue Ontario, de construire jusqu'aux lignes homologuées de la dite rue, et ce nonobstant certains contrats.

JOSEPH MORIN,

Procureur, cité de Maisonneuve.

Montréal, 8 octobre, 1913. 3973.2

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame de Grâce Ouest, donnent avis qu'ils s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander le droit de faire chaque année, un rôle d'évaluation des propriétés immobilières qui se trouvent dans les limites de leur municipalité, nonobstant les articles 2836 et 2837 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et pour autres fins.

Montréal, 8 octobre 1913. 4011.2

Avis est par le présent donné que Ernest Roy, Roméo Langlais, Oscar Morin, tous trois avocats, de la cité de Québec, François-Xavier Godbout, étudiant, de la cité de Québec, et J. Alphonse Bégin, notaire, de la ville de Windsor Mills, tous de la province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'incorporation des susdites personnes et telles autres qui peuvent en devenir membres, en une corporation industrielle et commerciale, sous le nom de "The Quebec Industrial Corporation" ou "La Corporation industrielle de Québec", ensemble avec les pouvoirs et droits suivants :

Faire en général les opérations commerciales et industrielles ; agir comme voituriers par terre ou par mer ; construire et exploiter dans le comté de Saguenay, des lignes de chemins de fer, de télégraphe et de téléphone ; développer et utiliser des pouvoirs hydrauliques, électriques et tout autre source de force motrice, d'énergie et de chaleur ;

Aussi avec certains pouvoirs et droits touchant les matières suivantes : flottaison des bois, accessoires de navigation, emprunts d'argent et garantie ; appel de versements ; émission d'actions, d'obligations ; acquisition d'actions, d'obligations, d'autres compagnies.

Fait et signé à Québec, ce 11ème jour d'octobre 1913.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
4025 Procureurs des requérants.

Public notice is hereby given that the city of Maisonneuve, will apply to the legislature of the province of Québec, at its next session, to amend its charter and obtain the following additional powers :

To authorise the council to reconstruct a police and fire station and equip it with the necessary fire apparatus. To define the responsibility of the city as to insane and tuberculous persons and children coming from outside municipalities : to authorise the council to issue in certain cases temporary bonds, to define its powers as to the acquisition of properties for public utility purposes, as to police, finances, roads, health, and to all matters concerning the general administration. To amend the law relating to the opening of Pie IX Boulevard. To authorize also the council to intervene in the bill to be presented by the city of Montreal, and ask for a decree binding the said city to open and have within a specified delay, certain portions of Sherbrooke and Boyce streets and Pie IX Boulevard. To authorize the council to sell certain lots of land, the property of the city. To provide that agreements be entered into with the interested companies for the burying of wires in certain streets of the city. To amend section 25th of 61st Victoria, chap. 57.

To allow to proprietors of lots on Ontario street to build up to the homologated lines of said street, and that, notwithstanding certain contracts.

JOSEPH MORIN,

Attorney, city of Maisonneuve.

Montreal, 8th October, 1913. 3974

The school commissioners for the municipality of Notre Dame de Grâce Ouest, give notice that they will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to ask the right to make each year, a valuation roll of the immoveable properties which are situated in the limits of their municipality, notwithstanding articles 2836 and 2837 of the revised statutes of Québec, 1909, and for other purposes.

Montreal, 9th October, 1913. 4012

Notice is hereby given that Ernest Roy, Roméo Langlais, Oscar Morin, all three advocates, of the city of Québec, François-Xavier Godbout, student, of the city of Québec, and J. Alphonse Bégin, notary, of the town of Windsor Mills, all of the province of Québec, will apply to the Legislature of the province of Québec, at the next session thereof, for an act constituting the persons above named and all others who may become shareholders in the company, an industrial and commercial corporation, under the name of "The Quebec Industrial Corporation" or "La Corporation Industrielle de Québec" together with the following powers and rights :

To generally carry on commercial and industrial operations ; to act as common carriers by land or by sea ; to construct and exploit within the county of Saguenay, railways, telegraph and telephone lines ; to develop and utilize, water powers electric powers and any other sources of motive power, energy and heat ;

Also with certain powers and rights respecting the following matters ; the floating of wood, accessories of navigation, loans of money and guarantee ; calls for payments issue of stock and bonds ; the acquisition of stock and bonds of other companies.

Done and signed at Québec, this 11th day of October, 1913.

TURGEON, ROY, LANGLAIS & MORIN,
4026 Attorneys for the petitioners.

27 OCT 1913

Avis est par le présent donné que la ville de Montréal Est s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir les pouvoirs nécessaires pour faire certains travaux de construction et d'élargissement de ses rues, et emprunter à cette fin; obtenir le bénéfice de la Loi de Québec, 2 Geo. V, chapitre 23; faire confirmer certains règlements et en étendre la portée; changer la date des élections municipales et autres pouvoirs.

JOSEPH VERSAILLES,
Maire.

J. E. CODERRE,
Secrétaire-trésorier.

Montréal, 11 octobre 1913. 4039

Avis public est, par les présentes, donné que la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir: l'homologation du tracé du "Grand Boulevard," à travers la municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice et les municipalités environnantes depuis les limites ouest de la municipalité du village Saint-Michel de Laval, conformément au plan daté le 8 février 1913, et préparé par F. C. Laberge, arpenteur-géomètre, de la cité de Montréal, et le droit par les municipalités intéressées d'exproprier, acheter de gré à gré, ouvrir, macadamiser et entretenir telle partie du dit boulevard et de réglementer les constructions qui y seront érigées, et d'emprunter toutes sommes nécessaires à cet effet.

BEAUREGARD & LABELLE,
Procureurs de la municipalité de la paroisse
de Saint-Léonard de Port-Maurice.
Montréal, 10 octobre 1913. 4043

AVIS

Prenez avis qu'à la prochaine session de la législature de Québec, la corporation de la ville de La Tuque, dans le comté de Champlain, province de Québec, s'adressera à la législature, pour obtenir un bill amendement la charte de la ville de La Tuque, et demandant en même temps, par le dit bill, la confirmation de certaines conventions et de certains règlements ayant rapport à l'aqueduc et au système d'éclairage de la dite ville de La Tuque, et aussi pour changer la date et le mode de l'élection, de la représentation, de la confection des listes et aussi changer les qualifications requises pour voter et demander certains autres amendements affectant les intérêts de la ville en général.

Donné à La Tuque, ce dixième jour d'octobre 1913.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
4029 Procureurs de la Ville de la Tuque.

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi amendement le chapitre 49 William IV (1836) et enlevant tout doute quand à la validité des registres des actes de l'état civil gardés et mariages ci-devant exécutés par leur ministère par pasteurs, ministres ou missionnaires de tout Calvinist Baptist, Free-Will Baptist ou Baptist Societies tous dénommés comme Eglises Baptist et pourvoyant que ci-après ordonnés d'une manière régulière les pasteurs Baptist, ministres ou missionnaires peuvent recevoir et garder des registres des actes de l'état civil et peuvent exécuter par leur ministère, les cérémonies de mariage, baptême et sépulture, en produisant entre les mains du protonotaire pour le district dans lequel tel pasteur, ministre ou missionnaire réside, un certificat signé par le président, vice-président ou secrétaire de The Baptist Convention for Ontario and Quebec.

ROSS & ANGERS,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 16 octobre 1913] 4139

Notice is hereby given that the town of Montréal East will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain the necessary powers to make certain works of construction and of widening of its roads and borrow for that purpose; obtain the benefit of the Statute of Québec, 2 Geo. V, chapter 23; obtain the confirmation of certain by-laws and extend their application; change the date of the municipal elections and other powers.

JOSEPH VERSAILLES,
Mayor.

J. E. CODERRE,
Secretary-treasurer.

Montreal, 11th October, 1913. 4040

Public notice is hereby given that the municipality of the parish of Saint Leonard of Port Maurice will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, to obtain: the homologation of the line of the "Grand Boulevard" through the municipality of the parish of Saint Leonard of Port Maurice and the neighbouring municipalities from the western limits of the municipality of the village of St-Michel de Laval, according to the plan dated 8th February, 1913, prepared by F. C. Laberge, land surveyor, of the city of Montreal, and the right for the municipalities interested herein to expropriate, purchase by mutual agreement, open, macadamize and maintain that portion of said boulevard and to regulate the erection of buildings thereon, and to borrow the necessary money to pay the cost of said improvement.

BEAUREGARD & LABELLE,
solicitors for the municipality of the parish
of Saint Leonard of Port Maurice.
Montreal, 10th October, 1913. 4044

NOTICE

Take notice that at the next session of the Quebec Legislature, the Corporation of the Town of La Tuque, in the county of Champlain, province of Québec, will apply to the Legislature, for the passing of a bill amending the charter of the Town of La Tuque and at the same requesting, in the said bill, the ratification of certain agreements respecting the waterworks, and light system of the said Town of La Tuque, and also changing the date and mode of election, representation, the making of the list and the qualifications required for voting, and praying for certain other amendments concerning the interests of the town in general.

Given at La Tuque, this tenth day of October, 1913.

BUREAU, BIGUE & LAJOIE,
4030 Attorneys for the Town of La Tuque.

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the Quebec Legislature for an Act amending chapter 49 William IV (1836) and removing all doubt as to the validity of registers of acts of civil status kept and marriages heretofore performed under their ministry by pastors, ministers or missionaries of any Calvinist Baptist, Free-Will Baptist or Baptist Societies all now denominated as Baptist Churches and providing that hereafter regularly ordained Baptist pastors, ministers or missionaries may receive and keep authentic registers of acts of civil status and may perform under their ministry the ceremonies of marriage, baptism and burial upon filing with the protonotaire for the district in which such pastor, minister or missionary resides, a certificate signed by the president, vice president or secretary of the Baptist Convention for Ontario and Québec.

ROSS & ANGERS,
Solicitors for the applicants.

Montreal, 16th October, 1913. 4140

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer la ville de Hampstead, pour contenir cette partie de la présente municipalité de la Côte St-Luc, comprenant les lots originaux numéros soixante et neuf, soixante et douze, soixante et treize, soixante et quatorze, soixante et seize, soixante et dix-sept, quatre-vingt, quatre-vingt-un, (69, 72, 73, 74, 76, 77, 80, 81) du plan du cadastre et au livre de renvoi de la paroisse de Montréal, et les ériger en une municipalité séparée; et pour pourvoir que les dispositions de la loi des cités et villes, avec certaines modifications, s'appliqueront à la dite ville; et de plus pour pourvoir à l'annexion ci-dessous de certains terrains voisins dans la dite municipalité de Côte St-Luc à la dite ville; pour pourvoir à des pouvoirs spéciaux d'emprunt; pour pourvoir que les échevins soient élus pour deux ans par toute la municipalité sans aucune division dans les quartiers; pour pourvoir que le maire et les échevins ne soient pas obligés de résider dans les limites de la ville durant les premières trois années après la date de la mise en force de la loi, et que le conseil peut tenir ses séances et avoir son bureau de greffier en dehors de la municipalité; pour pourvoir à la qualification des électeurs, au sujet de la convocation des assemblées pour la première élection et pour l'organisation de la ville.

WHITE & BUCHANAN

Procureurs des Réquérants.

Montréal, 14 Octobre 1913.

4073

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender la loi incorporant "The Sherbrooke Protestant Hospital", 51-52 chap. 64, amendé par 3 Édouard VII, chap. 117, dans les buts suivants: changer le nom pour celui de "The Sherbrooke General Hospital", changer la qualification et mode d'élection des directeurs, et pour autres fins.

FRASER, MACDONALD & RUGG,

Solliciteurs du réquérant.

Sherbrooke, Qué., 14 octobre 1913.

4097

CHEMIN DE FER SUDBURY, KEPAWA
ET BELL RIVER.

Avis est donné par le présent qu'une demande sera adressée au parlement du Canada à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte constituant une compagnie sous le nom de "Compagnie de Chemin de Fer de Sudbury, Kepawa et Bell River", avec pouvoir de tracer, construire et mettre en service une ligne ou des lignes de voie ferrée partant d'un point à ou près de la ville de Sudbury, dans la province d'Ontario, et de là allant dans une direction généralement est jusqu'à l'extrémité sud du lac Témiscamingue, et de là, dans une direction nord-est par la route la plus praticable jusqu'à un point à ou près du chemin de fer National Transcontinental, dans la province de Québec, où le dit chemin de fer croise la rivière Bell; avec la faculté de construire et exploiter des lignes de téléphone et de télégraphe et prélever des péages pour ce service, construire et exploiter des vaisseaux, construire et exploiter des quais, etc., en rapport avec l'entreprise de la compagnie et conclure des conventions avec d'autres compagnies.

Daté à Ottawa, ce 6e jour d'octobre 1913.

JOHN THOMPSON,

Solliciteur pour les requérants.

4079

Ottawa, Canada.

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the Province of Quebec for an Act to incorporate the town of Hampstead, to include that portion of the present Municipality of Cote St-Luc, comprising original lots number sixty nine, seventy two, seventy three, seventy four, seventy six, seventy seven, eighty and eighty one (69, 72, 73, 74, 76, 77, 80, 81) of the cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal, and to erect the same into a separate municipality; and to provide that the provisions of the cities and towns Act, with certain modifications, shall apply to the said town; and further to provide for the annexation hereafter of certain adjacent lands in the said municipality of Côte St-Luc to the said town; to provide special borrowing powers; to provide that the aldermen may be elected for two years by the whole municipality without any division into wards; to provide that the mayor and aldermen need not reside within the limits of the town during the first three years after the date of the going into force of the Act, and that the council may hold its sittings and have its clerk's office outside the municipality; to provide as to qualifications of electors, as to calling of meeting for the first election and for the organization of the town.

WHITE & BUCHANAN

Attorneys for Petitioners

Montreal, 14th October 1913.

4074

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the act incorporating "The Sherbrooke Protestant Hospital", 51-52 Victoria, chap. 64, as amended by 3 Édouard 7, chap. 117, in the following respects: to change the name to "The Sherbrooke General Hospital"; to change the qualification and mode of election of governors and for other purposes.

FRASER, MACDONALD & RUGG,

Sollicitors for applicant.

Sherbrooke, Que., 14th October, 1913.

4098

THE SUDBURY, REPAWA AND BELL RIVER
RAILWAY.

Notice is hereby given that application will be made to the Parliament of Canada, at the next session thereof, for an Act to incorporate a company under the name of the Sudbury, Kepawa and Bell River Railway Company, with power to lay out, construct and operate a line or lines of railway commencing at a point at or near the Town of Sudbury, in the Province of Ontario, and following a generally eastern direction to the south end of Lake Temiscaming, and onward north easterly by the most feasible route to a point at or near The National Transcontinental Railway, in the Province of Quebec, where the said railway crosses the Bell River; with power to construct and operate telephone and telegraph lines and charge tolls for the use thereof; to build and operate vessels, construct and operate wharves, &c., in connection with the undertaking of the company, and to enter into agreements with other companies.

Dated at Ottawa, the sixth day of October, 1913.

JOHN THOMPSON,

Solicitor for the applicants.

4080

Ottawa, Ontario.

Avis public est par le présent donné que le Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans les buts suivants :

Augmenter les pouvoirs d'emprunt du Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, jusqu'à une limite devant être déterminée ;

Confirmer et compléter, si c'est nécessaire, le titre du Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles, de la cité de Montréal, jusqu'à une certaine propriété dans la cité de Montréal ;

Ratifier et confirmer le titre du Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, à la propriété mobilière et immobilière, qu'ils possèdent maintenant comme successeurs aux différentes corporations de syndicats d'écoles dissidentes, comme suit :

- (1). Ville Saint-Louis. Annexé le 1er juillet 1910, en vertu des termes de la loi du Parlement 1 George V, chapitre 23 ;
- (2). Côte des Neiges. Annexé le 1er juillet 1911, en vertu des termes d'un ordre en conseil passé le 2 juin 1911 ;
- (3). Delorimier. Annexé le 1er juillet 1911, en vertu des termes d'une loi du Parlement 1 George V, chapitre 23 ;
- (4). Côte de la Visitation. Annexé le 1er juillet 1911, en vertu des termes de la loi du Parlement 1 George V, chapitre 28 (2ème session) ;
- (5). Saint-Laurent. Annexé le 1er juillet 1913, en vertu des termes de la loi du Parlement 3 George V, chapitre 29 ;
- (6). Parc Amherst. Annexé le 1er juillet 1913, en vertu des termes de la loi du Parlement 3 George V, chapitre 29 ;

Pourvu en général que sur l'annexion au territoire du Bureau par loi du Parlement ou par ordre en conseil, du territoire de tout bureau de syndicats d'écoles dissidentes, la propriété mobilière et immobilière de tels syndicats d'écoles dissidentes, sera dévolue au Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal ;

Amender la loi 32 Victoria, chapitre 16, section 33, en remplaçant la dite section de manière que des meilleures dispositions soient faites pour la perception et collection de la liste mutuelle des taxes scolaires sur la propriété de corporations ou autres y contribuant, et situées dans les limites de la cité de Montréal ;

Pour la division et paiement de la dite liste mutuelle des taxes scolaires en quartiers étant le territoire en commun du Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal et la Commission scolaire catholique de Montréal ;

Pour la division et le paiement des produits des axes prélevés sur la liste numéro trois (3) dans ces quartiers ou parties de quartiers dans la cité de Montréal, autres que ceux se rapportant à dans le paragraphe précédent, et le paiement des actions respectives des dits produits au Bureau Protestant des Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal, et Bureaux scolaires de d'autre cité.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,

Solliciteurs pour le Bureau Protestant des
Commissaires d'Écoles de la cité de Montréal.
Montréal, 15 octobre 1913. 4141

Public notice is hereby given that the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, will at the next session of the Legislature of the province of Quebec, make application for the passing of an act, for the following purposes :

To increase the borrowing powers of the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, to a limit to be determined ;

To confirm and perfect, if necessary, the title of the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal to certain property in the city of Montreal ;

To ratify and confirm the title of the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal to the property moveable and immoveable, which it now holds as successor to the various bodies of dissentient school trustees, as follows :

- (1). Ville Saint Louis. Annexed as at 1st July, 1910, under the terms of the Act of Parliament 1 Geo. V, chapter 23.
- (2). Côte des Neiges. Annexed as at 1st July, 1911, under the terms of an order-in-council passed 2nd June, 1911.
- (3). Delorimier. Annexed as at 1st July, 1911, under the terms of the Act of Parliament 1 George V, chapter 23.
- (4). Côte de la Visitation. Annexed as at 1st July, 1911, under the terms of the Act of Parliament 1 George V, chapter 28 (2nd session)
- (5). Saint Laurent. Annexed as at 1st July, 1913, under the terms of the Act of Parliament, 3 George V, chapter 29.
- (6). Amherst Park. Annexed as at 1st July, 1913, under the terms of the Act of Parliament, 3 George V, chapter 29.

To provide generally that upon the annexation to the territory of Board by Act of Parliament or by order-in-council, of the territory of any Board of dissentient school trustees, the property moveable and immoveable of such dissentient school trustees, shall become vested in the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal

To amend the Act 32 Victoria, chapter 16, section 33, by replacing the said section so that better provision may be made for the levying and collection of the mutual panel school taxes upon the property of corporations or others contributing thereto and situated within the limits of the city of Montreal.

For the division and payment of the said mutual panel school taxes in wards being the common territory of the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal and the Catholic School Commission of Montreal.

For the division and payment of the proceeds of the taxes levied on panel number three (3) in those wards or parts of wards in the city of Montreal, other than those referred to in the preceding paragraph, and the payment of the respective shares of the said proceeds to the Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal, and other city School Boards.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS
& LANGUEDOC,

Solicitors for Protestant Board of School
Commissioners of the city of Montreal.
Montreal, 15th October, 1913. 4142

Avis est par le présent donné par la Ville de Montmagny que la dite ville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'un bill amendement et refondant en entier la charte actuelle de la dite ville (46 Victoria, ch. 84) décrétant entre autres choses que la dite ville sera régie par la Loi des Cités et Villes telle qu'est dictée dans les Statuts Refondus de 1909, modifiant et changeant le territoire actuel de la dite ville de façon à le limiter au

Public notice is hereby given by the town of Montmagny that the said town will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session to have a bill passed amending and refunding the entire present charter of the town of Montmagny (46 Victoria, ch. 84) enacting among other things that the said town shall henceforth be governed by the "Cities and Towns Act" as contained in the Revised Statutes of 1909, modifying and changing the actual territory of the said town in

sud aux terrains occupés par la voie du chemin de fer Intercolonial inclusivement et à l'ouest au lot numéro 139 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas, étant la terre occupée par Alexandre Talbot, exclusivement, et à une ligne droite depuis la dite terre jusqu'à la voie Intercolonial, conservant les limites actuelles au nord et à l'est, déclarant que tous les immeubles contenues dans les limites ci-dessus spécifiées feront partie de la dite ville, et accordant certains pouvoirs additionnels.

GAGNE & GAGNE,
Procureurs de la ville de Montmagny.
Montmagny, 15 octobre 1913. 4089

Avis public est par les présentes donné que le "Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse Saint George" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte, telle qu'octroyée par la loi 3 George V, chapitre 113, de manière à être autorisé à emprunter une somme additionnelle de \$50 000.00, et pour autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Avocats du requérant.
Montréal, 20 octobre 1913. 4187

Les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Clément s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi de cette province, 2 Geo. V, chap. 124, et obtenir l'autorisation d'emprunter \$215,000.00, au lieu de \$150,000.00, pour consolider la dette de la fabrique et payer le coût de l'agrandissement de l'église paroissiale. Ils demanderont aussi qu'il leur soit permis d'emprunter sur simples billets, en attendant que le marché s'améliore, et de payer les intérêts à même les sommes empruntées jusqu'à l'entrée en vigueur de l'acte de cotisation qu'ils feront au commencement de l'année 1914, et que les emprunts et les paiements d'intérêts qu'ils ont ainsi faits soient ratifiés en tant que besoin peut être.

TAILLON, BONIN, MORIN,
& LARAMEE,
4193 Procureurs de la fabrique.

LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
ROBERVAL ET SAGUENAY.

Avis public est par les présentes donné par la Compagnie du Chemin de Fer Roberval et Saguenay, incorporée par le statut de Québec, 1 Georges V, (deuxième session, 1911), chapitre 84, tel qu'amendé par le statut 3 Georges V, chapitre 84, (1912), qu'elle présentera à la législature de Québec, à sa prochaine session, un bill amendement de nouveau sa charte et lui accordant les pouvoirs additionnels suivants, savoir :

(a) De construire une voie ferrée d'une longueur de deux cent vingt cinq milles au plus, reliant un point quelconque du chemin de fer de la Baie des Ha! Ha! à la rivière Saint-Maurice, ou à l'un quelconque de ses tributaires, en passant par les endroits qui seront jugés les plus avantageux vers la hauteur des terres.

(b) Une prolongation de deux ans des délais accordés par les statuts précités pour le commencement et la fin de ses travaux de construction, tant ceux déjà autorisés que ceux qui le seront par la suite.

(c) De continuer et parfaire dans les délais ci-dessus le ou les réseaux des compagnies de chemin de fer dont elle aura acquis l'actif.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Procureurs de la Compagnie du Chemin
de Fer Roberval et Saguenay.
Chicoutimi, 14 octobre 1913. 4179

order to confine it towards the south to the land occupied by the Intercolonial Railway inclusively and towards the west to lot number 139 of the official cadastre of the parish of Saint Thomas, being the farm occupied by Alexandre Talbot, exclusively, and to a straight line from the said farm to the Intercolonial Railway, maintaining the same actual limits towards north and east, enacting that all immoveable properties included in limits hereabove mentioned shall be part of said town, and granting additional powers.

GAGNE & GAGNE,
Attorneys for the town of Montmagny.
Montmagny, 15th October, 1913. 4090

Notice public is hereby given that "Le Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la Paroisse de Saint George" will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, in order to obtain a law amending its charter as granted by the act 3 Georges V, chapter 113, so as to be empowered to borrow an additional sum of \$50,000.00, and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for petitioners.
Montreal, 20th October, 1913. 4188

The curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint Clement will apply to the Legislature of Québec, at its next session, to amend the law of this province, 2 Geo. V, chap. 124, and to be authorized to borrow \$215,000.00 instead of \$150,000.00, to consolidate the debt of the fabrique and pay the cost of enlargement of the parochial church. They will also ask the authorization to borrow on promissory notes until such time as the money market improves and to pay the interest out of the sums thus borrowed pending the coming into force of the act of assessment which they will draw up in the beginning of the year 1914, and that the loans and payments of interest so made be ratified in so far as may be necessary.

TAILLON, BONIN, MORIN
& LARAMEE,
4194 Attorneys for the fabrique.

ROBERVAL AND SAGUENAY RAILWAY
COMPANY.

Public notice is hereby given by the Roberval and Saguenay Railway Company, incorporated by the Quebec Act 1 George V (second session), chapter 84, as amended by the Act 3 Georges V, (1912), chapter 84, that it will present to the Legislature of Québec, at its next session, a bill to amend its charter and granting it the following additional powers, to wit :

(a) Power to build a railway of a length of two hundred and twenty five miles and over, connecting some point on the Ha! Ha! Bay railway with the river Saint Maurice, or one of its tributaries, passing by such places on the height of land as may be deemed most advantageous ;

(b) A two years extension of the delays granted by the aforesaid acts for beginning and finishing its construction work, both that already authorized and that which have been so hereafter ;

(c) Power to continue and complete within the aforesaid delays, the branch or branches of the railway companies whose assets it may have acquired.

LAPOINTE & LANGLAIS,
Attorneys for the Roberval and
Saguenay Railway Company.
Chicoutimi, 14th October, 1913. 4180

**LA COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE
LA BAIE DES HA ! HA !**

Avis public est par les présentes donné que la Compagnie du Chemin de Fer de la Baie des Ha ! Ha !, incorporée par le statut de Québec, 8 Édouard VII, chapitre 107, (1908) présentera à la législature de Québec, à sa prochaine session, un bill amendant sa charte de façon à lui accorder un délai additionnel de deux ans, à partir du 25 avril 1913, pour compléter les travaux qu'elle est autorisée de faire.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Procureurs de la Compagnie du Chemin
de Fer de la Baie des Ha ! Ha !

Chicoutimi, 14 octobre 1913. 4177

Avis public est par le présent donné que "The Magdalen River Valley Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendant sa charte et autorisant la construction du dit chemin de fer commençant en l'année 1915 et devant être complété en l'année 1918, et pour autres fins.

FERGUS MURPHY.

Procureur de The Magdalen River
Valley Railway Co.

Québec, 21 Octobre 1913. 4185

Avis est par les présentes donné que Joseph Demers, Amédée Lemire, L. E. Lortie, Napoléon Messier, Gustave des Trois Maisons, P. Brisson, J. A. Vallancourt, Omer Carrières, Prosper Charlebois, C. Fabien Vinet, A. Lapierre, E. F. Gariépy, Théodule Amyot, Joseph Caumartin, Hercule Gélinas, F. Dugal et autres, tous citoyens, propriétaires résidents de la municipalité du village du Sault-au-Récollet, s'adresseront à la législature, à sa prochaine session pour obtenir :

(A) Une loi constituant en municipalité de village sous le nom de "Terrasse des Villas" toute cette partie du territoire comprise dans les limites de la dite municipalité du village du Sault-au-Récollet, borné à l'ouest par la rue Saint-Charles de la cité de Montréal, au sud par la partie du No 332, du cadastre officiel de la cité de Montréal ; à l'est par les numéros 204-207 du cadastre officiel de la municipalité du village du Sault-au-Récollet ; au nord par la Rivière des Prairies ;

(B) Pour rendre non applicable les articles 495, 496, 497, 498, 977 et 978 du code municipal concernant les dettes, les emprunts à faire pour établir, construire, maintenir, entretenir et améliorer le système d'aqueduc à être établi, les canaux d'égoût à être faits et pour établir et construire des trottoirs permanents, macadamiser et paver les rues à être faites par la corporation dans les limites de la municipalité ; construire un poste de police et de pompiers et le pouvoir d'appareils à incendie. Le droit d'exproprier, acheter de gré à gré, ouvrir toutes rues, ruelles et d'emprunter toutes sommes nécessaires à ces fins.

J. A. E. GRAVEL,

Procureur des requérants.

Montréal, 16 octobre 1913. 4209

Avis public est par les présentes donné que "La Corporation de la Ville de la Pointe-aux-Tremblés" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale amendant sa charte, confirmant et ratifiant certains contrats, marchés et règlements, et à l'effet de pouvoir continuer avec certains pouvoirs spéciaux la construction et la prolongation de son système d'égoûts ; de faire le pavage et le macadamisage de ses rues et chemins publics ; de faire des trottoirs permanents ; de re-

HA ! HA ! BAY RAILWAY COMPANY

Public notice is hereby given that the Ha ! Ha ! Railway Company, incorporated by the Quebec Act, 8 Edward VII, chapter 107, (1908), will present to the Legislature of Quebec, at its next session, a bill to amend its charter so as to grant it an additional delay of two years from the 25th April, 1913, to complete the work it is authorized to do.

LAPOINTE & LANGLAIS,

Attorneys for the Ha ! Ha !
Railway Company.

Chicoutimi, 14th October, 1913. 4178

Public notice is hereby given by the Magdalen River Valley Railway Company that it will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act amending its charter and authorizing the construction of the said railway beginning in the year 1915 and to be completed in the year 1918, and for other purposes.

FERGUS MURPHY.

Attorney for Magdalen River
Valley Railway Co.

Quebec, 21st October, 1913. 4186

Public notice is hereby given that, Joseph Demers, Amédée Lemire, L. E. Lortie, Napoléon Messier, Gustave des Trois Maisons, P. Brisson, J. A. Vallancourt, Omer Carrières, Prosper Charlebois, C. Fabien Vinet, A. Lapierre, E. F. Gariépy, Théodule Amyot, Joseph Caumartin, Hercule Gélinas, F. Dugal and others, all citizen and proprietors residing in the municipality of the village of Sault-au-Récollet, will apply to the Legislature, at the next session thereof, for the following :

(A) The passing of an act constituting a village municipality under the name of "Terrasse des Villas" all that part of the territory comprised within the limits of the said municipality of the Village of Sault-au-Récollet, bounded on the west by Saint-Charles street of the city of Montreal ; on the south by part of lot No 332 of the official cadastre of the city of Montreal ; on the east by the numbers 204-207 of the official cadastre of the municipality of the Village of Sault-au-Récollet, on the north by River des Prairies ;

(B) To obtain an exemption from the provisions of articles 495, 496, 497, 498, 977 and 978 of the municipal code respecting debts, loans for establishing, constructing, maintaining, keeping in repair and improving the waterworks to be established, the sewers to be laid and for establishing and constructing permanent sidewalks, macadamizing and paving the streets to be made by the corporation within the limits of the municipality ; to construct a police and fire station and equip it with fire apparatuses. The right to expropriate, purchase by mutual agreement, open any streets, lanes and to borrow any monies necessary for such purposes.

J. A. E. GRAVEL,

Attorney for the petitioners.

Montreal, 16th October, 1913. 4210

Notice public is hereby given that "La Corporation de la Ville de la Pointe-aux-Tremblés, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law amending its charter confirming and ratifying certain contracts, agreements and by-laws and granting to it the authority to continue, with certain special powers, the construction and the extension of its sewer-system ; to pave and macadamize its streets and public roads ; to construct permanent side-walk ; to straighten and widen cer-

dresser et d'élargir certaines rues et d'exproprier le terrain nécessaire, comme aussi de ratifier certains règlements et contrats faits et passés, à ce sujet; de pourvoir à l'entretien de la rue Notre-Dame, à travers le territoire de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles et de répartir les obligations de la ville et de la paroisse, à cet effet; d'accorder sur cette rue tous droits de passage et franchises nécessaires pour y prolonger les voies ferrées de toutes compagnies de tramways et passer et faire tous règlements, contrats et engagements s'y rapportant; d'emprunter pour les travaux et objets ci-dessus mentionnés et autres, une somme de \$300,000.00; de restreindre, abroger, modifier et amender, en autant que la dite corporation est concernée, certaines dispositions de la "Loi des Cités et Villes"; de régir les avis de convocation des assemblées du Conseil, et pour autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Avocats de la requérante.
Montréal, 21 octobre 1913. 4189

Avis public est par les présentes donné que "La Corporation du Village de Saint-Michel de Laval", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi permettant l'application à cette corporation, avec restrictions et modifications dans certains cas, de certaines dispositions de la loi des cités et villes; lui octroyant le pouvoir de faire chaque année un rôle d'évaluation et aussi certains pouvoirs spéciaux pour construire un système d'égouts et un système d'aqueduc; faire des trottoirs et pavages permanents, exproprier certaines propriétés pour l'élargissement et le redressement des chemins appelés "Côte Saint-Michel" et "Montée Saint-Michel", dans les limites de la dite municipalité, emprunter une somme de deniers n'excédant pas \$300,000.00 afin d'exécuter les travaux susdits et autres travaux municipaux, pourvoir à l'établissement des systèmes d'éclairage et de tramways, dans ses limites, et passer, consentir et adopter tous contrats, actes de franchise, marchés, conventions et règlements jugés nécessaires à cette fin avec pouvoir d'accorder une exemption de taxes complète ou partielle; passer, consentir et adopter avec la cité de Montréal et les autres municipalités adjacentes tous contrats, marchés, actes d'accord, conventions et règlements en rapport avec la confection ou l'entretien de chemins, rues et ruelles, totalement ou partiellement limitrophes, ainsi qu'à la jonction et à la mise en commun des systèmes d'éclairage, d'aqueduc et d'égouts et autres services publics; ratifier un règlement de licences pour la vente des liqueurs spiritueuses, dans les limites de la dite municipalité; ratifiant et confirmant de façon à ce qu'il soit obligatoire pour toutes les parties et plan de la municipalité, fait et préparé par F. C. Laberge, arpenteur-géomètre et pour autres fins.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Avocats de la requérante.
Montréal, 20 octobre 1913 4191

AVIS

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

Autonomie municipale; finances; robinets d'arrêt pour tuyaux à gaz; vente d'objets volés et non réclamés; rues et ruelles privées ou projetées, prise de possession; taxes, imposition de taxes sur personnes qui occupent immeubles appartenant à Sa Majesté; titres de propriétés acquises par la Cité par expropria-

tain streets, and expropriate the land required, and also, to ratify certain by-laws and contracts adopted and passed, in relation thereto; to provide to the maintenance of Notre Dame street, through the territory of the parish of la Pointe-aux-Trembles, and to apportion between the town and the parish of la Pointe-aux-Trembles, the obligations arising therefrom; to grant upon said street any rights of way and franchises necessary for the extension thereon of the railroad of any tramway company, and to adopt and pass any by-laws, contracts and agreements, in connection with same; to borrow for the works and objects above mentioned and others a sum of \$300,000.00; to restrict, abrogate, modify and amend, in regard to said corporation, certain provisions of the "Cities and Towns Act"; to regulate the notices of convocation of the meetings of its Council and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Attorney for the petitioners.
Montreal, 21st October, 1913. 4190

Notice public is hereby given that "La Corporation du Village de Saint-Michel de Laval", will apply to the Legislature of the province of Québec, in order to obtain a law providing for the application to said corporation, with restrictions and modifications, in certain cases, of certain provisions of the "Cities and Towns Act"; granting to its the power to enact each year a valuation roll and also certain special powers, in connection with the construction of a sewer system, of an aqueduct, and of permanent side-walks and pavements, the expropriation of certain properties for the purpose of enlarging and straightening the roads called "Côte Saint-Michel" and "Montée Saint-Michel", within the limits of said municipality, the borrowing of a sum not exceeding \$30,000.00, in order to execute the above works and other municipal works, the establishment of a system of lighting and tramways, within its limits, with power to pass, agree upon and adopt any contracts, franchise deeds, covenants, conventions and by-laws, that may be deemed necessary to that end, including the power to grant a complete or partial exemption of taxes; empowering also said corporation to pass, agree upon and adopt with the city of Montreal and other adjoining municipalities any contracts, covenants, deeds of agreement, conventions and by-laws, relating to the construction or maintenance of certain roads, streets and lanes, running totally or partially on the boundary lines of said corporation, and to the joining and amalgamating together of the systems of lighting, aqueduct and sewers and of other public services; ratifying a by-law on licenses, for the sale of spirituous liquors, within the limits of said municipality, ratifying and conforming, so that it may become binding upon all parties, the plan of the municipality, made and prepared by F. C. Laberge, civil-engineer and surveyor, and for other purposes.

PELLETIER, BEAULIEU & MERCIER,
Attorney for the petitioner.
Montreal, 12th October, 1913. 4192

NOTICE

The city of Montreal gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Municipal autonomy; finances; stop cocks for gas pipes; sale of stolen and unclaimed articles; private or projected streets and lanes, taking of possession; taxes, levying of taxes on persons occupying properties owned by His Majesty; titles of properties acquired by the city by expropriation; preparation of

tion; préparation de rôles; vente d'immeubles pour taxes; personnes tenues au paiement des taxes; paiement de taxes spéciales foncières par versements; permis et licences; cessons et ouvertures de rues, homologation de plans; achat de matériaux et contrats pour plus d'un an; droit pour les échevins de vendre des immeubles requis pour rues; réclamation contre la cité faite par des échevins; amendement à l'article 338 de la charte au sujet de la déqualification des échevins et des commissaires; augmentation du fonds de roulement; aqueduc, administration; boulevards de l'aqueduc, pouvoir d'exproprier terrain requis, répartition du coût et rectification de la résolution adoptée par le conseil à ce sujet; annexion de certains territoires; acceptation et ouverture de rues ayant moins de 66 pieds de largeur; taxes sur les camions automobiles; fermeture de rues; vente de terrains de rues; application des dispositions des articles 421 et suivants de la charte quant à la procédure seulement, aux expropriations spéciales autorisées par la charte; avis de poursuite contre la cité pour dommages; responsabilité de la cité dans le cas d'actions en dommages; autorisation de prendre sur fonds d'emprunt un certain montant pour commission métropolitaine des parcs; amendement au préambule de l'article 10 de 1 Geo. V, chap. 48, quant à l'élection des commissaires; ratification de certaines ventes et cessons à la cité de Montréal, (a) par la Westlea Realty Company, (b) par la Mount-Royal Plateau Co. Limited, (c) par la City Realty Investing Co. Limited; pouvoir du bureau des commissaires de tenir des enquêtes; définition du mot ententeur; fils électriques des édifices à être reliés avec conduits souterrains; ratification de règlement; pavages permanents; abrogation des lois régissant la ci-devant ville Saint-Louis.

Montréal, 18 octobre 1913.

4195

ERRATUM

Au bas de la page 2163 de la "Gazette Officielle" du dix-huit octobre 1913, au commencement des lettres patentes de la compagnie "City and District Land and Investment Company", Nos. 4127-28 lisez en date du dixième jour d'octobre au lieu du cinquième.

4211

Avis Divers

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Clet" dans le comté de Soulanges, s'est conformée aux dispositions de la loi des assurances de Québec, et que 65 souscripteurs ayant signé leurs noms sur le livre de souscriptions pour la somme de \$110,000.00, est constituée en corps politique et incorporée en vertu des articles 6886 et suivants du sous paragraphe 2, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des statuts refondus de la province de Québec, 1909.

Donné conformément à l'article 6889 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à Saint-Clet, ce seizième jour d'octobre mil neuf cent treize.

LUDGER BOURBONNAIS,
Président.

H. W. BESNER,

Secrétaire.

4163

rolls; sale of immoveables for taxes; persons held to pay taxes; payment of special assessments by instalments; permits and licenses; cession and opening of streets; homologation of plans; purchase of materials and contracts for more than one year; right for the aldermen to sell immoveables required for streets; claims against the city made by alderman; amendment to article 338 of the charter concerning the disqualification of aldermen and commissioners; increase of the working capital; aqueduct, administration; boulevards along the aqueduct, power to expropriate the land required, apportionment of the cost thereof and ratification of the resolution adopted by the council in this connection; annexation of certain territories; acceptance and opening of streets less than 66 feet wide; taxes on motor trucks; closing of streets; sale of street lands; application of the provision of articles 421 and following of the charter, as to the procedure only, to the special expropriations authorized by the charter; notice of suits against the city for damages; responsibility of the city in the case of actions for damages; authorization to take out of the loan fund a certain amount for the Metropolitan Parks Commission; amendment to the preamble of art. 10 of the act 1, Geo. V, chap. 48, as regards the election of the Commissioner; ratification of certain sales and cessons to the city of Montreal; (a) by the Westlea Realty Company; (b) by the Mount Royal Plateau Company Limited; (c) by the City Realty Investing Company Limited; power of the Board of Commissioners to hold investigations; definition of the word "auctioneer"; wiring of buildings to connect with the underground conduits; ratification of by-laws; permanent pavements; repeal of laws governing the former town of Saint Louis.

Montreal, 18th October, 1913.

4196

ERRATUM.

At the bottom of page 2163 of the "Official Gazette" of the eighteenth October, 1913, at the beginning of the letters patent of the "City and District Land Investment Company", Nos. 4127-28, replace the fifth day of October by the tenth of October."

4212

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that "The Mutual Fire Insurance Company of the parish of Saint-Clet", in the county of Soulanges, having complied with the provisions of the Quebec Insurance Act, and sixty five subscribers having signed their names in the subscription book to the amount of \$110,000.00, is constituted a body politic and corporate in virtue of sub-paragraph 2, paragraph 6, section XXII, chapter III, title XI, of the revised statutes of the province of Quebec, 1909.

Given pursuant to article 6889 of the revised statutes of the province of Quebec, 1909, at Saint Clet, this sixteenth day of October, nineteen hundred and thirteen.

LUDGER BOURBONNAIS,
President.

H. W. BESNER,

Secretary.

4164

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Albina Wroblewska, épouse commune en biens
 de Serby Kyzniak, journalier, tous deux des
 cité et district de Montréal, dûment autorisée
 à "ester en justice" en séparation de biens,
 "in forma pauperis", Demanderesse ;

vs
 Le dit Serby Kyzniak, journalier, du même
 lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été ins-
 tituée ce jour par la demanderesse contre le
 défendeur.

J. WILFRID PILON,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 29 septembre 1913. 4173

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
 No 3626.

Dame Malvina Renaud, de la ville de Bucking-
 ham, district d'Ottawa, dûment autorisée à ester
 en justice, a, ce jour, institué une action en sépa-
 ration de biens contre son mari, Ferdinand
 Blais, du même lieu, ouvrier.

J. TALBOT,
 Procureur de la demanderesse.
 Hull, 14 octobre 1913. 4095

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 3105.

Dame Marie Rainville, épouse commune en biens
 de Joseph Voyer, journalier, tous deux des cité et
 district de Montréal, et dûment autorisée à ester
 en justice, Demanderesse ; vs le dit Joseph Voyer,
 Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée
 en cette cause, ce premier octobre mil neuf cent
 treize.

C. A. ARCHAMBAULT,
 Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 1er octobre 1913. 3889.3

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure*
 No 5529.

Dame Hortense Martel, épouse de Ludger Senne-
 ville, de Baieville, district de Richelieu, dûment
 autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Ludger Senneville, ci-devant de la Baie-du-Febvre,
 district de Richelieu, maintenant en pays in-
 connu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée
 ce jour, en cette cause.

LANCOTOT & MAGNAN,
 Avocats de la demanderesse.
 Sorel, 22 septembre 1913. 3817.3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 4275.

Dame Bibienne Dulude, de la cité et du district de
 Montréal, épouse commune en biens de Amédée
 Chabot, commerçant, du même lieu, dûment
 autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Amédée Chabot, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été intentée
 contre le défendeur, le troisième jour d'octobre
 1913.

PELLETIER, LETOURNEAU,
 BEAULIEU & MERCIER,
 Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 15 octobre 1913. 4109

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Albina Wroblewska, wife common as to prop-
 erty to Serby Kyzniak, laborer, both of the
 city and district of Montreal, duly authorized
 to "ester en justice" in separation as to
 property, "in forma pauperis", Plaintiff ;

vs
 The said Serby Kyzniak, laborer, of the same
 place, Defendant.
 An action in separation as to property has
 been taken this day by the plaintiff against
 the defendant.

J. WILFRID PILON,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 29th September, 1913. 4174

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No. 3626.

Dame Malvina Renaud, of the town of Bucking-
 ham, district of Ottawa, duly authorized to appear
 in justice, has, this day, instituted an action for
 separation as to property against her husband,
 Ferdinand Blais, of the same place, workman.

J. TALBOT,
 Attorney for Plaintiff.
 Hull, 14th October, 1913. 4096

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 3105

Dame Marie Rainville, wife common as to pro-
 perty of Joseph Voyer, laborer, both of the city
 and district of Montreal, and duly authorized to
 "ester en justice", Plaintiff ; vs the said Joseph
 Voyer, Defendant.

An action for separation as to property has been
 instituted in this case, on the first day of October,
 1913.

C. A. ARCHAMBAULT,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 1st October, 1913. 3890

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No. 5529.

Dame Hortense Martel, wife authorized to ester the
 present suit, said district, Plaintiff ;

vs
 Ludger Senneville, of unknown country,
 Defendant.

An action for separation as to property has been
 instituted this day.

LANCOTOT & MAGNAN,
 Attorneys for plaintiff.
 Sorel, 22nd September, 1913. 3818

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 4275.

Mrs. Bibienne Dulude, of the city and district of
 Montreal, wife common as to property of Amédée
 Chabot, trader, of the same place, duly authorized
 "à ester en justice", Plaintiff ;

vs
 The said Amédée Talbot, Defendant.
 An action for separation as to property, has been
 taken, on the 3rd of October, 1913.

PELLETIER, LETOURNEAU,
 BEAULIEU & MERCIER,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 15th October, 1913. 4110

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure*
District de Québec. }
No 1649.

Dame Georgienna Bolduc, épouse commune en biens de Olivier Portugais, tous deux de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Olivier Portugais, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette affaire, ce jour.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 1er octobre 1913. 3843-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4073.

Florence Massy, de la ville de Verdun, district de Montréal, épouse de Ovila Aubertin, entrepreneur plâtrier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Le dit Ovila Aubertin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19e jour de septembre 1913.

DESCARRIES & DESCARRIES,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 23 septembre 1913. 3731.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3060.

Dame Céline Albina Cholette, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Beaudreault, courtier, de la cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Jean-Baptiste Beaudreault, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23e jour de septembre 1913.

ARTHUR YVON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 30 septembre 1913. 3867.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2843

Dame Anna Perrault, épouse commune en biens de Evangiliste Marleau, sculpteur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs le dit Evangiliste Marleau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 24^{ème} jour d'avril 1913.

L. J. LEFEBVRE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 16 octobre 1913. 4143

Province de Québec.

MUNICIPALITE DU COMTE DE BELLECHASSE.

A une session générale du conseil municipal du comté de Bellechasse, tenue à Saint-Raphaël, dans ce comté, mercredi, le onzième jour du mois de juin 1913, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec, à laquelle session sont présents : M. François Bolduc, préfet, maire de Saint-Raphaël, Messieurs les conseillers Protais Isabel, maire de Saint-Cajetan, Arthur Lamontagne, maire de Saint-Néré, Joseph Boutin, maire de Buckland, Louis Breton, maire de Saint-Michel, Hildevert Furois, maire de La Durantaye, Joseph Leclerc, maire de Saint-Charles, Jules Fradette, maire de Saint-Damien, Joseph Labrecque, maire de Beaumont, Murdock McKenzie, maire de Saint-Gervais, formant quorum.

M. Louis Breton propose, secondé par M. Hildebert Furoy, et il est résolu :

Attendu que le conseil municipal de la paroisse

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Quebec. }
No. 1649.

Dame Georgienna Bolduc, wife common as to property of Olivier Portugais, both of the city of Québec, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ; vs the said Olivier Portugais, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this case, this day.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 1st October, 1913. 3844

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 4073.

Florence Massy, of the town of Verdun, district of Montreal, wife of Ovila Aubertin, plasterer, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ; vs The said Ovila Aubertin, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 19th September, 1913.

DESCARRIES & DESCARRIES,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 23rd September, 1913. 3732

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3060.

Dame Céline Albina Cholette, wife common as to property of Jean-Baptiste Beaudreault, broker, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Jean-Baptiste Beaudreault, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 23rd day of September, 1913.

ARTHUR YVON,
Attorney for the plaintiff.
Montreal, 30th September, 1913. 3868

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2843

Dame Anna Perrault, wife common as to property of Evangiliste Marleau, of the city of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff vs the said Evangiliste Marleau, of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this 24th April, 1913, in this case.

L. J. LEFEBVRE,
Attorney of Plaintiff.
Montreal, 16th October, 1913. 4144

Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF BELLECHASSE.

At a general session of the municipal council of the county of Bellechasse, held at Saint Raphael, in the said county, on Wednesday, the eleventh day of the month of June, 1913, in accordance with the provisions of the municipal code of the province of Quebec, at which session, were present : warden François Bolduc, mayor, of Saint Raphael, councillors Protais Isabel, mayor of Saint-Cajetan, Arthur Lamontagne, mayor of Saint-Néré, Joseph Boutin, mayor of Buckland, Louis Breton, mayor of Saint-Michel, Hildevert Furois, mayor of La Durantaye, Joseph Leclerc mayor of Saint-Charles, Jules Fradette, mayor of Saint-Damien, Joseph Labrecque, mayor of Beaumont, Murdock McKenzie, mayor of Saint-Gervais, forming a quorum.

Moved by Mr. Louis Breton, seconded by Mr. Hildevert Furois, and resolved :

Whereas the municipal council of La Durantaye,

de Saint-Gabriel de La Durantaye, a déjà fait des instances auprès du gouvernement pour faire changer le nom de leur municipalité en y retranchant le nom "Saint-Gabriel", vu qu'il se trouve plusieurs municipalités de ce nom dans la province de Québec, nous demandons qu'à l'avenir la municipalité de Saint-Gabriel de La Durantaye soit changé officiellement, nommée et connue sous le nom de "Municipalité de la paroisse La Durantaye", pour toutes fins municipales et civiles.

Que copie de la présente résolution soit transmise au secrétaire de la province, pour que ce changement soit fait. Adopté.

FRANÇOIS BOLDUC, Préfet.

A. GAGNON, secrétaire-trésorier.

Vraie copie, ce 11 juin 1913.

A. GAGNON,

Secrétaire-trésorier.

4047

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 180.

Dans l'affaire de William B. Frost, boulanger, Stanstead, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que le 16e jour d'octobre 1913, le dit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François.

WILLIAM M. PIKE,
Gardien provisoire.

Rock Island, Qué.

4167

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure*
No 4.

Dans l'affaire de C. & M. Rahal, Saint-Jean, Qué., Faillis.

Avis est par le présent donné que, le dix-septième jour d'octobre 1913, par ordre de la cour supérieure, le soussigné a été nommé curateur des biens des susdits faillis.

Les réclamations assermentées doivent être déposées entre mes mains sous trente (30) jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
Curateur.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu.
No 3, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 17 octobre 1913.

4169

District de Gaspé.

Dans l'affaire de feu Robert Ste. Croix, l'Anse à Brillant.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 octobre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie.
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 22 octobre 1913.

4227

District de Chicoutimi.

In re J. E. Bordesau, Jonquières, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 17 octobre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre

has already petitioned the government for the changing of the name of their municipality by leaving out the word "Saint Gabriel", seeing that several municipalities in the province of Quebec, bear the same name, we pray that henceforth the "Municipality of Saint Gabriel de La Durantaye", be changed officially, named and known for all municipal purposes under the name of "Municipality of the parish of La Durantaye", for all municipal and civil purposes.

That a copy of the present resolution be transmitted to the provincial secretary, so that the change be made. Carried.

FRANÇOIS BOLDUC, warden.

A. GAGNON, secretary treasurer.

True copy, this 11th June, 1913,

A. GAGNON,

Secretary treasurer,

4048

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 180.

In the matter of William B. Frost, baker, Stanstead, Que. Insolvent.

Notice is hereby that on the 16th of October, 1913, the said Insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Saint Francis.

WILLIAM M. PIKE,
Provisional Guardian.

Rock Island, Que.

4168

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 4.

In the matter of C. & M. Rahal, Saint-Johns, Que. Insolvents.

Notice is hereby given that by an order of the superior court dated, the seventeenth day of October, 1913, the undersigned has been named curator to the estate of the above named insolvents.

Sworn claims must be filed in my hands within thirty (30) days from date.

J. G. DUHAMEL,
Curator.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame St. East.
Montreal, 17th October, 1913.

4170

District of Gaspé.

In the matter of late Robert Ste. Croix, l'Anse à Brillant.

In virtue of an order of the court, dated 18th of October, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street.
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd October, 1913.

4228

District of Chicoutimi.

In re J. E. Bordesau, Jonquières, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 17th October, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are

cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 22 octobre 1913. 4229

District de Québec.

M. Olivier Portugais, cidevant de la cité de Québec, et maintenant des lieux inconnus, manufacturier, faisant affaires sous les nom et raison de "Quebec Wool & Mattress Mfg. Co., Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 22 octobre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 22 octobre 1913. 4223

District de Québec.

Nachman Bergman, de Saint-Romuald, marchand, et Nachman Bergman, de Saint-Romuald, et Joseph Bergman, de Jonquières, marchand, et faisant affaires à Jonquières, sous la raison sociale de N. Bergman & Son, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 22 octobre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 22 octobre 1913. 4225

District de Rimouski.

Dans l'affaire de Joseph Rioux, Causaspascal, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 octobre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 22 octobre 1913. 4233

District de Saguenay.

Jos. Warren & Cie, Pointe au Pic, comté Charlevoix, marchands, ont, le 15 octobre 1913, fait cession judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saguenay, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 22 octobre 1913. 4221

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 190.

Dans l'affaire de Alexandre Beauchamp, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 22^e jour d'octobre 1913, par ordre de la cour supérieure, les soussignés ont été nommés curateurs des biens du susdit failli.

requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd October, 1913. 4230

District of Québec.

Olivier Portugais, heretofore of the city of Québec, and now on part unknown, manufacturer, doing business under the name and style Quebec Wool & Mattress Mfg. Co., Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 22nd October, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd October, 1913. 4224

District of Québec.

Nachman Bergman, of Saint Romuald, merchant, and Nachman Bergman, of Saint Romuald, and Joseph Bergman, of Jonquières, merchant, doing business at Jonquières, under the name and style of N. Bergman & Son, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 22nd October, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd October, 1913. 4226

District of Rimouski.

In the matter of of Joseph Rioux, Causaspascal, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 18th October, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd October, 1913. 4234

District of Saguenay.

Jos Warren & Co., Pointe au Pic, Charlevoix county, merchants, have, on the 15th of October, 1913, made a judicial assignment of their property for the benefit of thier creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Saguenay, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd October, 1913. 4222

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court*
No. 190.

In the matter of Alexandre Beauchamp, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by an order of the superior court, dated the 22nd day of October, 1913, the undersigned have been appointed curators to the estate of the above named insolvent.

Les réclamations assermentées doivent être déposées entre nos mains sous trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 22 octobre 1913. 4255

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 86.

Dans l'affaire de Elie Douville, Montréal.

Failli.

Un premier bordereau de dividende a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15^e jour de novembre 1913, après laquelle date les dividendes seront payable à mon bureau.

J. G. DUHAMEL,
Curateur.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
3, rue Notre Dame Est.
Montréal, 21 octobre 1913. 4257

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 246.

Dans l'affaire de Kosto Pantazi, Montréal

Failli.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable dans notre bureau le ou après le 11^e jour de novembre 1913

W. H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

Chambre 604, 211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 25 octobre 1913. 4249

District de Rimouski.

Dans l'affaire de Adrien St. Pierre, Neigette,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 18 octobre 1913, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 22 octobre 1913. 4231

En Liquidations

Canada,
Province de Québec, }
District de Chicoutimi. }
No 3880.

Dans l'affaire de La Compagnie de Meubles de Jonquière Limitée,
En liquidation.
(D'après la loi des liquidations).

En vertu d'un jugement en cette cause rendu le 26 septembre 1913, les créanciers, actionnaires et contributeurs de la susdite compagnie sont convoqués, au palais de justice, à Chicoutimi, bureau du protonotaire, à dix heures du matin, le 6 novembre 1913, pour donner leur avis sur la nomination d'un liquidateur permanent et d'un ou de plusieurs inspecteurs aux biens de la dite compagnie en liquidation.

J. E. COTE,
Liquidateur provisoire.
Chicoutimi, 30 septembre 1913. 3841.3

Sworn claims must be filed in our hands within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame street East.
Montreal, 22nd October, 1913. 4256

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 86.

In the matter of Elie Douville, Montreal,
Insolvent.

A first dividend has been prepared in this above matter, which will be opened to objection until the 15th day of November, 1913, after which date the dividend will be payable at my office.

J. G. DUHAMEL,
Curator.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
3, Notre Dame street East.
Montreal, 21st October, 1913. 4258

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 246.

In re Kosto Pantazi, Montreal.

Insolvent.

Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend sheet, which will be payable at our office on or after the 11th of November, 1913.

W. H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Joint curators.

Room 604, 211, McGill St. Montreal.
Montreal, 25th October, 1913. 4250

District of Rimouski.

In the matter of Adrien St. Pierre, Neigette,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 18th October, 1913, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 22nd October, 1913. 4232

In Liquidations

Canada,
Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. }
No. 3880.

In the matter of "La Compagnie de Meubles de Jonquière, Limitée",
In liquidation.
(According to Liquidation Law.)

In virtue of a judgment in this case, rendered on the 26th September, 1913, the creditors, shareholders and contributors of the above company are convened in the court house, in Chicoutimi, office of the protonotaire, at ten o'clock a. m., the 6th November, 1913, to give their advice as to the appointment of a permanent liquidator and of one or more inspectors to the assets of the said company in liquidation.

J. E. COTE,
Provisional liquidator.
Chicoutimi, 30th September, 1913. 3842

Province de Québec, }
 District du Saguenay. }
 No. 2065.

Dans l'affaire de East Canada Power & Pulp Co.,
 Limited, En liquidation ;

Boivin & Deschene, et Requéranrs ;

Montreal Trust Company, Liquidateur.

Conformément au jugement rendu par Sa Seigneurie M. le juge Letellier, le 24e jour de septembre 1913, il est ordonné aux créanciers et contributeurs de la dite compagnie de s'assembler au palais de justice, à Saint-Etienne de la Malbaie, devant le protonotaire du dit district, le 28 jour d'octobre 1913, à 2 heures P. M., pour prendre en considération la requête des dits requérants, et aussi pour prendre en considération toute affaire qui peut être mise devant la dite assemblée en rapport à la liquidation des affaires de la dite compagnie.

MONTREAL TRUST COMPANY,
 Liquidateur.

Montréal, 15 octobre 1913. 4175

Province of Quebec, }
 District of Saguenay. }
 No. 2065.

In the matter of East Canada Power & Pulp Coy.
 Limited, In liquidation ;

Boivin & Deschene, and Petitioners ;

Montreal Trust Company, Liquidator.

In conformity with the judgment rendered by His Lordship Mr. justice Letellier, on the 24th day of September, 1913, the creditors and contributors of the said company are ordered to appear at the court house at Saint Etienne de la Malbaie, before the prothonotary of the said district, on the 28th day of October, 1913, at 2 o'clock P. M., to take into consideration the petition of the said petitioners, and also to take into consideration any matter which may be brought before the said meeting with reference to the winding up of the affairs of the said company.

MONTREAL TRUST COMPANY,
 Liquidator.

Montreal, 15th October, 1913. 4176

Ordre de Cour

Province de Québec, }
 District d'Iberville. }
 No 143.

Le 16e jour d'octobre 1913.

La Banque Nationale, Demanderesse ;

L. E. Lortie et al, Défendeurs ;

A. S. Deguire et al, Tiers-saisis.

Sur ordre de Alphonse Morin, protonotaire de la cour supérieure de la province de Québec, pour le district d'Iberville, agissant en vertu de l'article 33 du code de procédure civile, vu l'absence du juge au chef-lieu du dit district, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité du défendeur Edouard Lortie, de la cité et du district de Montréal, les créanciers du dit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour ce district, à Saint-Jean, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la "Gazette Officielle de Québec", conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile.

4197 A. E. L'ECUYER,
 Député protonotaire C. S.

Licitation

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 No 1251.

VENTE PAR LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant es la cité de Montréal dans le district de Montréal, rendu le onzième jour d'octobre mil neuf cent treize.

Dans une cause portant le No 1251 des dossiers de la cour supérieure pour le district de Montréal, et dans laquelle Charles Porteous, commis, de la cité de Montréal, district de Montréal, et Dame Annie Corans, épouse séparée de biens de Richard Gales, commis-voyageur, ci-devant de la cité de Toronto, province d'Ontario, et maintenant de la dite

Order of the Court

Province of Quebec, }
 District of Iberville. }
 No. 143.

The 16th day of October, 1913.

La Banque Nationale, Plaintiff ;

L. E. Lortie et al, Defendants

A. S. Deguire et al, Garnishee.

By an order of Alphonse Morin, prothonotary of the superior court, of the province of Quebec, for the district of Iberville, acting in virtue of article 33, of the code of civil procedure, in the absence of the judge from the chief place of the said district, rendered this day, seeing the allegation of the insolvency of the defendant Edouard Lortie, of the city and district of Montreal, the creditors of the said defendant who have not yet filed their claims, are hereby called upon the file them in this cause, at the office of the prothonotary of the superior court, for the district of Saint Jean, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the "Quebec Official Gazette", in conformity with the provisions of articles 673 and 674, of the code of civil procedure.

4198 A. E. L'ECUYER,
 Deputy prothonotary S. C.

Licitation

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 No. 1251.

SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in the city of Montreal, in the district of Montreal, rendered on the eleventh day of October, one thousand nine hundred and thirteen.

In a cause bearing the number 1251 of the Records of the Superior Court for the district of Montreal, and in which Charles Porteous, clerk, of the city of Montreal, district of Montreal and Dame Annie Corans, wife separated as to property of Richard Gales, merchant traveler, heretofore of the city of Toronto, province of Ontario and now of the said city

city of Montreal, the said Charles Porteous et la dite Dame Annie Corans agissant en leur qualité de légataires bénéficiaires universels de Dame Isabella Linda Pratt et le dit Richard Gales pour autoriser sa dite épouse à ester en justice, sont demandeurs et George Pratt et Placide Daoust, de la cité de Montréal, sont défendeurs, et Henry Thomas Levy, de la dite cité de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Dame Isabella Moir, en son vivant, épouse de Noël Pratt maintenant décédé, et Rodolphe Corriveau, de la dite cité de Montréal, sont mis en cause, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit savoir :

Une propriété située sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, et connue comme étant la partie nord-est du lot de terre désigné sous le numéro soixante-six (66) aux plan et livre de renvoi officiels pour le quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal,— avec les bâtisses sus-érigées et portant les numéros civiques : 84, 86, 88, 92, 94 et 98 de la dite rue Saint-Dominique ; cette propriété contenant quatre-vingt-cinq (85) pieds de front sur soixante (60) pieds de profondeur, sans mesure précise, le tout plus ou moins, et bornée en front par la dite rue Saint-Dominique, en arrière par le résidu du dit lot No soixante-six (66) du cadastre du dit quartier Saint-Louis, tel résidu appartenant à la succession de feu Victor Beaudry,—d'un côté par une partie du lot numéro soixante-cinq (65) du cadastre du dit quartier Saint-Louis et de l'autre côté par une partie du lot numéro soixante-sept (67) du dit quartier Saint-Louis ; cette propriété étant traversée par un passage commun, partant en arrière du résidu du dit lot numéro soixante-six (66) appartenant à la succession de feu Victor Beaudry et finissant en avant à la dite rue Saint-Dominique, ce passage étant à l'usage de tous les occupants du dit lot numéro soixante-six, y compris les occupants du résidu ci-dessus mentionné comme appartenant à la succession de feu Victor Beaudry.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-ET-UNIÈME jour de NOVEMBRE, mil neuf cent treize (le 21 novembre 1913), cour tenant, dans la chambre d'audience No 31, au Palais de Justice, en la cité de Montréal, district de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au Greffe du Protonotaire de la dite cour ; toute opposition à fin d'annuler, afin de charge, afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloes du droit de le faire.

DORAIS & DORAIS,
Procureurs des demandeurs.
97, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 15 octobre 1913. 4147
[Première publication, 18 octobre 1913.]

Ratification

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, un acte de vente passé devant Maître René Leroux, no-

of Montreal, the said Charles Porteous and the said Dame Annie Corans acting in their capacity of universal legatees and beneficiaries of Dame Isabella Linda Pratt and the said Richard Gales to authorize his said wife to ester en justice, are Plaintiffs, and George Pratt and Placide Daoust, of the city of Montreal, are Defendants, and Henry Thomas Levy, of the said city of Montreal, in the capacity of testamentary executor of the late Dame Isabella Moir, in her lifetime wife of Noel Pratt, now deceased, and Rodolphe Corriveau, of the said city of Montreal, are mis-en-cause, ordering the licitation of a certain immoveable property described as follows, to wit :

A property being and situate on Saint Dominique street, in the city of Montreal, and known as the north east part of the lot of land designated under the number sixty-six (66) on the official plan and book of reference for Saint Louis ward of the said city of Montreal, with the buildings erected thereon and bearing the civic numbers 84, 86, 88, 92, 94 and 98 of the said Saint Dominique street—said property measuring eighty five (85) feet in front by sixty (60) in depth, without guarantee as to exact measurements the whole more or less, and bounded in front by the said Saint Dominique street, in the rear by the residue of the said lot No sixty six (66) of the cadastre of the said Saint Louis ward, said residue belonging to the estate of the late Victor Beaudry, on one side by part of lot No sixty five (65) of the cadastre of the said Saint Louis ward, and on the other side by a part of the lot number sixty seven of the said Saint Louis ward ; said property being crossed by a common passage, starting from the rear of the residue of the said lot number sixty six (66) belonging to the estate of the late Victor Beaudry and ending in front at the said Saint Dominique street, this passage being for the use of all the occupants of the said lot number sixty six including also the occupants of the residue above described, as belonging to the estate of the late Victor Beaudry.

The immoveable above designated will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY FIRST day of NOVEMBER, one thousand nine hundred and thirteen, (21st November, 1913), sitting the court, in room 31 of the court house of the city of Montreal, district of Montreal, subject to the changes, clauses and conditions contained in the list of charges deposited at the office of the prothonotary of the said court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the days hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

DORAIS & DORAIS,
Attorneys for the plaintiffs.
97, Saint Jacques street, Montréal.
Montréal, 15th October, 1913. 4148
[First published, 18th October 1913.]

Ratification

Notice is hereby given that there has been lodged in the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, a deed of sale executed before Maître René Leroux,

taire, le huitième jour de juin, mil neuf cent neuf, entre Alphonse Lafond, cultivateur, résidant au village de la Côte de la Visitation en la paroisse de Montréal, et M. Louis Eméry Beaulieu, avocat, résidant en la cité de Montréal, étant une vente par le dit Alphonse Lafond au dit Louis Eméry Beaulieu, avec les garanties de droit et libre de toutes charges et hypothèques, de l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain destiné à être vendu par lots à bâtir situé au village de la Côte de la Visitation connu sous le No cent quatre-vingt-un, des plan et livre de renvoi officiels du dit village de la Côte de la Visitation à Montréal, contenant vingt sept arpents en superficie; tenant en front au nord-ouest partie par le chemin de la Côte de la Visitation et partie par le No cent quatre vingt deux, en arrière au lot No vingt-deux, des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelega, d'un côté au lot No cent quatre-vingt et de l'autre côté aux lots Nos cent quatre-vingt-deux et cent quatre-vingt-trois, des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation, et au lot No dix-huit des dits plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelega, avec bâtisses dessus érigées et en la possession du dit Louis Eméry Beaulieu, comme propriétaire pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel le dit terrain a été acquis par le dit Alphonse Lafond, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le vingtième jour de novembre 1913, une demande en ratification de titre, sauf néanmoins quant à l'hypothèque de \$22,000.00 garantissant la balance du prix de vente de l'immeuble sus décrit par le dit Alphonse Lafond au dit Louis Eméry Beaulieu, aux termes du dit acte de vente, passé devant Maître René Leroux, le huit juin 1909, et enregistré au bureau d'enregistrement d'Hochelega et Jacques-Cartier, le seize décembre de la même année, sous le No 165,782, et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi elles seront forcloses du droit de le faire.

J. B. A. TISON,
Deputé protonotaire.

Pelletier, Létourneau,
Beaulieu & Mercier,
Avocat du requérant.
Montréal, 7 octobre 1913. 3979
[Première publication, 11 octobre 1913]

notary, on the eighth day of June, one thousand nine hundred and nine, between Alphonse Lafond, farmer, residing in the village of Côte de la Visitation, in the parish of Montreal, and Mr. Louis Emery Beaulieu, attorney, residing in the city of Montreal, being a sale by the said Alphonse Lafond to the said Louis Emery Beaulieu, with implied warranty and free from all charges and mortgages, of the following immovable, to wit :

A piece of ground intended to be sold in building lots, situate in the village of Côte de la Visitation, known under No. one hundred and eighty one, of the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation, at Montreal; containing twenty seven arpents in area; bounded in front, on the north west side, partly by the Côte Visitation road and partly by lot No. one hundred and eighty two, in the rear by lot No. twenty two, of the official plan and book of reference of the village of Hochelega, on one side by lot No. one hundred and eighty and on the other side by lots Nos. one hundred and eighty two and one hundred and eighty three, of the official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation and lot No. eighteen of the official plan and book of reference of the village of Hochelega, with buildings thereon erected and possessed by the said Louis Emery Beaulieu as proprietor, for the three years now last past; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovable immediately previous to and at the time the same were acquired by the said Alphonse Lafond, are hereby notified that application will be made to the said court on the twentieth day of November, 1913, for a judgment of confirmation of title, save however as to the hypothec of \$22,000.00 as security for the balance of the price of sale of the immovable herein above described by the said Alphonse Lafond to the said Louis Emery Beaulieu, in accordance with the terms of said deed of sale, passed before Mtre René Leroux, on the eight day of June, 1909, and registered in the registrar's office of Hochelega and Jacques Cartier, on the sixteenth day of December of the same year, under No. 165,782; and that unless their claims are such as the registrar is bound by the provisions of the code of civil procedure to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their opposition in writing and file the same in the office of the said prothonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

J. B. A. TISON,
Deputy prothonotary.

Pelletier, Lctourneau,
Beaulieu & Mercier,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 7th October, 1913. 3980
[First published, 11th October, 1913.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce à savoir : } **S. REMI PAGÉ**, Demandeur ;
No 1323. } **S.** contre **OCTAVE BEGIN**,
Défendeur.

Le lot numéro deux A (2 A), du neuvième rang du canton de Risborough, d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ludger, le **VINGT-CINQUIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, 1913, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, **JOS. POIRIER**, Shérif.
St-Joseph Beauce, 22 octobre 1913. 4241
[Première publication, 25 octobre 1913.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **O LIVIER ST-GEORGE**,
No 6606. } **O** bourgeois, de la paroisse
de Saint-Jean Matha, Demandeur ; vs **CAMILLE**
MERCIL, cultivateur, du dit lieu de Saint-Jean,
Matha, district de Joliette, Défendeur.

Une terre sise située en la paroisse de Saint-Jean Matha, district de Joliette, étant les Nos. quatre cent quatre et quatre cent cinq (404 et 405), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Jean Matha—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean Matha, district de Joliette, le **VINGT-SIXIÈME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

Bureau du shérif, **JOSEPH GADOURY**, Shérif.
Joliette, 20 octobre 1913. 4247
[Première publication, 25 octobre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Circuit, du comté de Berthier.

Joliette, à savoir : } **D IEUDONNÉ BEAUSO-**
No 105. } **D** **LEIL**, cultivateur, de
Saint-Charles de Mandeville, Demandeur ; contre
LOUIS PAQUIN, de la ville de Joliette, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement situé au village de Saint-Gabriel de Brandon, district de Joliette, faisant partie du lot No 230, du cadastre officiel pour Saint-Gabriel de Brandon, mesurant cinquante pieds de largeur sur cent cinquante et un pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par le chemin public, en profondeur et d'un côté au sud-ouest par le surplus du dit lot No 230, et de l'autre côté au nord-est par Jean-Baptiste Durand—avec une maison et autres dépendances dessus érigées. Les droits du défendeur dans les dits lots du No 230, et dans les dites constructions lui résultant d'un bail emphytéotique consenti pour 99 ans par Arsène Beauvillier en faveur du défendeur, devant M^{re} J. A. Gadoury, notaire,

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **S. REMI PAGÉ**, Plaintiff ;
No. 1323. } **S.** against **OCTAVE BEGIN**,
Defendant.

Lot number two A (2 A), of the ninth range of the township of Risborough, according to the official plan and book of reference for the said township;—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ludger, on the **TWENTY FIFTH** day of **NOVEMBER** next, 1913, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, **JOS. POIRIER**, Sheriff
Saint Joseph, Beauce, 22nd October, 1913. 4242
[First published, 25th October, 1913.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **O LIVIER SAINT-GEORGE**,
No. 6606. } **O** bourgeois, of the parish of
St-Jean Matha, Plaintiff ; vs **CAMILLE MERCIL**,
farmer, of the said place of Saint-Math, district of
Joliette, Defendant.

A farm being and situate in the parish of Saint-Jean Matha, district of Joliette, being the Nos. four hundred and four and four hundred and five (404 and 405), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Jean Matha— with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of Saint-Jean Matha, district of Joliette, on the **TWENTY SIXTH** day of **NOVEMBER** next, at **ONE** clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **JOSEPH GADOURY**, Sheriff.
Joliette, 20th October, 1913. 4248
[First published, 25th October, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court, of the county of Berthier.

Joliette, to wit : } **D IEUDONNÉ BEAUSO-**
No. 105. } **D** **LEIL**, farmer, of Saint-
Charles de Mandeville, Plaintiff ; against **LOUIS**
PAQUIN, of the town of Joliette, Defendant.

A lot of land or emplacement situate in the village of Saint-Gabriel de Brandon, district of Joliette, forming part of the lot No. 230, of the official cadastre for Saint-Gabriel de Brandon, measuring fifty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, english measurements ; bounded in front by the public road, in depth and on one side to the south west by the residue of the said lot No. 230, and on the other side to the north east by Jean-Baptiste Durand—with a house and other dependencies erected thereon. The rights of the defendant in the said lot part of No. 230, and in the said constructions accruing of him from an emphyteotic lease for 99 years from Arsène Beauvillier in favor of the defendant, before

OCT 1913

à Saint-Gabriel de Brandon, le 15 mai 1911, la vente devant être faite sujette au dit bail et à la charge de payer et acquitter la rente emphytéotique de \$8.00 par année, due en vertu du dit bail et payable le 1er juin chaque année.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, district de Joliette, le VINGT-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif, Joliette, 20 octobre 1913. [Première publication, 25 octobre 1913.]

Shérif. 4245

J. A. Gadoury, esq., notary, of Saint Gabriel-de-Brandon, on the 15th May, 1911, the sale to be subject to the said lease and subject to the payment of the emphyteotic rent of \$8.00 per year, due in virtue of the said lease and payable on the 1st June of every year.

To be sold at the parochial church door of Saint Gabriel-de-Brandon, district of Joliette, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office, Joliette, 20th October, 1913. [First published, 25th October, 1913.]

Sheriff. 4246

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **N. K. CONNOLLY, Dé-**
No 80. } **N.** mandeur ; vs J. H. GALLAGHER et ses héritiers, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux héritiers du dit J. A. Gallagher, l'immeuble suivant, savoir :

Un terrain faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, district de Montréal, sous le numéro trois cent trente-neuf (339), contenant le dit terrain cinquante arpents en superficie, comprenant vingt-cinq arpents dont cinq arpents de front sur cinq arpents de profondeur au sud du chemin à barrière de Terrebonne et vingt-cinq arpents en superficie au nord du dit chemin ; borné en front et en arrière par Joseph Dagenais ou ses représentants, du côté sud-ouest par Joseph Charbonneau ou ses représentants, et au nord-est par Olivier Charbonneau ou ses représentants—avec les bâtisses ci-dessus construites s'il y en a, aussi tout le terrain ou passait ou passe le chemin de fer pour communiquer du dit terrain au chemin de fer du Pacifique Canadien, comprenant une largeur de quinze pieds ainsi que les servitudes y attachées et autres droits, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Montréal, 22 octobre 1913. [Première publication, 25 octobre, 1913.]

Député shérif. 4215

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **DAME AMANDA**
No 1588. } **D.** PICHE, épouse judiciairement séparée de biens de Ernest Gratton, faisant affaires seule à Montréal, comme entrepreneur plombier, sous la raison sociale de "E. Gratton & Cie", et dûment autorisée de son époux à l'effet des présentes, Défenderesse ; contre LEON LEPINE, Défendeur.

Un terrain composé de deux lots de terre, connu et désigné sous les numéros quatre cent quarante et un et quatre cent quarante deux, de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille neuf cent trente (3930, 441-442), des plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus construites, formant le coin des rues Eadie et Cardinal, du quartier Emard, de la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **N. K. CONNOLLY, Plaintiff;**
No. 80. } **N.** vs J. H. GALLAGHER and heirs, Defendants.

Seized as belonging to the heirs of the said J. H. Gallagher, the following immoveable, to wit :

A lot forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Vincent-de-Paul, district of Montreal, under the number three hundred and thirty nine (339), containing fifty arpents in superficies, comprising twenty five arpents of which five arpents in front by five arpents in depth on the south of the tool gate of Terrebonne, and twenty five arpents in superficies on the north of the said road ; bounded in front and in the rear by Joseph Dagenais or representatives, on the south west side by Joseph Charbonneau or representatives, and on the north east by Olivier Charbonneau or representatives—with the buildings thereon erected if there be any, also the whole of the land where the railroad passed or passes to communicate from the said land to the Canadian Pacific Railway, comprising a width of fifteen feet and also the servitudes attached thereto and other rights, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Vincent-de-Paul, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Montreal, 22nd October, 1913. [First published, 25th October, 1913.]

Sheriff. 4216

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **DAME AMANDA PICHE,**
No. 1588. } **D.** wife judicially separated as to property of Ernest Gratton, carrying on business alone in Montreal, as master plumber, under the firm name of "E. Gratton & Cie", and duly authorized by her husband for the purposes hereof, Plaintiff ; against LEON LEPINE, Defendant.

A parcel of land comprising two lots of land, known and designated under the numbers four hundred and forty-one and four hundred and forty-two, of the official subdivision of lot original number three thousand nine hundred and thirty (3930-441-442), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings erected thereon, making the corner of Eadie and Cardinal streets, of Emard ward, of the city of Montreal. To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.
P. M. DURAND.

Bureau du shérif. Député-shérif.
Montréal, 22 octobre 1913. 4217
[Première publication, 25 octobre 1913.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Joliette.

Montréal à savoir : } JOSEPH CARPENTIER,
No. 6521. } Demandeur ; contre
FELIX MULOIN, fils, Défendeur, et J. E. Faribault, avocat distrayant.

Saisi comme appartenant au dit demandeur Joseph Carpentier, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante et dix neuf (579), de la subdivision officielle du lot numéro sept (7-579), des plan et livre de renvoi officiel du village incorporé de la côte Saint-Louis ; borné en front par la rue Saint-André, du quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Député shérif.
Bureau du shérif, 4219
Montréal, 22 octobre, 1913.
[Première publication, 25 octobre 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Montreal.

Montréal à savoir : } JOSEPH HENRI OLIVIER,
No 2240. } VIER, des cités et district de Montréal, notaire, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME HERMINE LEMAITRE AUGER, des cités et district de Montréal, veuve de feu Edouard Guilbault, en son vivant du même lieu, et RAOUL GUILBAULT, du même lieu, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Raoul Guilbault, les immeubles suivants, savoir :

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Laurent, en la cité de Montréal, formant partie du lot numéro dix-huit (18), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent ; borné en front par la rue Guilbault, en arrière, partie par l'Avenue des Pins et partie par la subdivision quarante-six, du dit lot, d'un côté au sud-ouest par la rue Arcade, et de l'autre côté au nord-est, partie par la subdivision quarante-six et partie par les subdivisions cinquante-neuf, soixante et soixante et un (59, et 60 et 61), du dit lot officiel numéro dix-huit, le dit emplacement étant composé comme suit :

a. De la totalité des subdivisions quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre et quarante-cinq (42, 43, 44 et 45), du dit lot numéro officiel dix-huit.

b. De la subdivision quarante et un, du dit lot numéro officiel dix-huit, des plan et livre de renvoi officiels susdits, contenant quatre-vingts pieds de front par seize pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins ; borné au sud-est par les subdivisions quarante-deux, quarante-trois, quarante-quatre et quarante-cinq (Nos 42, 43, 44 et 45), vers le nord-ouest par la partie ci-après décrite de la subdivision quarante, vers le nord-est par la subdivision quarante-six, et vers le sud-est par la rue Arcade.

c. Une portion de la subdivision numéro quarante, du dit lot numéro officiel dix-huit (No. 18-40), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint Laurent, contenant quatre-vingts pieds de front par toute la profondeur qu'il peut y avoir entre la dite subdivision quarante et un et l'Avenue des Pins ; cette dite partie de la subdivision quarante étant bornée au sud-est par la dite subdivision quarante et un, au nord-ouest par l'Avenue des Pins, au nord-est par la dite subdivision quarante-six, et au sud-ouest par la rue Arcade—avec toutes les bâtisses et dépendances construites sur les dits emplacements.

on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND.
Sheriff's office. Deputy sheriff.
Montreal, 22nd October, 1913. 4218
[First published, 25th October, 1913.]

ALIAS FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Joliette.

Montreal to wit : } JOSEPH CARPENTIER,
No. 6521. } Plaintiff ; against FELIX MULOIN, jr., Defendant, and J. E. Faribault, advocate, distracting for costs ;

Seized as belonging to the said defendant Joseph Carpentier, the following immoveable, to wit :

A lot of land known and designated under the number five hundred and seventy nine (579), of the official subdivision of lot number seven (7-579), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis ; bounded in front by Saint Andrew street, of Saint Denis ward, of the city of Montreal—with a house and other buildings erected thereon.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office, 4220
Montreal, 22nd October, 1913.
[First published, 25th October, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court. — District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH HENRI OLIVIER,
No. 2240. } of the city and district of Montreal, notary, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME HERMINE LEMAITRE AUGER, of the city and district of Montreal, widow of the late Edouard Guilbault, in his lifetime of the same place, and RAOUL GUILBAULT, of the same place, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Raoul Guilbault, the following immoveables, to wit :

An emplacement situate in Saint-Lawrence ward, of the city of Montreal, forming part of lot number eighteen (18), of the official plan and book of reference of the said Saint-Lawrence ward ; bounded in front by Guilbault street, in the rear partly by Pine Avenue and partly by the subdivision forty six of the said lot, on one side to the south-west by Arcade street, and on the other side to the north-east partly by the subdivision forty six and partly by the subdivision fifty nine, sixty and sixty one (59, 60 and 61), of the said official lot number eighteen, the said emplacement being composed as follows :

(a) Of the whole of the subdivisions forty two, forty three, forty four and forty five (42, 43, 44, and 45), of the said lot official number eighteen ;

(b) Of the subdivision forty one, of the said lot official number eighteen of the aforesaid official plan and book of reference, containing eighty feet in front by sixteen feet in depth, english measurement, more or less ; bounded on the south-east by the subdivisions forty two, forty three, forty four and forty five (42, 43, 44 and 45), on the north west by the portion hereinafter described of the subdivision forty, and the north east by the subdivision forty six, and on the south west by Arcade street.

(c) A portion of the subdivision number forty, of the said lot official number eighteen (18-40), of the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, containing eighty feet in front by the entire depth there may be between the said subdivision forty one and Pine avenue ; the said portion of the subdivision forty, being bounded on the south east by the said subdivision forty one, on the north west by Pine avenue, on the north east by the said subdivision forty six, and on the south west by Arcade street—with the whole of the buildings and dependencies erected on the said emplacements.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 1er octobre 1913. 3861-2
[Première publication, 4 octobre 1913.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } DAME MARIE
No 880 } DECILE GAGNE,
de Saint-Michel de Bellechasse, district de Québec, veuve de feu Joseph L. Mathieu, en son vivant pharmacien, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, Demanderesse ; contre ISRAEL MORIN, ci-devant du village de Beaulac, maintenant absent de la province de Québec, Défendeur.

Saisis comme appartenant au dit Défendeur :

1° Le lot numéro 148, sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Beaulac, comté de Wolfe—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, sujet à la servitude en faveur des propriétaires d'un aqueduc, tel qu'il appert à l'acte passé le 11 juillet 1906, devant Mtre J. H. Bourget, notaire, et enregistré le 11 septembre, 1907, au bureau d'enregistrement du comté de Wolfe.

2 Le lot de terre No 269, sur les plan, cadastre et livre de renvoi officiels du dit village de Beaulac, sujet au droits appartenant à la Brompton Pulp & Paper Company, d'inonder partie de ce lot, et autres droits appartenant à la dite compagnie, en vertu d'un acte passé le 17 septembre 1902, devant Mtre J. A. Bégin, notaire, et enregistré le 25 novembre 1902.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Olivier de Garthby, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 21 octobre 1913. 4235.
[Première publication, 25 octobre 1913.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } AIME LAJOIE,
No. 119. } Demandeur ; vs
MARIE LAGANIERE, de Saint-Denis, veuve de Eugène Gaudette, Défendeur.

Un terrain situé au village de Saint-Denis, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, sous le lot numéro quatre-vingt-dix-huit (98),—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Denis, le VINGT-CINQUIEME

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 1st October, 1913. 3862
[First published, 4th October, 1913.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } DAME MARIE CECILE
No. 880. } D GAGNE, of Saint Michel de Bellechasse, district of Quebec, widow of the late Joseph L. Mathieu, in his lifetime druggist, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, Plaintiff ; against ISRAEL MORIN, heretofore of the village of Beaulac, now absent from the province of Quebec, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

1. The lot number 148, on the official plan and in the official book of reference of the cadastre for the village of Beaulac, county of Wolfe—with the buildings erected thereon, and dependencies, subject to a servitude in favor of the proprietors of the waterworks, according to a deed drawn on the 11th July, 1906, before J. H. Bourget, esq., notary, and recorded on the 11th September, 1907, at the registry office of the county of Wolfe.

2. The lot of land No. 269, on the official plan and book of reference for the said village of Beaulac, subject to the rights belonging to the Brompton Pulp and Paper Company to overflow part of the said lot, and other rights belonging to the said company, in virtue of a deed executed on the 17th September, 1902, before J. A. Bégin, esq., notary and recorded on the 25th November, 1902.

To be sold at the parochial church door of Saint-Olivier-de-Garthby, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 21st October, 1913. 4236
[First published, 25th October, 1913.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinth, to wit : } AIME LAJOIE,
No. 119. } Plaintiff ; vs
MARIE LAGANIERE, of Saint Denis, widow of Eugène Gaudette, Defendant.

A lot of land situate in the village of Saint Denis, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Denis, under lot number ninety eighth (98)—with buildings thereon erected.

To be sold at the church-door of the parish of Saint Denis, on the TWENTY-FIFTH day

jour de NOVEMBRE prochain, 1913, à UNE heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 16 octobre 1913. 4171
[Première publication, 25 octobre 1913.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Terrebonne, } PIERRE DESJARDINS, Demandeur ;
Sainte-Scholastique. } vs A. VANDRY, Défendeur.
No 430.

Une terre située en la Côte Marianne, en la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, comté et district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels fait pour la dite paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, sous les numéros six cent soixante-huit, six cent soixante-neuf et six cent soixante-dix (Nos. 668, 669 et 670) et contenant environ soixante-neuf arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église du village de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 21 octobre 1913. 4165
[Première publication, 25 octobre 1913.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } EMILE ROBERT,
No 538. } Demandeur ; vs
JOSEPH LAMBERT, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, sur le côté nord-ouest de la rue Sainte-Geneviève, connu et désigné sous le numéro quinze cent trente et un (1531), du cadastre officiel pour la cité des Trois-Rivières—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Notre-Dame, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 22 octobre 1913. 4243
[Première publication, 25 octobre 1913.]

of NOVEMBER next, 1913, at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 16th October, 1913. 4172
[First published, 25th October, 1913.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Terrebonne, } PIERRE DESJARDINS, Plaintiff ; vs
Sainte Scholastique. } A. VANDRY, Defendant.
No. 430.

A farm situate on Côte Marianne road, in the parish of Sainte Thérèse de Blainville, county and district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Thérèse de Blainville, under the numbers six hundred and sixty eight, six hundred and sixty nine and six hundred and seventy (Nos. 668, 669 and 670), and containing about sixty nine arpents in superficies, more or less—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the village of Sainte Thérèse de Blainville, aforesaid district, on the TWENTY SIXTH day of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's office, Sheriff.
Sainte-Scholastique, 21st October, 1913. 4166
[First published, 25th October, 1913.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENT have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } EMILE ROBERT,
No. 538. } Plaintiff ; vs JOSEPH
LAMBERT, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveable, to wit :

An emplacement situate in the city of Three Rivers, on the north west side of Sainte Geneviève street, known and designated under the number one thousand five hundred and thirty one (1531), of the official cadastre for the city of Three Rivers—with the buildings erected thereon.

To be sold at the sheriff's office of the district of Three Rivers, in the court house, of the city of Three Rivers, on Notre Dams street, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 22nd October, 1913. 4244
[First published, 25th October, 1913.]

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du vingt-quatrième jour de septembre 1913, de nommer M. Louis Joseph Gaboury, de la cité de Montréal, administrateur général des postes pour la division Est du Canada, juge de paix en vertu des dispositions de l'article 3361 des S. R. P. Q., 1909.

4261

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. Adolphe Lessard, cultivateur, Adélaïde Veilleux, marchand, Thomas Dostie, négociant, de Saint-Joseph de Beauce, Gaudias Pigeon, cultivateur, de Sainte-Hénédine, et Wilfrid Cliche, percepteur, de Saint-Joseph de Beauce, dans les buts suivants :

Pour faire le commerce général d'immeubles, avec tous les droits concernant ce commerce, sous le nom de "The Western Ideal Realty Company Limited", avec un capital de soixante et quinze mille piastres (\$75,000.00), divisé en soixante et quinze (75) actions de mille piastres (\$1,000.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Joseph, district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

4149

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du seizième jour d'octobre 1913, par lesquelles "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi", a été autorisée à augmenter son capital actions de un million de piastres (\$1,000,000.00) à sept millions cinq cent mille (\$7,500,000.00) divisant le nouveau stock en quarante mille (40,000) actions de stock ordinaire et vingt-cinq mille (25,000) en actions privilégiées cumulatives participant à sept par cent de la valeur au pair de cent piastres chacune, avec la préférence et priorités et sujets aux termes et conditions ci-dessous mentionnés :

Les porteurs des dites actions privilégiées cumulatives participant auront le droit de payer sur le surplus ou profits nets de la compagnie, de chaque année, un dividende préférentiel fixé et lorsqu'il sera déclaré par les directeurs, au taux de sept par cent par année, sur le montant payé sur icelui, tel dividende étant payable du premier jour de janvier 1914, devant être payé sur les profits obtenus durant chaque année ou accumulés antérieurement et devant être cumulatif et telles actions privilégiées seront mises toutes deux comme ayant rapport aux dividendes déclarés et capital, en priorité à toutes les actions ordinaires ou courantes :

Le dividende de sept par cent sur les actions privilégiées sera payable avant tous dividendes sur les actions ordinaires sera payé en aucune année ;

Les porteurs des dites actions privilégiées auront droit de participer, pari passu avec les

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twenty fourth day of September, 1913, to appoint Mr. Louis Joseph Gaboury, of the city of Montreal, chief Post-Office Superintendent, Eastern division, a justice of the peace pursuant to the provisions of article 3361 of the R. S. P. Q., 1909.

4262

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1913, incorporating Messrs. Adolphe Lessard, farmer, Adélaïde Veilleux, merchant, Thomas Dostie, trader, of Saint-Joseph de Beauce, Gaudias Pigeon, farmer, of Sainte Hénédine and Wilfrid Cliche, collector, of Saint Joseph de Beauce, for the following purposes :

To carry on a general real estate business, with all the rights in connection therewith, under the name of "The Western Ideal Realty Company, Limited", with a capital stock of seventy five thousand dollars (\$75,000.00), divided into seventy five (75) shares of one thousand dollars (\$1,000.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Joseph, district of Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

4150

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1913, by which the "La Compagnie de Pulpe de Chicoutimi" has been authorized to increase the capital stock from one million dollars (\$1,000,000.00) to seven million five hundred thousand (\$7,500,000.00), dividing the new stock into forty thousand (40,000) of common stock and twenty five thousand (25,000) seven per cent cumulative participating preference shares of the per value of one hundred dollars each, with the preference and priorities and subject to the terms and conditions hereinafter mentioned :

The holders of the said cumulative participating preference shares shall be entitled to be paid out of the surplus or net profits of the company of each year a fixed preferential dividend when and as declared by the directors, at the rate of seven per cent per annum, on the amount paid up thereon such dividend to be payable from the first day of January, 1914, to be paid out of the profits earned during each year or previously accumulated and to be cumulative, and such preference shares shall rank both as regards dividends declared and capital, in priority to all ordinary or common shares ;

The dividend of seven per cent on the preferred shares be payable before any dividends on the common shares shall be paid in any year. The holder of said preferred shares shall be entitled to participate pari passu with the ordinary shares in the surplus profits of each year, which shall remain after paying the

actions ordinaires dans le surplus des profits de chaque année, qui restera après avoir payé le dividende fixé comme susdit pour telle année sur les dites actions privilégiées et un dividende semblable pour telle année sur le capital payé sur les actions ordinaires;

En cas de liquidation, dissolution ou règlement, soit volontaire ou involontaire, de la compagnie, les porteurs des dites actions privilégiées auront le droit de payer en entier tous deux montant au pair de leurs actions et les dividendes dûment déclarés, avant que tout montant soit payé à aucun des porteurs du stock ordinaire; et après paiement aux porteurs du stock privilégié de la valeur au pair d'icelui et les dividendes accrus non payés d'icelui et aux porteurs du stock ordinaire de la valeur au pair d'icelui, les dits porteurs de stock privilégié auront le droit de participer pari passu avec les porteurs du stock ordinaire dans la distribution du surplus des actifs et fonds après le dit remboursement du stock privilégié et ordinaire;

Les actions privilégiées ne seront pas remboursables excepté dans le cas de liquidation, dissolution ou règlement, soit volontaire ou involontaire de la compagnie;

Les porteurs des dites actions privilégiées cumulatives participant auront le droit de voter à toutes les assemblées soit spéciales ou générales de la compagnie, mais le dit droit de voter sera seulement profitable aux dits porteurs des dites actions et sera exercé par eux au cas que la compagnie oubliant de déclarer et payer tout dividende sur les dites actions privilégiées cumulatives participant pour trois mois de calendrier après la date sur laquelle dans le cours ordinaire des affaires de la compagnie le dit dividende aurait dû être déclaré et payé;

Au lieu d'émettre vingt-cinq mille actions privilégiées cumulatives participant de la valeur au pair de cent piastres chacune, la compagnie peut, à sa discrétion, émettre cinq cent mille actions privilégiées cumulatives participant de la valeur au pair d'un louis sterling chaque, l'équivalent du cours canadien d'un louis sterling, étant quatre piastres et quatre-vingt-six centins et deux tiers ou un certain nombre de telles actions de la valeur au pair de cent piastres chacune, et un certain nombre de la valeur au pair d'un louis sterling chaque, comme susdit, pourvu cependant que le montant émis soit en actions de la valeur au pair de cent ou en actions de la valeur au pair d'un louis chacune, pris ensemble n'excèdera la somme de deux millions cinq cent mille piastres en tout;

En tout temps à toutes assemblées de la compagnie lorsqu'un vote est demandé et pris un porteur d'actions dans la compagnie, sujet aux susdites conditions quant au pouvoir de voter les actions privilégiées cumulatives participant aura le droit à un vote pour chaque action de la valeur au pair de cent piastres qu'il détient et à un vote pour tous les vingt actions de la valeur au pair d'un louis sterling chaque qu'il détient; et les pouvoirs additionnels suivants. La compagnie aura le pouvoir de prélever des argents ou aider à prélever des argents en faveur de toute autre compagnie ou corporation; elle aura aussi le pouvoir, par moyen de prêts, promesses, engagements, obligations, endossements, garantie d'obligations, bons ou autres garanties, aider toute autre compagnie ou corporation dont les objets sont semblables aux leurs ou faisant la même sorte d'affaires, ou dans lesquels succès ou entreprise ils sont intéressés en aucune manière;

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'octobre 1913.

C. J. SIMARD,

4253

Sous-secrétaire de la province.

fixed dividend aforesaid for such year on the said preference shares and a like dividend for such year on the capital paid up on the ordinary shares;

In the event of any liquidation, dissolution, or winding up, whether voluntary or involuntary, of the company, the holders of the said preferred shares shall be entitled to be paid in full both the per amount of their shares and the dividends duly declared, before any amount shall be paid to any holders of the common stock; and after payment to the holders of the preferred stock of the par value thereof and the unpaid accrued dividends thereof and, to the holders of the common stock of the par value thereof, the said holders of the preferred stock shall be entitled to participate "pari passu" with the holders of the common stock in the distribution of surplus assets and funds after the said repayment of preferred and common stock;

The preference shares shall not be redeemable except in the event of liquidation, dissolution or winding up, whether voluntary or involuntary of the company;

The holders of the said cumulative participating preference shares shall have a right to vote at all meetings whether special or general of the company, but the said right to vote shall only accrue to the said holders of the said shares and be exercised by them in the event of the company failing to declare and pay any dividend upon the said cumulative participating preference shares for three calendar months after the date upon which in the ordinary course of the business of the company the said dividend should have been declared and paid;

Instead of issuing twenty five thousand cumulative participating preference shares of the par value of one hundred dollars each, the company may, in its discretion, issue five hundred thousand cumulative participating preference shares of the par value of one pound sterling each, the equivalent in Canadian currency of one pound sterling, being four dollars and eighty six and two third cents or a certain number of such shares of the par value of one hundred dollars each and a certain number of the par value of one pound sterling each, as aforesaid, provided, however, that the amount issued either in shares of the par value of one hundred or in shares of the par value of one pound each taken together shall not exceed the sum of two million five hundred thousand dollars in all;

At any time at any meetings of the company when a vote is called and taken a holder of shares in the company, subject to the foregoing conditions as to the voting power of the cumulative participating preference shares shall be entitled to one vote for every share of the par value of one hundred dollars which he holds and to one vote for every twenty shares of the par value of one pound sterling each which he holds, and the following additional powers. The company shall have the power to raise monies or assist in the raising of monies in favor of any other company or corporation; they shall have also the power, by way of loans, promise, engagements, bonuses, endorsements, guarantee of obligations, of bonds, or other securities, to aid and assist any other company or corporation whose objects are similar to their own or carrying on the same kind of business, or in whose success or undertaking they are interested in any way.

Dated in the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1913.

C. J. SIMARD,

4254

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour d'octobre 1913, constituant en corporation Dame Marie-Louise Blondeau, veuve de Jean-Baptiste Drolet, MM. Jean-Baptiste Drolet, Hector Drolet, Jules Drolet et Joseph Chouinard, ces quatre derniers comptables, tous de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce de fabricants ou manufacturiers, importateurs ou exportateurs de chaussures et articles de toutes sortes en cuir, caoutchouc, étoffe, feutre, toile ou autres matières, et de tous autres produits qui, directement ou indirectement, peuvent se rattacher à telle fabrication ou commerce ;

Faire le commerce de tanneurs ou corroyeurs ;

Acheter ou vendre en gros ou en détail toutes sortes de chaussures et tous objets et articles quelconques se rattachant au commerce de la chaussure, ainsi que les peaux, cuirs, le caoutchouc et autres matières et ingrédients qui servent à telle fabrication ou qui se rattachent à tel commerce ;

Faire le commerce de selliers, agir comme agents ou représentants d'autres personnes, compagnies ou corporations intéressées dans quelque industrie de même nature ;

Fabriquer, manufacturer, acheter, vendre, importer ou exporter, louer et autrement acquérir ou aliéner, tout l'outillage et toutes les machines jugées utiles ou nécessaires à l'industrie de la compagnie ;

Acheter, acquérir par bail ou autrement, vendre, obtenir, posséder et exploiter des brevets d'invention et marques de commerce, et de tous contrats, franchises, droits ou privilèges en rapport avec les dits commerce et industrie ;

Acheter ou autrement acquérir, construire, ériger, posséder, exploiter, vendre, échanger ou autrement aliéner des manufactures, usines, entrepôts, bâtiments et constructions quelconques et tous autres biens meubles ou immeubles que la dite compagnie jugera nécessaires ou utiles à son industrie ;

Acquérir à telles conditions jugées avantageuses la totalité ou partie des affaires ou entreprises, meubles ou immeubles, actif et passif de toutes personnes, sociétés, compagnies ou corporations exerçant une industrie en tout ou partiellement semblable à celle de la présente compagnie, ou en possession de contrats, entreprises ou propriétés pouvant servir aux fins de la dite compagnie et les payer en argent, actions ou obligations de la compagnie ou de toute autre manière ;

Vendre ou autrement aliéner l'entreprise de la compagnie à telles conditions et pour telles considérations que la dite compagnie jugera avantageusement ;

Souscrire, prendre, détenir, des actions ou obligations dans toutes autres compagnies ;

Emprunter sur garantie des obligations ou des actions de la compagnie, d'hypothèque sur les immeubles ou de toute autre manière que la compagnie jugera à propos ;

Et généralement faire toutes choses nécessaires ou utiles aux fins de tout ce qui précède, sous le nom de "La Compagnie J. B. Drolet, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'octobre 1913.

4251

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1913, incorporating Dame Marie Louise Blondeau, widow of Jean Baptiste Drolet, Messrs. Jean Baptiste Drolet, Hector Drolet, Jules Drolet and Joseph Chouinard, the last four accountants, all of Québec, for the following purposes :

To carry on the business of makers or manufacturers, importers or exporters of boots and shoes and goods of every sort made of leather, rubber, cloth, felt, canvas or other material and of any other products directly or indirectly entering into such trade or business ;

To carry on the business of tanners or curriers ;

To purchase or sell whatsoever or retail all kinds of boots and shoes and any objects and articles whatsoever incidental to the boot and shoe business, and the skins, leather, rubber and other material and ingredients entering into such industry or incidental to such business ;

To carry on the business of saddlers act as agents or representatives for other persons, companies or corporations interested in any business of the same kind ;

To make, manufacture, purchase, sell, import or export, lease or otherwise acquire or alienate, all the equipment and machinery deemed useful or necessary for the company's business ;

To purchase, acquire by lease or otherwise, sell, obtain, hold and exploit patents of invention, trade marks, and any contracts, franchises, rights and privileges in connection with the said trades or business ;

To purchase or otherwise acquire, construct, erect, exploit, sell, exchange or otherwise alienate manufactories, shops, warehouses, buildings and structures of every sort, and any other moveable or immovable property which the said company may deem necessary or suitable for its business ;

To acquire on such conditions as may be deemed advantageous, the whole or part of the business or undertaking, moveable or immovable property, assets and liabilities of any persons, firms, companies or corporations carrying on any business in whole or in part similar to that of the present company or possessed of contracts, undertakings or property suitable for the purposes of the said company and to pay therefor in cash, shares or bonds of the company or in any other manner ;

To sell or otherwise alienate the undertaking of the company on such conditions and for such considerations as the said company may deem advantageous.

To subscribe for take, hold, shares or bonds of any other companies ;

To borrow money upon the security of bonds or shares of the company, hypothec on immovables or in any other manner which the company may think fit ;

And generally to do all things necessary or suitable for the foregoing purposes, under the name of "La Compagnie J. B. Drolet, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1913.

4252

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'octobre 1913, constituant en corporation MM. Alban de Sars-le-Comte, ingénieur civil, Joseph Hormidas Forest, financier, Daniel DeVresse, comptable, Henri Brouillet, notaire, Anatole Lachapelle, avocat, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce général d'immeubles, louer, acheter toutes sortes d'immeubles et en disposer, et faire toutes transactions immobilières et mobilières se rapportant aux immeubles, soit comme principaux, soit comme agents ;

Arpenter, subdiviser, améliorer et développer des terres dans le but de les vendre ou pour toutes autres fins ;

Ériger et construire des magasins, des maisons et toutes sortes de bâtisses sur les terrains de la compagnie ou sur des terrains appartenant à d'autres personnes ou compagnies ;

Exercer le commerce et l'industrie d'entrepreneurs et de commerçants en toutes sortes de matériaux de construction, acquérir, vendre, posséder, exploiter, des carrières, des mines et terrains miniers, des limites à bois, des moulins à scie, des pulperies, des pouvoirs d'eau, des briqueries, des sablières, et faire toutes les opérations et transactions se rapportant à ces objets ;

Construire et entretenir des routes, chemins, rues et ruelles, des égouts et autres améliorations destinées à mettre en valeur des propriétés de la compagnie, et faire toute convention ou arrangement relatif à ces matières ;

Acquérir, construire, louer, vendre des aqueducs ; Bâtir, acquérir, louer, vendre ou céder des voies d'évitement, des gares, du matériel roulant, des voitures automobiles et autres choses de même nature tendant à favoriser l'exercice du commerce ou des industries de la compagnie ;

Faire des avances au moyen de prêts ou autrement aux acquéreurs ou locataires des terrains de la compagnie, soit pour les fins de construction, soit pour améliorer ou développer les dits terrains ;

Vendre, louer, échanger ou transporter autrement, et acquérir ou posséder des hypothèques ou obligations sur des terrains vendus ou cédés par la compagnie ou sur tout autre terrain ;

Conclure avec toute autorité constituée, fédérale, provinciale, municipale, locale ou autre, des arrangements ou conventions relatifs aux matières qui entrent dans le cadre des opérations de la compagnie, solliciter et obtenir de telle autorité, les céder ou en disposer, tous les droits, privilèges et prérogatives que la compagnie pourra juger nécessaires ou utiles ;

Vendre, louer ou disposer autrement de la propriété et des entreprises de la compagnie en tout ou en partie, aux conditions et pour les considérations que la compagnie pourra juger convenables, et en particulier pour des actions, débetures, obligations ou garanties de toute autre compagnie ;

Émettre et assigner du stock acquitté de la compagnie en paiement partiel ou total des services, franchises, entreprises, droits, pouvoirs, privilèges, baux, licences, brevets d'invention, marques de commerce, immeubles, stocks, obligations, débetures et autres biens et objets que la compagnie peut légalement acquérir ;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat d'actions d'autres corporations ou compagnies faisant en tout ou en partie un commerce ou des opérations similaire à ceux de la compagnie, transiger, négocier, se fusionner ou s'associer avec telles corporations ou compagnies ou toutes autres personnes ;

Tirer, faire, endosser, accepter, escompter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres instruments négociables ;

Faire toutes autres affaires ou opérations qui seront propres à atteindre les objets ci-dessus, sous le nom de "Belgo Canadian Land Estate Company

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1913, incorporating Messrs. Alban de Sars-le-Comte, civil engineer, Joseph Hormidas Forest, financier, Daniel DeVresse, accountant, Henri Brouillet, notary, Anatole Lachapelle, advocate, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on a general real estate business, lease, purchase and dispose of all kinds of immoveable property, and carry on any real and personal transactions in connection with real estate, either as principals or as agents ;

To survey, subdivide, improve and develop land with the object of selling same or for any other purposes ;

To erect and construct stores, houses and any kind of buildings on the land of the company or on land belonging to other persons or companies ;

To carry on the business and industry of contractors and traders in every kind of building material, acquire, sell, hold, exploit quarries, mines and mining lands, timber limits, saw-pits, pulp-mills, water powers, brickyards, sand-fits, and carry on any operations and transactions in connection therewith ;

To construct and maintain highways, roads, streets and lanes, sewers and other improvements to render more profitable the property of the company, and make any agreement or arrangement relative to such matters ;

To acquire, construct, lease, sell waterwork ; To build, acquire, lease, sell or assign railway sidings and stations, rolling stock, automobiles and other things of a like nature to facilitate the exercise of the business or the industry of the company ;

To make advances by way of loans or otherwise to the purchase or lessees of the land of the company either for building purposes or to improve or develop the said land ;

To sell, lease, exchange or otherwise transfer and acquire or hold hypothecs or liens on land sold or assigned by the company or on any other land ;

To enter into arrangements or agreements with any constituted authority, federal, provincial, municipal, local or other, relative to matters within the scope of the operations of the company, solicit and obtain from such authority, assign or dispose thereof any rights, privileges and prerogatives that the company may deem necessary or useful ;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertakings of the company, in whole or in part, on the conditions and for such considerations as the company may deem advisable, and in particular for the shares, bonds, debentures or securities of any other company ;

To issue and assign the paid up stock of the company in full or part payment for the services, franchises, undertakings, rights, powers, privileges, leases, licenses, patents of invention, trade marks, immoveables, stocks, bonds, debentures and other property and objects that the company may lawfully acquire ;

To employ the whole or part of its funds for the purchase of the shares of other corporations or companies carrying on in whole or in part a similar business or operations to those of the company, and deal, with, negotiate, amalgamate or associate with such corporations or companies or any other persons ;

To draw, make, endorse, accept, discount and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments ;

To carry on any other business or operations as may be proper for the attainment of the aforesaid objects, under the name of "Belgo Canadian Land

Limited", avec un capital de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour d'octobre 1913.

4213 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi touchant la substitution créée par le testament de feu Colin Campbell, déclarant la dite substitution terminée, et définissant les droits y ayant rapport de Dame Elizabeth King, de la cité de Westmount, dans la province de Québec, et ratifiant et confirmant un certain acte de vente et règlement entre la dite Dame Elizabeth King, de la cité de Westmount, et Dame Janet L. Brown, épouse séparée de biens de William Cox, de South Branch, Stewiacke, Nouvelle-Ecosse, cultivateur, passé dans la cité de Montréal, devant Robert H. Barron, N. P., le vingt-deuxième jour d'octobre 1913.

FOSTER, MARTIN, MANN & MACKINNON,
Procureurs des requérants.
Montréal, 22 octobre 1913. 4239

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par E. Winn Farwell, R. C. Wilkins, Victor E. Morrill, Percy C. Duboyce, J. N. Davignon et autres, pour obtenir une loi afin d'incorporer un corps politique et incorporé, sous le nom de "The Eastern Townships Immigration Society", ou tel autre nom qui peut lui être donné par la législature, et pour autres fins.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Procureurs des requérants.
Sherbrooke, 21 octobre 1913. 4259

Avis est par le présent donné que Guy L. Oglivie, Raoul Saint-Aubin, Bartlet McLennan, Placide LeCavalier, George R. Hooper, Louis Jasmin, Hartland B. MacDougall, J. Hamilton Gault et autres contribuables et propriétaires de la municipalité de la présente ville de Cartierville, dans le comté de Jacques Cartier, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi afin d'incorporer en une municipalité de village pour les fins municipales et scolaires, devant être connue comme la municipalité du village de Saraguay, cette partie du territoire maintenant dans les limites de la ville de Cartierville contenant la propriété immobilière appartenant aux dits requérants et décrite sur le plan officiel et au livre de renvoi du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent comme lot et partie des lots Nos 93-123 tous deux inclusivement, et les lots depuis 2632-2634 tous deux inclusivement, et obtenir dans ce but tous les pouvoirs nécessaires.

KENEKER, JOHNSON & LEMESURIER,
Solliciteurs des requérants.
Montréal, 23 octobre 1913. 4267

Avis est donné par les présentes que Robert Archer, écuier, de la cité de Montréal, et Sir Louis A. Jetté, de la cité de Québec, agissant tant pour eux mêmes que pour et au nom d'un certain nombre des représentants et héritiers des personnes ci-après nommées, maintenant décédées, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session,

Estate Company Limited", with a capital of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of October, 1913.

4214 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act affecting the substitution created by the will of the late Colin Campbell, declaring said substitution terminated, and defining the rights thereto of Dame Elizabeth King, of the city of Westmount, in the province of Quebec, and ratifying and confirming a certain deed of sale and settlement between said Dame Elizabeth King, of the city of Westmount, and Dame Janet L. Brown, wife separate as to property of William Cox, of South Branch, Stewiacke, Nova Scotia, farmer, passed at the city of Montreal, before Robert H. Barron, N. P., on the twenty second day of October, 1913.

FOSTER, MARTIN, MANN & MACKINNON,
Attorneys for applicants.
Montreal, 22nd October, 1913. 4240

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by E. Winn Farwell, R. C. Wilkins, Victor E. Morrill, Percy C. Duboyce, J. N. Davignon, and others, for the passing of an act to incorporate a body politic and corporate under the name of "The Eastern Townships Immigration Society", or such other name as may be given to it by the Legislature, and for other purposes.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
Attorneys for applicants.
Sherbrooke, 21st October, 1913. 4260

Notice is hereby given that Guy L. Oglivie, Raoul St. Aubin, Bartlet McLennan, Placide LeCavalier, George R. Hooper, Louis Jasmin, Hartland B. MacDougall, J. Hamilton Gault, and others ratepayers and proprietors of the municipality of the present town of Cartierville, in the county of Jacques Cartier, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for an act to incorporate into a village municipality for municipal and school purposes, to be known as the municipality of the village of Saraguay, that portion of territory now within the limits of the town of Cartierville containing immoveable property belonging to the said applicants and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Laurent as the lot and portion of the lots Nos. 93-123 both inclusive, and the lots from 2632-2634 both inclusive, and to obtain for this purpose all necessary powers.

HENEKER, JOHNSON & LEMESURIER,
Solicitors for applicants.
Montreal, 23rd October, 1913. 4268

Notice is hereby given that Robert Archer, esquire, of the city of Montreal, and Sir Louis A. Jetté, of the city of Quebec, acting personally, for and in the name of several members of the representatives and heirs of the persons hereafter named and now deceased, will petition the Legislature of the province, at its next session, granting the peti-

pour demander une loi spéciale accordant aux requérants, à certaines conditions et après l'accomplissement de certaines formalités, le pouvoir d'aliéner définitivement un certain immeuble dont ils sont co-propriétaires, avec les représentants ou héritiers des personnes suivantes, savoir : Alphonse Christin, avocat ; Zoel Leduc, négociant ; Joseph Christin, manufacturier ; Guillaume Boivin, manufacturier ; Pierre P. Martin, marchand de gros ; J. Rosaire Thibault, marchand de nouveautés ; Pierre Aime Fauteux, caissier de banque ; tous de la cité de Montréal, Louis Bourget, de la cité de Québec ; Carrier-Lainé & Cie, de Lévis ; Théodule Foisy, de Québec ; Louis H. Blais, manufacturier de Saint Thomas de Montmagny ; Chinic & Beaudet, importateurs ; Adolphe Caron, avocat ; François M. Audet, commerçant ; Pierre Étienne Godbout, marchand ; William Venner, courtier ; Hamond Gowen, avocat ; Demoiselle Margaret Sarah Conolly ; l'honorable Isidore Thibault, marchand ; Mathias Blouin, commerçant ; l'honorable Pierre Garneau, marchand ; Georges R. Renfrew, marchand, et Jean Langlois, avocat, tous de la cité de Québec, ainsi que le pouvoir de poursuivre certains droits revenant aux intéressés et concernant le dit immeuble, et pourvoyant à la répartition du produit de tels aliénation et recours.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,

Avocats des requérants.

Québec, 23 octobre 1913.

4277

Avis public est donné par les présentes par la corporation de la ville Laval des Rapides qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les manières suivantes :

Aqueduc, canaux d'égouts, emprunt pour travaux municipaux, pouvoirs d'émettre des débetures à un taux d'intérêt plus élevé que le taux légal, fermeture du chemin appelé "La Montée du Moulin", annexion et ratification de résolutions.

GORDIEN MENARD,

Procureur de la ville Laval des Rapides.

La ville Laval des Rapides, 22 octobre 1913. 4269

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant le village de Norway Bay, comté de Pontiac.

Donné dans le canton de Bristol, comté de Pontiac, le 18e jour d'octobre 1913.

WRIGHT, GAMBLE & SMART,

4271

Solliciteurs des requérants.

AVIS.

En faveur de la corporation de la cité d'Ottawa, avis est par le présent donné qu'à la législature, de la province de Québec, à sa prochaine session, une demande sera faite pour obtenir une loi dans le but d'autoriser et donner le pouvoir à la corporation de la cité d'Ottawa de prendre un approvisionnement d'eau de tout lac ou lacs dans le comté d'Ottawa, dans la province de Québec, pour ses besoins municipaux et pour l'usage des habitants de la dite cité, et de tel approvisionnement fournir l'eau à la corporation de la cité de Hull, pour les fins municipales de la dite corporation en dernier lieu mentionné, et pour l'usage des habitants d'icelle et à toute autre corporation municipale dans la province d'Ontario ou dans la province de Québec, pour les fins municipales de toute telle corporation municipale ; transporter l'eau pour les dites fins de toute tel lac ou lacs à la dite cité d'Ottawa, la cité de Hull et telles autres corporations municipales ; construire, entretenir, et mettre en opération tous les travaux qui peuvent être nécessaires ou avantageux pour les fins de cette loi ; entrer sur et prendre tous terrains non octroyés, lacs, eaux, droits d'eau et pouvoirs de la Couronne dans le dit comté d'Ottawa, avec le consentement

tioners, at certain conditions, and after the fulfilment of certain formalities, the power to alienate definitively a certain immoveable property of which they are co-proprietors, with the representatives or heirs of the below named persons, to wit : Alphonse Christin, advocate ; Zoel Leduc, merchant ; Joseph Christin, manufacturer ; Guillaume Boivin, manufacturer ; Pierre P. Cantin, wholesale merchant ; J. Rosaire Thibault, dry goods merchant ; Pierre Aimé Fauteux, bank clerk, all of the city of Montreal ; Louis Bourget, of the city of Quebec ; Carrier-Lainé & Cie, Lévis ; Théodule Foisy, of Quebec ; Louis H. Blais, manufacturer, of Saint Thomas of Montmagny ; Chinic & Beaudet, importers ; Adolphe Caron, advocate ; François M. Audet, merchant ; Pierre Étienne Godbout, merchant ; William Venner, broker ; Hamond Gowen, advocate ; Miss Margaret Sarah Conolly ; the Honorable Isidore Thibault, merchant ; the Honorable Pierre Garneau, merchant ; George R. Renfrew, merchant, and Jean Langlois, advocate, all of the city of Quebec, with also the power to exercise certain rights coming to the parties interested herein, and concerning said immoveable property, and determining the distribution of the proceeds of said sale and other matters which may appertain.

CASGRAIN, LAVERY, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,

Attorneys for petitioners.

Quebec, 23rd October, 1913.

4278

Public notice is hereby given the corporation of the town of Laval des Rapides that it would apply to legislature of the province de Quebec, at its next session to obtain amendements to its charter on the following matters :

Aqueduc, sewers, loan for municipal works, powers to issue debentures at a rate of interest higher of the legal rate, closing of the road called "La Montee du Moulin", annexion and ratification of the resolutions.

GORDIEN MENARD,

Attorney for the town of Laval des Rapides.

Laval des Rapides, 22nd October, 1913. 4270

Notice is hereby given that application will be made at the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, for the passing of an act incorporating the village of Norway Bay, county of Pontiac.

Given at the township of Bristol, county of Pontiac, the 18th day of October, 1913.

WRIGHT, GAMBLE & SMART,

4272

Solicitors for applicants.

NOTICE.

On behalf of the corporation of the city of Ottawa, notice is hereby given that of the approaching session of the Legislature of the province of Quebec, an application will be made for the passing of an act for the purpose of authorizing and empowering the corporation of the city of Ottawa, to take a supply of water from any lake or lakes in the county of Ottawa, in the province of Quebec, for its municipal purposes and the use of the inhabitants of the said city, and from such supply provide water to the corporation of the city of Hull for the municipal purposes of the said last mentioned corporation and for the use of the inhabitants thereof and to any other municipal corporation in the province of Ontario, or in the province of Quebec, for the municipal purposes of any such municipal corporation ; to convey water for the said purposes from any such lake or lakes to the said city of Ottawa, the said city of Hull and such other municipal corporations ; to construct, maintain and operate all such works as are necessary or advantageous for the purposes of this act ; to enter upon and take any of the ungranted lands, lakes, waters, water rights and powers of the Crown in the said county of Ottawa, with the consent and approval of the govern-

et l'approbation du gouvernement de la province de Québec ; acquérir par don, achat, bail ou expropriation tel autre terrain, lacs et eau et tels pouvoirs d'eau, droits, servitudes qui peuvent être nécessaires pour les dites fins et les détenir et employer.

N. A. BELCOURT.

Solliciteur de la requérante.

Ottawa, 8 octobre 1913.

4263

ment of the province of Quebec ; to acquire by gift, purchase, lease or expropriation such other land, lakes and water and such water powers, rights, easements and servitudes as may be necessary for the said purposes and to hold and use the same.

N. A. BELCOURT,

Solicitor for applicant.

Ottawa, 8th October, 1913.

4264

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de M. S. Freedman "The Saint-Denis
Gas Electric Co.," Montréal. Insolvable ;
et

S. Monk, peintre de Montréal. Requéant.
Avis est par les présentes donné que le dit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ces créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,

Sub. gardiens provisoires.

Bureau : 55, Saint-François Xavier, Montréal.

Montréal, 22 octobre 1913. 4273

Cour Supérieure.

Dans l'affaire de John Mullin, Montréal,

Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a fait, ce 17^{me} jour d'octobre 1913, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

EUGENE PREVOST,

Sub-gardien provisoire.

Bureau de Prevost & Bedard,

107, Saint-Jacques.

Montréal, 22 octobre 1913. 4275

Avis est par le présent donné que le soussigné a été nommé curateur dans l'affaire de Lucien Beaudet, de Deschaillons, manufacturier de briques, insolvable.

Les créanciers sont requis de me produire leurs réclamations, dûment attestées sous serment, d'ici à trente (30) jours.

R. ERNEST LEFAIVRE,

Curateur.

Québec, 23 octobre 1913.

4265

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of M. S. Freedman "The Saint
Denis Gaz Electric Co.," Montreal, Insolvent ;
and

S. Monk, painter, of Montreal, Petitioner.
Notice is hereby given that the above named insolvent has, this day, made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

CHARTRAND & TURGEON,

Sub-provisional guardians.

Office : 55, Saint François-Xavier, Montréal.

Montreal, 22nd October, 1913. 4274

Superior Court.

In the matter of John Mullin, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that the above named has, this 17th day of October, 1913, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

EUGENE PREVOST,

Sub-provisional guardian.

Office of Prevost & Bedard,

107 Saint James street.

Montreal, 22nd October, 1913. 4276

Notice is hereby given that the undersigned was appointed curator in the matter of Lucien Beaudet, of Deschaillons, brickmaker, insolvent.

The creditors are requested to file their sworn claims with me within thirty (30) days.

R. ERNEST LEFAIVRE,

Curator.

Quebec, 23rd October, 1913.

4266

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 43.**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS : — ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :**

Dme Bolduc vs Portugais	2213
“ Cholette vs Beaudreault.....	2213
“ Dulude vs Chabot.....	2212
“ Martel vs Senneville.....	2212
“ Massay vs Aubertin.....	2213

ANNONCEURS : —Avis aux :—Concernant avis, etc.,
2173.

**ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—La Cie d'Assu-
rance Mutuelle contre le Feu de la paroisse
de Saint-Clet, 2211.**

AVIS : —Montreal Tramways Coy, 2073.

**BILLS PRIVÉS P. Q. :—Avis au sujet des :—
Assemblée législative, 2187 ; Conseil légis-
latif 2186 ; Aucune pétition de bill privé reçue
après le 24 novembre 1913, 2185.**

**COMPAGNIES AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—
Sutherland Construction Coy, Ltd, 2186.**

DEMANDES A LA LÉGISLATURE : —

Actes de vente—Deeds of sale.....	2190
Aldred, J. E. et al.....	2197
Amendements à la charte de la cité de Mont- réal—Amendments to the charter of the city of Montreal.....	2194
Beudry, Dme Emma Zaide et al.....	2197
Beauharnois Electric Co, Ltd.....	2190
Board of Cooperative of the Theological Colleges.....	2297
Bureau Protestant des Commissaires d'Ecoles de la cité de Montréal Protestant Board of School of the city of Montreal.....	2207
Bureau Spécial de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-George.....	2208
Cité de—City of Lachine.....	2194
Cité de—City of Maisonneuve.....	2204
Cité de—City of Montreal.....	2220
Cité de—City of Sherbrooke.....	2198
Cité de Verdun—City of Verdun.....	2203
Cité de—City of Westmount.....	2198
Congrégation des Petits Frères de Marie dits Frères Maristes.....	2202
Corporation de la ville de La Tuque—Corpor- ation of the town of La Tuque.....	2205
Corporation de la ville de Windsor Mills— Corporation of the town of Windsor Mills	2203
Corporation du village—Of the village of Belœil	2199
Corporation agricole et industrielle des Mis- sionnaires du Saint-Esprit—Agricultural Industrial Corporation of the Holy Ghost Fathers.....	2201
Corporation de la ville de—Corporation of the town of La Pointe-aux-Trembles.....	2209
Corporation du village de—Corporation of the village of Saint-Michel-de-Laval.....	2210
Corporation du village de Saint-Hilaire—Cor- poration of the village of Saint-Hilaire..	2201
Corporation du village du Sault-au-Récollet— Corporation of the village of Sault-au-Récollet	2201
Corporation de la cité de Trois-Rivières—Cor- poration of the city of Three Rivers.....	2119
Corporation de Victoriaville—Corporation of Victoriaville.....	2151
Corporation de la paroisse—of the parish of Saint Lin.....	2192
Corporation de la cité d'Ottawa—Corporation of the city of Ottawa.....	2230

**Index de la Gazette Officielle de
Québec No 43.**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :**

Dme Perrault vs Marleau.....	2213
“ Rainville vs Voyer.....	2212
“ Renaud vs Blais.....	2212
“ Wroblewska vs Kyzniak.....	2212

**ADVERTISERS :—Notice to : — Respecting notices,
etc, 2173.**

**ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY :—Saint Clet
Mutual Fire Insurance Coy, 2211.**

NOTICE :—Montreal Tramways Coy, 2073 ;

**PRIVATE BILLS P.Q. :—Notices respecting the :—
Legislative Assembly, 2187 ; Legislative Coun-
cil 2186 ; No petition of private bill shall be
received after the 24th November, 1913, 2185.**

**COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Sutherland
Construction Coy, Ltd, 2186.**

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE : —

Hôpital Général Saint-Vincent de Paul de Sherbrooke.....	2195
Kimpton, Alph. et al.....	2192
King et al, Dme Elizabeth.....	2229
La Cie du Chemin de Fer de la Baie des Ha ! Ha !—Ha ! Ha ! Bay Railway Coy. . .	2209
La Cie du Chemin de Fer Roberval & Sague- nay—Roberval & Saguenay Railway Coy.	2208
L'Association des Opticiens de la province de Québec—The Association of Opticians of the Province of Quebec.....	2202
Les Curé et Marguilliers de l'œuvre et fabri- que de la paroisse de Saint-Clément—The Curé and Churchwardens of the parish of Saint Clément.....	2208
Loi amendant le chap. 49, William IV (1836) Act amending ch. 49, William IV (1836)	2205
Les Commissaires d'Ecoles pour la municipa- lité de Notre-Dame de Grâces Ouest— The School Commissioners for the muni- cipality of Notre Dame de Grâces Ouest.	2204
Les Syndics du Cimetière Catholique de Saint Michel de Sherbrooke—The Trust- ees of the Catholic Cemetery of Saint Michel de Sherbrooke.....	2195
Magdalen River Valley Railway Co.....	2209
Municipalité de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice — Municipality of the parish of Saint-Leonard of Port Maurice	2205
Municipality of Sixteen Island Lake.....	2202
Quebec Central Railway Coy.....	2194
Robert, Archer et al.....	2229
Succession—Estate Anna Kelly.....	2202
Rossland Jewish Synagogue.....	2198
Succession Paquette—Estate Paquette.....	2191
Sudbury Kepawa and Bell River Railway Coy	2206
The Canadian Mazdezan Association.....	2202
The Eastern Townships Immigration Society.	2229
The Hebrew Children Fresh Air Fund of Montreal.....	2203
The Sherbrooke Protestant Hospital.....	2206
The Calumet and Northern Railway Company	2201
The Quebec Industrial Corporation.....	2204
The Montreal Foundling & Baby Hospital....	2192
The Montreal Water & Power Company.....	2197
The Shefford, Bagot & Missisquoi Railway. Coy.....	2192
Tremblay, A. et al.....	2192

Corporation de la ville Laval des Rapides— Corporation of the town of Laval des Ra- pides.....	2230
Demers, Joseph et al.....	2209
Desjardins (Delle) Annette.....	2196
Doherty (Dme) Louisa et al.....	2200
Exécuteurs testamentaires de Dme Jane Lloyd —Testamentary executors of Dme Jane Lloyd.....	2190
Herz Hospital & Dispensary.....	2195

ERRATUM :—Page 2163, 18 octobre 1913, Nos 4127-4128, 2211.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Beauchamp.....	2215
Beaudet.....	2231
Bergman.....	2215
Bordeleau.....	2214
Douville.....	2216
East Canada Power & Pulp Co, ltd.....	2217
Frost.....	2214
Freedman.....	2231

LETTRES PATENTES :—

Belgo Canadian Land Estate Coy, ltd.....	2228
Cap de la Magdeleine Manufacturing Coy, Itée.....	2183
City and District Land and Investment Coy	2163
Concerts.....	2108
La Cie Ouvrière de Garanties et Placements, Itée.....	2181
La Cie J. B. Drolet, Itée.....	2227

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES :—La Cie de Pulpe de Chicoutimi, 2225.

LIQUIDATION :—La Cie de Meubles de Jonquière, 3216.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Municipalité d'Aubert Saint-Georges, 2175 ; Municipalité Saint-Narcisse—Saint-Maurice, 2175 ; Municipalité Saint-François—Saint-Victor, 2175 ; Paroisse Saint-Denis—Saint-Philippe de Néri, 2175 ; Municipalité Saint-Joseph—Saint-Frédéric, 2186.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—Mtre Hector Charles Parent, 2185.

NOMINATIONS :—

Commissaires d'écoles :—Somerset Nord, 2174 ; Stanstead (Canton), 2174 ; Buckingham, 2171.

Juges de paix :—Gaspé, 2174 ; Montréal, 2173 ; Québec, 2173 ; Terrebonne, 2173 ; Montréal, 2173 ; Division Est du Canada, 2225.

ORDRES DE COUR :—La Banque Nationale vs Lortie et al, 2217.

PROCLAMATION :—Ouverture des Chambres, 2174.

RATIFICATION :—Lafond & Beaulieu, 2218.

RÉSOLUTION :—Municipalité de la paroisse La Durantaye, 2213.

VENTES PAR LICITATION :—Porteous et al vs Pratt et al, 2218.

Ville de Montmagny—Town of Montmagny.	2207
Ville de Montréal-Est—Town of Montreal East.....	2205
Ville de Saint-Jérôme—Town of Saint-Jerome	2203
Ville de Hampstead—Town of Hampstead...	2206
Village de La Providence.....	2196
Villeneuve, Jos. Octave.....	2192
Ville de—Town of Cartierville.....	2229
Wheeler (Dme Annie).....	2196
Wadgewood Park Coy, ltd.....	2220

ERRATUM :—Page 2163, 18th October, 1913, Nos. 4127-4128, 2211.

FAILLIS —INSOLVENTS

Mullin.....	2231
Pantazi.....	2216
Portugais.....	2215
Rahal et al.....	2214
Rioux.....	2215
St. Pierre.....	2216
Ste. Croix.....	2214
Warren & Cie.....	2215

LETTERS PATENT :—

Le Crédit National, Itée.....	2177
Napierreville Lumber Manufacturing Coy, ltd.....	2176
Professional Service Association.....	2176
The Florenceville Land Coy.....	2180
The Thurso Manufacturing ltd.....	2178
The Western Ideal Realty Coy, ltd.....	2225

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—La Cie de Pulpe de Chicoutimi, 2225.

LIQUIDATION :—La Cie de Meubles de Jonquière, 2216.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Municipality d'Aubert Gallion—Saint Georges, 2175 ; Municipality Saint Narcisse—Saint Maurice, 2175 ; Municipality Saint Francis—Saint Victor, 2175 ; Parish Saint Denis—Saint Philippe de Néri, 2175 ; Municipality Saint Joseph—Saint Frédéric, 2186.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—Mtre Hector Charles Parent, 2185.

APPOINTMENTS :—

School commissioners :—Somerset North, 2174 ; Stanstead (Township), 2174 ; Buckingham, 2174.

Justices of of the peace :—Gaspé, 2174 ; Montreal, 2173 ; Quebec, 2173 ; Terrebonne, 2173 ; Montreal, 2173 ; Eastern Division of Canada, 2225.

ORDERS OF COURT :—La Banque Nationale vs Lortie et al, 2217.

PROCLAMATION :—Opening of parliament, 2174.

RATIFICATION :—Lafond & Beaulieu, 2218.

RESOLUTION :—Municipality of the parish La Durantaye, 2213.

SALES BY LICITATION :—Porteous et al vs Pratt et al, 2217.

VENTES PAR LES SHERIFS

BEAUCO : — Pagé vs Bégin, 2220.

JOLIETTE : — Beausoleil vs Paquin, 2220 ; St. George vs Mercil, 2220.

MONTREAL : — Carpentier vs Muloin, 2222 ; Connolly vs Gallagher et al, 2221 ; Olivier vs (Dme) Auger et al, 2222 ; Piché (Dme) Lépine, 2221.

SAINT-FRANÇOIS : — Gagné (Dme) vs Morin, 2223.

SAINT-HYACINTHE : — Lajoie (Dme) Laganière, 2223.

TERREBONNE : — Desjardins vs Vandry, 2224.

TROIS-RIVIÈRES : — Robert vs Lambert, 2224.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCO : — Pagé vs Bégin, 2220.

JOLIETTE : — Beausoleil vs Paquin, 2220 ; St. George vs Mercil, 2220.

MONTREAL : — Carpencler vs Muloin, 2222 ; Connolly vs Gallagher et al, 2221 ; Olivier vs Dme Auger et al, 2222 ; Piché (Dme) Lépine, 2221.

SAINT-FRANCIS : — Gagné (Dme) vs Morin, 2223.

SAINT HYACINTHE : — Lajoie vs (Dme) Laganière, 2223.

TERREBONNE : — Desjardins vs Vandry, 2224.

THREE RIVERS : — Robert vs Lambert, 2224.